

*Les opinions et les comportements politiques des  
ouvriers:  
Une évolution inévitable ?  
Irréversible ?*

∞ ∞

Jacques Capdevielle

Directeur de Recherche à la FNSP

Janvier 1999

## SOMMAIRE



<b>I- LES INTERROGATIONS DES ANNÉES CINQUANTE-SOIXANTE : OUVRIERS EMBOURGEOISÉS OU NOUVELLE CLASSE OUVRIÈRE ?.....</b>	<b>5</b>
A) L'OUVRIER EMBOURGEOISE. LE DEBAT ANGLAIS.....	6
B) L'EXCEPTION FRANÇAISE AVEC LE PARTI COMMUNISTE.....	7
C) UNE NOUVELLE CLASSE OUVRIERE ?.....	11
<b>II- LES AMBIGUÏTÉS DE MAI-JUIN 1968 ET LEURS SUITES.....</b>	<b>15</b>
A) LE DECALAGE ENTRE LES INTERPRETATIONS DU MOUVEMENT ET LES ATTENTES DES OUVRIERS.....	15
B) DESUNION DANS LES LUTTES, UNION DANS LES URNES ?.....	20
<b>III- L'ENTRÉE DANS LA CRISE ET LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE .....</b>	<b>25</b>
A) L'ENTREE DANS LA CRISE.....	25
B) LES RAISONS OFFICIELLES DE LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE : UNE QUERELLE DE NOTAIRES.....	31
<b>IV- LA CRISE DE L'EMPLOI, SUR FOND DE BROUILLAGE MITTERRANDIEN ET COHABITATIONNISTE, ET D'IMPLOSION DES PAYS DE L'EST.....</b>	<b>38</b>
A) UN CONTINENT REDUIT ET MORCELE.....	38
B) UN CONTINENT D'ABORD PLUS DESTABILISE QUE DEÇU.....	47
C) UN CONTINENT SILENCIEUX ?.....	54
<b>V- LES OPINIONS ET LES COMPORTEMENTS POLITIQUES DES OUVRIERS, DEMAIN ?.....</b>	<b>65</b>
A) LE DEVENIR DES COMPORTEMENTS PROTESTATAIRES.....	65
B) L'INCIDENCE DU CHOMAGE ET DE LA PRECARITE SUR LE POTENTIEL DE LA MOBILISATION OUVRIERE.....	68
C) LA QUESTION DES ALLIANCES.....	71
D) LE RETOUR DU METIER.....	74

Aujourd'hui, la France est, parmi les pays industrialisés, un de ceux où le taux de syndicalisation est le plus bas (entre 9 et 10%).

Aujourd'hui toujours, le "grand parti de la classe ouvrière" n'est plus le premier parti ouvrier.

Au premier tour des élections législatives de 1997, 47% des ouvriers déclarent avoir voté pour un candidat d'extrême gauche, de gauche ou du centre gauche et 45 % pour un candidat du centre droit, de droite ou d'extrême droite <sup>1</sup>. Cette dispersion des suffrages ouvriers entre la gauche et la droite n'est pas nouvelle, on aura l'occasion d'y revenir. Ce qui est plus nouveau en revanche, s'agissant d'élections législatives, c'est la répartition de ces votes entre les différents partis : si le PS regagne en partie ses positions perdues chez les ouvriers (28% des ouvriers interrogés déclarent avoir voté pour un candidat socialiste), le Front national vient en seconde position (24%), le PCF ne venant qu'en quatrième position (15%), après les candidats du RPR et de l'UDF (19%).

Plus encore : en termes de composition, l'électorat du Front national est celui qui rassemble proportionnellement le plus de votes ouvriers (20%), devançant ainsi le Parti communiste (18%).

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Pascal Perrineau a avancé un premier ensemble d'explications dans *Le symptôme Le Pen* <sup>2</sup>. C'est en définitive à cette même question que je voudrais apporter ici des éléments de discussion. Je déplacerai toutefois l'axe du questionnement, en m'interrogeant moins sur la genèse de l'émergence du "gaucho-lepénisme", que sur les raisons de la crise des forces politiques et syndicales qui organisaient traditionnellement la classe ouvrière, accompagnant ou précédant ainsi les friches industrielles de véritables friches politiques sur lesquelles le Front national a pu s'implanter et prospérer.

Avec une hypothèse, sous-jacente à ce questionnement : à savoir que cette évolution politique ne renvoie pas qu'aux évolutions économiques et sociales du monde ouvrier et, plus largement, du marché du travail et de la société française. Elle renvoie aussi aux carences et aux responsabilités des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Une dernière précision : il ne s'agit pas de décerner ici blâmes et satisfecits, mais de s'interroger sur le caractère inéluctable ou pas de cette évolution, et sur son irréversibilité.

Avant d'en arriver à la situation actuelle, je procéderai à un détour historique, en examinant successivement :

- Les débats autour du devenir politique de la classe ouvrière, tels qu'ils sont formulés dans les années cinquante-soixante, dans le contexte de forte croissance économique des *Trente Glorieuses*.
- La confusion introduite dans ces débats par le mouvement social de mai-juin 1968 et ses suites.

---

<sup>1</sup> Enquête post-électorale SOFRES/*Libération*/CEVIPOF.

<sup>2</sup> Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, 257 p.

- Le décalage, rappelé par Pascal Perrineau, entre l'entrée dans la crise économique consécutive au premier choc pétrolier et la prise de conscience tardive de cette crise à la fin des années soixante-dix seulement <sup>3</sup>, auquel s'ajoute la rupture de l'union de la gauche.

- Enfin les deux dernières décennies, caractérisées par une croissance continue du chômage et le développement des formes d'emploi atypiques, sur fond de brouillage miterrandien et cohabitationniste et arrière-fond d'implosion du camp "socialiste".

Je ferai ce détour en m'appuyant, aussi souvent que possible, sur les données empiriques de différentes enquêtes et sur les résultats des échéances électorales qui scandent l'actualité politique et sociale.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 28.

## I- LES INTERROGATIONS DES ANNÉES CINQUANTE-SOIXANTE : OUVRIERS EMBOURGEOISÉS OU NOUVELLE CLASSE OUVRIÈRE ?

---

En France, aux différents scrutins qui se succèdent entre 1945 et 1968, "le vote communiste a été plus stable, à tous points de vue, que le vote en faveur d'aucune autre formation" <sup>4</sup>. Dans le même temps pourtant, au-delà des divergences dans les évaluations chiffrées des uns et des autres, il semble bien que les effectifs des adhérents du PCF se soient réduits de moitié. Si l'on considère les organisations syndicales, on observe un mouvement analogue : elles maintiennent leur audience à l'occasion des élections professionnelles ou sociales entre 1950 et 1962 <sup>5</sup>, mais le taux de syndicalisation est, en revanche, divisé par deux entre 1948 et 1958 <sup>6</sup>.

Cette permanence du niveau élevé du vote communiste, dans les années cinquante-soixante, nous distingue de l'Angleterre, où le Parti travailliste essuie alors des échecs électoraux répétés.

Deux thèses s'affrontent à l'époque quant au devenir de la classe ouvrière, face à l'exceptionnelle croissance économique qui caractérise cette période <sup>7</sup> et face à ce recul de l'engagement militant, tant sur le plan politique que syndical.

La première, liée aux travaux anglo-saxons et reprise en France par Raymond Aron, annonce l'inévitable intégration, à terme, d'une classe ouvrière dont le mode de vie tendrait à rejoindre désormais celui des classes moyennes et dont les aspirations révolutionnaires s'émousseraient.

La seconde croit déceler, en liaison avec l'évolution technologique <sup>8</sup>, les prémices d'une nouvelle classe ouvrière qui serait porteuse de revendications renouvelées et radicalisées, imparfaitement prises en charge par les organisations existantes et traduisant une aspiration diffuse au contrôle des moyens et des finalités de la production.

---

<sup>4</sup> Ranger (Jean), "L'évolution du vote communiste en France depuis 1945", dans *Le Communisme en France*, Paris, A. Colin, 1969, p. 211.

<sup>5</sup> Aux élections des administrateurs des caisses primaires de sécurité sociale, la CGT recueille 43,5 % des suffrages exprimés en 1950, 42,9 en 1955 et 44,3 en 1962. Reynaud (Jean-Daniel), *Les syndicats en France*, Paris, A. Colin, 1963, p. 137.

<sup>6</sup> Labbé (Dominique), Basson (Jean-Charles), *Syndicalisation et désyndicalisation en France depuis 1945*. Retour sur 15 ans de recherche de l'équipe Organisations et représentations politiques du CERAT-IEP de Grenoble, document établi pour le séminaire du Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du militantisme, janvier 1998, 20 p.

<sup>7</sup> Jean Fourastié annonce en 1965 la semaine de 30 heures à la fin du siècle - *Les 40.000 heures. Inventaire de l'avenir*, Paris, Laffont-Gonthier, 1965, p. 11.

<sup>8</sup> En 1964, le "Groupe 1985" - constitué sous la présidence de Jean Massé à la demande du Premier ministre "pour éclairer les orientations générales du Vè Plan" - estime que "les progrès prévisibles de l'automatique et de l'informatique pourront faire de la fin de ce siècle un âge de la science succédant à un âge de l'industrie", *Réflexions pour 1985*, Paris, La Documentation française, 1964, p. 13. Derrière cette prévision se répand l'idée d'une diminution relative - sinon absolue - des effectifs ouvriers au sein de l'ensemble de la population active. De fait, la part du secteur tertiaire passe de 38 à 42% de la population active entre le recensement de 1954 et celui de 1968, tandis que les ouvriers qualifiés reculent dans le même temps, absolument et relativement, de 3.052.953 à 2.630.040 personnes. Entre 1954 et 1968 en revanche, les OS progressent de 1.816.265 personnes à 2.670.328, les manoeuvres de 1.125.323 à 1.597.920, les techniciens de 193.206 à 530.716, les ingénieurs de 75.808 à 186.184 et les cadres administratifs supérieurs de 277.190 à 454.540.

### **a) L'ouvrier embourgeoisé. Le débat anglais.**

A l'intérieur même de l'approche anglo-saxonne, l'idée qu'il faudrait attribuer les échecs électoraux répétés du Parti travailliste à un embourgeoisement de la classe ouvrière - qui rejoindrait les valeurs de la classe moyenne - ne fait pas l'unanimité. Ainsi pour John H. Goldthorpe et son équipe<sup>9</sup>, il s'agit de réfuter les positions de Daniel Bell, de Seymour Lipset ou de Raymond Aron, en montrant que même les milieux ouvriers anglais les plus privilégiés n'adoptent pas un mode de vie les assimilant à la petite bourgeoisie. Pour cela, ils réalisent en 1962-1963 des entretiens approfondis auprès de 229 ouvriers et de 54 cols blancs, sélectionnés dans 3 entreprises de Luton, dans le Bedfordshire, caractérisées par le versement de salaires plus élevés que la moyenne et par un environnement résidentiel, sans traditions industrielles classiques.

Un changement prédomine, qui structure, selon les auteurs, l'ensemble des opinions et des comportements de ces ouvriers : c'est le passage de ce qu'ils appellent une conception "essentialiste" du travail - dans laquelle se façonnent et s'accomplissent l'individu et son savoir-faire professionnel et social - à une conception "instrumentale". La finalité du travail renvoie désormais, pour ces ouvriers, au montant de sa rétribution financière, l'intérêt de son contenu ou son prestige devenant secondaires.

Toutefois, cette évolution d'une sociabilité solidariste - d'abord centrée sur le lieu de travail - vers une sociabilité centrée sur la sphère privée et sur la famille, ne signifierait pas pour autant un ralliement à l'individualisme des classes moyennes. On observe en effet chez ces ouvriers - plutôt jeunes puisqu'ils sont âgés de 21 à 46 ans - une adaptation des modèles ouvriers traditionnels, qui "peut traduire une 'convergence normative' entre certains groupes manuels et non manuels - par exemple la concentration des intérêts sur le foyer et la famille - mais elle ne peut être assimilée à une 'réorientation normative fondamentale'. En d'autres termes, l'acquisition de certains éléments du mode de vie 'petit-bourgeois' ne peut être considérée comme un critère suffisant d'homogénéisation sociale"<sup>10</sup>. Trente-cinq ans plus tard, Louis Chauvel confirme l'actualité de ce constat pour ce qui concerne les modes de consommation ouvriers dans la société française aujourd'hui<sup>11</sup>.

Ce maintien d'une spécificité chez les ouvriers britanniques ne doit pas conduire pour autant à sous-estimer les évolutions intervenant au sein de la classe ouvrière. On relève par exemple chez ces ouvriers de l'abondance un engagement syndical très réduit, par rapport à ce qu'on observe dans les mines, la construction navale ou chez les dockers. Mais ici aussi, il s'agit moins d'un manque d'esprit syndicaliste, que d'une conception renouvelée, instrumentale et intéressée du syndicat.

---

<sup>9</sup> Goldthorpe (John H.), Lockwood (David), Bechhofer (Frank), Platt (Jennifer), *The Affluent Worker*, Cambridge University Press, 3 volumes : *The Affluent Worker : Industrial Attitudes and Behaviour*, 1968, 206 p. ; *The Affluent Worker : Political Attitudes and Behaviour*, 1968, 94 p. ; *The Affluent Worker in the Class Structure*, 1969, 239 p.

<sup>10</sup> Voir la préface de Jacques Caroux à la traduction française, *L'ouvrier de l'abondance*, Paris, Seuil, 1972, p. 22.

<sup>11</sup> Chauvel (Louis), "Du pain et des vacances : la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore) ?", article à paraître dans la *RFS*, en 1999.

Si le syndicalisme n'est plus, chez ces ouvriers britanniques, porteur d'un projet d'émancipation collective, ils n'en sont pas moins très opposés à ce que son rôle et celui du Parti travailliste diminuent dans le pays, comme en témoigne, entre autres, leur forte participation aux élections des délégués d'atelier.

Cela veut dire que, pour eux, si les syndicats sont nécessaires et si le Labour est toujours "le" parti de la classe ouvrière, leur engagement derrière ces forces cesse d'être permanent et idéologique, pour faire place à une adhésion instrumentale et conditionnelle, pour défendre des intérêts spécifiques et évolutifs.

Du point de vue de notre questionnement initial, la conclusion de l'étude anglaise est claire :

"Si à long terme la classe ouvrière finit par devenir une simple strate dans un système d'"inégalitarisme sans classes', n'offrant aucune assise et ne réagissant pas aux initiatives socialistes, on ne pourra pas expliquer ce phénomène de façon satisfaisante en y voyant, soit une conséquence inévitable de l'évolution de la société industrielle, soit la preuve que le néo-capitalisme est capable de maîtriser les conséquences de ces changements d'infrastructure par le biais d'une manipulation idéologique des masses. Cette situation sera en partie imputable au fait que les dirigeants politiques de la classe ouvrière auront *choisi* cet avenir pour elle" <sup>12</sup>.

### **b) L'exception française avec le Parti communiste.**

C'est également à une réflexion prospective sur le devenir politique de l'ouvrier de l'abondance, en France cette fois, que s'attaque Richard F. Hamilton dans une étude publiée en 1967 <sup>13</sup>, qui a eu encore moins d'échos chez nous que la précédente, n'ayant jamais été traduite en français.

Cet auteur s'appuie principalement sur le traitement secondaire d'un sondage réalisé par l'IFOP sous la direction de Jean Stoetzel en 1955, auprès d'un échantillon représentatif de 1.039 ouvriers, complété par des échantillons de référence de 396 employés et de 221 contremaîtres.

Dans ce sondage, une liste de pays était présentée aux interviewés - Angleterre, Allemagne, États-Unis, France, Italie, Suède, URSS - qui étaient invités à les classer "*en commençant par celui où les ouvriers sont, à votre avis, les plus heureux*". Richard Hamilton examine systématiquement le profil économique, sociologique et politique de ceux qui mettent l'URSS en tête de leur classement.

Première surprise : les manoeuvres et les OS sont 18% à classer l'URSS en premier (38% dans les trois premiers rangs) alors que les ouvriers qualifiés ne sont que 12% (29 % dans les trois premiers rangs). Ce constat relativise la figure souvent mythifiée du métallo qualifié, fer de lance du Parti communiste et de la CGT.

Ceux qui placent ainsi l'URSS au premier rang sont, par ailleurs, les plus nombreux à dénoncer l'injustice, les plus enclins à souhaiter une révolution, les plus intéressés aussi par les mouvements

---

<sup>12</sup> *L'ouvrier de l'abondance*, op. cit. p. 253 (souligné dans le texte).

<sup>13</sup> Hamilton (Richard F.), *Affluence and the French Worker in the Fourth Republic*, Princeton University Press, 1967, 323 p.

revendicatifs qui se passent dans d'autres régions de France ou dans d'autres professions. 75% d'entre eux déclarent être syndiqués à la CGT contre 4% à FO et 1% à la CFTC.

Ils sont les moins bien dotés sur le plan scolaire : 83% d'entre eux n'ont fait aucune étude ou seulement des études primaires contre 70% de ceux qui classent l'URSS en dernier. En revanche, et c'est une seconde surprise, ils sont sensiblement plus avides en matière d'information, quantitativement - qu'il s'agisse de l'écoute quotidienne de la radio ou de la lecture quotidienne d'un journal (76% des pro-soviétiques lisent un journal chaque jour contre 70% des plus hostiles à l'URSS) et, plus encore, qualitativement (50% des pro-soviétiques lisent régulièrement les rubriques de politique étrangère contre 37% des anti-soviétiques, 81 % des premiers lisent régulièrement les rubriques de politique intérieure contre 57% seulement des seconds). *A contrario*, les plus hostiles à l'URSS lisent plus fréquemment les rubriques locales.

Cause et conséquence attendues de ce qui précède : ces pro-soviétiques sont nettement plus nombreux à déclarer s'intéresser beaucoup à la politique (38%) que tous les autres groupes (6 à 8%).

Richard Hamilton s'attache ensuite à évaluer le rôle des frustrations économiques dans cette radicalisation d'une partie de la classe ouvrière française.

Le niveau de revenu joue peu, les plus pauvres se portant massivement en sans réponses. À revenu égal, les moins qualifiés - manoeuvres, OS - sont toujours plus radicaux que les plus qualifiés.

La propriété du logement n'est associée au conservatisme que dans les petites villes, où elle renvoie vraisemblablement à des contacts plus étroits avec la classe moyenne au détriment des réseaux prolétariens.

Si ce sondage révèle de très forte attentes salariales - 50% des interviewés estiment que les salaires pourraient être augmentés, sans relancer l'inflation, de 10.000 francs (anciens) ou plus par mois, pour des salaires mensuels qui, chez les mieux payés, dépassent rarement 60.000 francs - ces attentes ne sont que faiblement en relation avec les sentiments pro-soviétiques.

Cette dernière indication est particulièrement importante, car elle nous éclaire indirectement sur le contenu de la fascination exercée par l'URSS, non seulement sur les membres du PCF, mais aussi sur ses sympathisants et ses électeurs. Dans le contexte de la guerre froide et des années qui suivent, la propagande occidentale met en avant l'élévation du niveau de vie des travailleurs américains et les possibilités de l'*American Dream*. En face, Maurice Thorez défend la thèse d'une paupérisation absolue de la classe ouvrière. Il semble que ce débat reste sans effet sur une grande partie de la classe ouvrière qui identifie l'URSS à la patrie du socialisme pour des raisons complexes, largement symboliques, qui ne relèvent guère d'une comparaison en termes de niveau de vie <sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Ce qui rejoint une observation de Jean Ranger, dans son étude déjà citée du vote communiste, selon laquelle cette question du niveau de vie ne distingue guère les électeurs communistes des électeurs socialistes, que l'on retienne des enquêtes réalisées en 1952 ou en 1966. Voir *Le Communisme en France, op. cit.*, p. 222-223. Analysant une dizaine de sondages administrés entre août 1966 et janvier 1968 et regroupés en un fichier unique de 20.519 personnes, Guy Michelat et Michel Simon sont plus nuancés : à l'intérieur des ouvriers, ils distinguent les OP des OS ; chez ces derniers, l'élévation du revenu se traduirait par une moindre propension à voter communiste : "C'est l'augmentation du revenu, souvent obtenue au prix d'un très dur effort



Comme le résume Richard Hamilton, "l'élévation du niveau de vie entre 1952 et 1956 n'a fait que créer des communistes prospères, ils n'ont pas été convertis pour autant aux valeurs de la classe moyenne"<sup>15</sup>. Ce qui est vrai des sympathisants communistes l'est, *a fortiori*, des adhérents, des élus et des membres de l'appareil<sup>16</sup>. Que ce soit dans le contexte de la guerre froide ou, ensuite, dans celui de la coexistence pacifique, l'appréciation positive de l'URSS et l'appréciation positive du Parti ne font qu'un. Les succès remportés par l'URSS dans la course à l'espace et l'annonce de l'entrée du pays dans la phase de construction du communisme, largement exploités par la propagande communiste, effacent en grande partie les séquelles issues des révélations du rapport Khrouchev à l'occasion du XXème congrès du PCUS et des événements de Hongrie<sup>17</sup>.

En octobre 1961, Georges Frischmann, un des responsables du PCF, par ailleurs secrétaire de la Fédération CGT des PTI, écrit ainsi :

"Nous vivons une époque extraordinaire qui restera dans l'histoire humaine parmi les plus fertiles, les plus denses (...)

L'homme va ainsi son chemin vers la liberté de toutes ses patries et vers la domination totale sur la nature (...)

Et voici le couronnement : l'annonce de la création des bases matérielles de la société communiste (...)

Les succès grandioses du socialisme rayonneront d'évidence au point d'amener des millions de personnes à chercher la voie française, la voie unitaire vers une France socialiste. (...)

Le socialisme, en triomphant en URSS et dans les démocraties populaires, fécondera les luttes populaires en France et ailleurs"<sup>18</sup>.

Cette profession de foi est étonnante dans sa forme mais elle n'est guère différente, quant au fond, des propos tenus par Léo Hamon en introduction d'un colloque sur *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*, qu'il organise à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Dijon, un an plus tôt<sup>19</sup>.

---

individuel qui serait chez eux en relation avec une moindre proportion au vote 'de classe' qu'est souvent le vote communiste", "Catégories socio-professionnelles en milieu ouvrier et comportement politique, d'après 10 enquêtes de l'IFOP", *RFSP*, (XXV), 2, avril 1975, p. 313. Pour l'essentiel pourtant, "L'hypothèse de l'embourgeoisement subjectif, indépendant de la classe, par augmentation du revenu (c'est-à-dire à tout le moins de l'adoption des classes moyennes comme classe de référence quand le revenu augmente) ne se vérifie pas", Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Science Po et Éditions sociales, 1977, p. 224.

<sup>15</sup> Hamilton (Richard F.), *op. cit.*, p. 184.

<sup>16</sup> En 1972 encore, la référence à l'URSS relève du stéréotype plus que de l'argumentaire critique. Au stéréotype "URSS = socialisme" répond le stéréotype "PCF = Moscou". Voir Lacorne (Denis), "Analyse et 'reconstruction' de stéréotypes. Communistes et socialistes face au 'socialisme soviétique'", *RFSP*, (XXIII), 6, décembre 1973, p. 1171-1201.

<sup>17</sup> Au demeurant, les séquelles de 1956 restent limitées chez ceux qui restent au Parti. Voir sur ce point Lavabre (Marie-Claire), *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994, p. 97-164.

<sup>18</sup> *Economie et Politique*, octobre 1961, p. 2-6.

<sup>19</sup> "Si finalement l'appel révolutionnaire de l'URSS n'a pas eu, jusqu'à présent, d'influence décisive sur les sociétés capitalistes qui ont évolué à leur manière et, ce faisant, échappé pour une part à la prédiction marxiste - il est possible qu'à l'avenir les pays communistes exercent une toute autre influence par l'effet de leur prestige, notamment dans le domaine technique, par leurs modalités de réalisation de la société d'abondance, plus brutalement même par une modification du rapport de forces dans le monde", Hamon (Léo) (dir.), *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 1962, p. 20-21.

En 1979-1980 encore, à l'occasion de la préparation du XXIII<sup>ème</sup> congrès du PCF, Georges Marchais lance la formule du "bilan globalement positif" des pays de l'Est. Le réveil n'en sera que plus brutal, quelques années plus tard, lorsque l'URSS implosera.

Dans l'immédiat, cette mobilisation du PCF et de la CGT derrière les succès attribués au camp socialiste présente un avantage : elle facilite l'acceptation de ce décalage qui fascinait Georges Lavau entre, d'un côté la puissance et le "bruit" du PCF, et de l'autre son exclusion du pouvoir<sup>20</sup>. Cette croyance - dans l'avènement d'un modèle socialiste en URSS qui ne pourra que rayonner - justifie la fidélité ou le ralliement à un vote qui n'a aucune chance de déboucher en France pour le moment sur l'occupation du pouvoir, au moins au niveau de l'État. L'exaltation récurrente des succès présents et futurs du camp socialiste légitime en définitive un vote de refus, face aux tentations du vote utile, en déplaçant le contenu et le terme de l'utilité elle-même<sup>21</sup>.

Concluant son ouvrage - publié, je le rappelle, en 1967 - Richard Hamilton estime que le processus en cours d'industrialisation et de concentration et la déchristianisation des campagnes jouent plutôt en faveur des communistes que contre eux. En même temps, il observe que malgré la progression économique du niveau de vie des uns et des autres, la distance entre la classe moyenne et la classe ouvrière s'est renforcée.

Il n'exclut pas, pourtant, que cette influence communiste puisse être menacée à terme.

Par exemple, si la détention d'une voiture ou le désir d'en posséder une - appréhendés par des questions du sondage - ne se traduisent pas par des inflexions idéologiques dans l'immédiat, cela n'exclut pas à terme des modifications comportementales lourdes de conséquences politiques : "Alors que le travailleur éprouve peut-être, vis-à-vis de l'Union soviétique, la même sympathie qu'il éprouvait en 1945, il se peut qu'il ne participe plus à l'action militante une décennie plus tard. Là où il vendait à un moment donné *L'Humanité* le dimanche, il se peut qu'il parte maintenant pour une promenade en voiture à la campagne, avec sa famille"<sup>22</sup>.

Le risque est d'autant plus grand, pour l'auteur, qu'il y a dans la présence communiste sur le terrain une dimension générationnelle qui, à moyen terme, va disparaître, sans qu'une véritable relève - adaptée aux transformations économiques et sociales - puisse se mettre en place, dans un contexte dominé par le stalinisme, où ceux qui pourraient opérer ce renouvellement sont exclus les uns après les autres sur des bases individuelles. Un risque renforcé encore par l'incapacité relative des syndicats à négocier des augmentations de salaires ou des réductions d'horaires, une incapacité qui contraste avec leur aptitude à influencer politiquement les travailleurs et qui risque de dégénérer à terme en radicalité de rituel, au sens mertonien.

---

<sup>20</sup> Lavau (Georges), *A quoi sert le Parti communiste français ?* Paris, Fayard, 1981, p. 269-316.

<sup>21</sup> Le Parti "peut attendre... au moins aussi longtemps que la force et la préservation de son organisation ne sont pas mises en péril par le prolongement indéfini de cette attente et de l'exclusion du pouvoir. Or, précisément, le parti a été ainsi construit qu'il peut résister à toutes les épreuves", *Ibid.* p. 418. Georges Lavau ne pouvait prévoir, à l'époque, cette épreuve ultime : la chute du mur de Berlin.

<sup>22</sup> Hamilton (Richard F.), *op. cit.*, p. 185.

Au total, à travers une méthode différente appliquée à un pays différent, Richard Hamilton rejoint les conclusions de l'équipe de Cambridge : rien, dans le développement économique et social, n'indique que la classe ouvrière soit inévitablement appelée à rejoindre les modes de vie et les orientations politiques des classes moyennes. À condition toutefois que ses représentants politiques et syndicaux en aient la volonté et ne sous-estiment pas les adaptations nécessaires de leurs pratiques politiques face aux transformations des modes de vie ouvriers. À condition aussi et surtout, dans le cadre de la stratégie tribunitienne telle que la pratique le Parti communiste français, que le miracle soviétique ne se transforme pas, avec le temps, en mirage.

### **c) Une nouvelle classe ouvrière ?**

A l'opposé des analyses précédentes, qui ont en commun de privilégier la croissance et l'évolution des modes de vie, on part ici de l'évolution des processus technologiques en liaison avec l'adoption de nouveaux modes de régulation politique, ces phénomènes caractérisant, en France et dans la plupart des régimes occidentaux, le "néo-capitalisme" <sup>23</sup>.

Alain Touraine et Serge Mallet partent d'un même constat mais divergent quant à leur diagnostic. Dans les industries de pointe automatisées, notamment dans les industries de *process* comme les raffineries, l'ouvrier-opérateur d'unités automatiques, chargé d'un travail de surveillance, doit faire preuve d'un savoir-faire professionnel radicalement différent du savoir-faire de l'ouvrier de métier traditionnel. En même temps, le rapport entre l'ouvrier et sa hiérarchie est tout aussi radicalement transformé.

Pour Alain Touraine, la "conscience de classe (...) est liée à un évènement central de l'histoire du travail, à la rencontre du métier ouvrier et de l'organisation industrielle" <sup>24</sup>, "la conscience de classe est liée en partie à une aristocratie ouvrière dans les industries des Métaux" <sup>25</sup>. Dans ce contexte industriel traditionnel, "l'action ouvrière est d'abord l'expression d'une communauté et de son rapport avec les forces sociales dominantes. L'action syndicale n'est pas un moyen de pression pour obtenir, par la négociation, certains avantages ; elle est affirmation de soi et rejet de l'adversaire" <sup>26</sup>.

Dans les industries modernes, l'action est au contraire commandée par des objectifs précis et négociés dans l'entreprise, dans un environnement économique et social beaucoup plus intégrateur. Dans ces conditions, pour Alain Touraine, l'expression même de "conscience ouvrière" devient de plus en plus inadéquate, et le syndicat est de moins en moins un acteur

---

<sup>23</sup> La première réunion publique où est évoquée la constitution d'une "nouvelle classe ouvrière" a lieu à Paris en novembre 1958, salle des Horticulteurs, en présence d'Alain Touraine, de Serge Mallet et d'André Barjonet.

<sup>24</sup> Touraine (Alain), *La conscience ouvrière*, Paris, Seuil, 1966, p. 329.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 332.

central dans les luttes sociales, de moins en moins le vecteur d'un projet global de société. Alain Touraine rejoint ainsi en partie certaines conclusions de *The Affluent Worker* mais il s'en démarque sur un point central : pour les auteurs britanniques en effet, "les rapports de classe et de statut n'évoluent pas obligatoirement en fonction des changements dans l'infrastructure économique, technologique et écologique de la vie sociale" <sup>27</sup> . "On peut rejeter et considérer comme dépourvue de fondement théorique et empirique l'idée d'un déclin nécessaire du collectivisme de la classe ouvrière dans une société d'abondance" <sup>28</sup>. La très grande majorité des ouvriers interviewés à Luton, bien que faiblement syndiquée, ne souhaite pas - nous l'avons déjà dit - voir diminuer le rôle joué par les syndicats en Grande-Bretagne et défend un "collectivisme instrumental".

Serge Mallet part des mêmes observations qu'Alain Touraine : tendance à l'alignement des modes de vie ouvriers sur ceux des classes moyennes, évolution du travail ouvrier et de l'organisation de la production dans les industries de pointe qui rapprochent l'ingénieur de bureau d'études du technicien et de l'opérateur de base, recentrage du syndicalisme sur la gestion de l'entreprise, à côté du syndicalisme revendicatif traditionnel <sup>29</sup>.

Serge Mallet s'oppose en revanche à Alain Touraine sur les conséquences politiques de ces évolutions. Pour lui, apparaîtrait "une conception encore floue, mal dégagée des habitudes antérieures, mais très généralement ressentie, d'une nouvelle forme de lutte syndicale" qui ne se satisferait plus des revendications salariales catégorielles classiques, et qui serait amenée "à formuler des revendications gestionnaires", dans une entreprise moderne dont l'autonomie financière et l'autonomie de gestion sont par ailleurs à peu près nulles <sup>30</sup>. Cette dernière contradiction rendrait caduque l'alternative "réformisme" ou "révolution", en suscitant chez les techniciens et une partie de l'encadrement son dépassement dans des revendications pour un contrôle accru sur la marche de l'entreprise.

Derrière ce débat sociologique, il y a un enjeu politique majeur à l'époque. La définition de la classe ouvrière, de sa composition, de ses limites renvoie à la légitimité ou pas de son rôle en tant qu'agent historique de transformation sociale, et à la légitimité des organisations qui prétendent la représenter syndicalement et politiquement. Le tout dans un contexte idéologique et politique où la droite et la gauche se disputent une autre légitimité : celle de l'incarnation de la modernité <sup>31</sup>.

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 344.

<sup>27</sup> *L'ouvrier de l'abondance, op.cit.*, p. 216.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 233.

<sup>29</sup> Mallet (Serge), *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963, 261 p.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 23-24 de l'introduction, et sa conclusion, p. 262-264.

La "nouvelle gauche" dénonce le néo-capitalisme incarné par le gaullisme, valorise les "forces vives" et suit avec attention - voire participe à - l'évolution de la CFTC, qui devient CFDT en novembre 1964.

De son côté, le Parti communiste et la CGT abandonnent les thèses de Staline sur la "crise générale" du capitalisme et ses variantes thoréziennes sur la paupérisation absolue de la classe ouvrière. À partir de 1965, il commence à faire référence à "l'apparition d'éléments nouveaux au sein de la classe ouvrière" <sup>32</sup>. En novembre de la même année, Henri Jourdain, annonçant la tenue en 1966 de la Conférence sur le capitalisme monopoliste d'État, invite ses collaborateurs, devant les problèmes nouveaux posés par les ingénieurs, les techniciens et les cadres, à développer l'"analyse théorique marxiste de catégories économiques comme 'travail productif et travail improductif', 'travail simple et travail complexe'" <sup>33</sup>. Même un observateur comme Georges Lavau, habituellement maître en scepticisme, salue à cette occasion un renouvellement théorique du PCF <sup>34</sup>.

Cette "ouverture" reste pourtant étroitement verrouillée : dans le débat qui s'instaure entre la SFIO et le PCF à partir de 1964, ce dernier place l'élévation du pouvoir d'achat au premier rang des objectifs d'un "Programme démocratique". Ce qui revient d'une certaine façon, sinon à opposer une fin de non-recevoir à ceux qui prônent un syndicalisme réformiste renouvelé à partir de revendications en termes de contrôle, du moins à les ignorer, à ignorer la "nouvelle gauche" et les évolutions en cours à la CFDT. Dès avant 1968 donc, et indépendamment de leur attitude envers l'URSS, les communistes suscitent chez certains de leurs alliés potentiels, au sein du mouvement ouvrier, de solides rancœurs. Au-delà d'accords circonstanciés de désistement, même en termes programmatiques, le PCF privilégie la SFIO discréditée de Guy Mollet.

Dans ses manifestations les plus spectaculaires, l'actualité sociale de ces années soixante semble plutôt confirmer les thèses sur la nouvelle classe ouvrière. Les mensuels participent aux côtés des horaires, chez Neyrpic, à une grève qui dure de décembre 1962 à juillet 1963, où se mêlent violence et aspirations gestionnaires. La CFTC - future CFDT - est en pointe dans le conflit des mineurs. Les années 1966-1967 voient une relance de grèves d'entreprise longues, dures, souvent violentes, avec une participation remarquable des militants de la CFTC désormais CFDT et des jeunes ouvriers, notamment chez Dassault à Bordeaux, à la Rhodiaca à Besançon, chez Berliet à Vénissieux, aux Chantiers de l'Atlantique et à Sud Aviation à Saint-Nazaire, etc.

---

<sup>31</sup> Voir Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), *Mai 68. L'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, Presses de la FNSP, p. 56-89.

<sup>32</sup> Mury (Gilbert), "A propos de la 'nouvelle classe ouvrière'", *Economie et Politique*, janvier 1965, p. 105.

<sup>33</sup> Jourdain (Henri), "Capitalisme monopoliste d'État, problèmes actuels et solutions démocratiques", *Economie et Politique*, novembre 1965, supplément p. 11.

<sup>34</sup> "Le Parti communiste change. Quelque chose y fermente comme une Renaissance. (...) Ses analyses théoriques sont plus approfondies et moins schématiques ; il semble décidé à sortir du confusionnisme. Son indépendance à l'égard de l'URSS ne semble pas devoir se limiter aux problèmes de la création artistique et littéraire", Lavau (Georges), "Vers une Renaissance du Parti communiste ?", *Esprit*, numéro spécial : Questions au PC, octobre 1966, p. 485.

Par d'autres traits pourtant, l'actualité politique et sociale de ces années soixante n'infirmes pas les analyses du PCF et de la CGT. Les communistes enregistrent certes un recul important aux élections législatives de novembre 1958 et novembre 1962. Avec le passage à un scrutin majoritaire à deux tours, le PCF est désormais confronté aux nécessités de la "discipline républicaine" au second tour. Entre 1952 et 1967, le parti n'en renforce pas moins sa présence électorale chez les ouvriers comme chez les employés et les cadres moyens <sup>35</sup> ; toutefois, par rapport aux législatives de 1962, les électeurs de la FGDS s'avèrent, aux législatives de mars 1967, moins disciplinés, moins unitaires donc, que leurs homologues communistes <sup>36</sup>. Sur le plan syndical, un accord d'unité d'action est signé entre la CGT et la CFDT le 10 janvier 1966 et les journées nationales d'action, chères à la CGT, organisées en 1966 et 1967 connaissent un certain succès.

Les effectifs des syndicats, qui avaient chuté de moitié entre 1946 et 1958, se redressent. Cette combativité accrue des ouvriers, auxquels se joignent de plus en plus souvent une fraction des employés et des techniciens mensualisés, annonce 1968. Mais comme à la *Samaritaine*, on trouve tout dans le mouvement social de mai-juin 1968. Chacun va y voir la confirmation de ses analyses et de sa ligne politique.

---

<sup>35</sup> Sur 100 électeurs communistes, on recense 38 ouvriers et 13 employés ou cadres moyens en 1952. En 1967, ces pourcentages sont respectivement de 49 et 18%, Bon (Frédéric), *Les élections en France. Histoire et sociologie*, Paris, Seuil, 1978, p. 150.

<sup>36</sup> Lancelot (Alain), Platone (François), "L'union des gauches au second tour des élections de mars 1967. Présentation statistique", dans *Les élections législatives de mars 1967*, Cahier de la FNSP, Paris, A. Colin, 1971, p. 401.

## II- LES AMBIGUÏTÉS DE MAI-JUIN 1968 ET LEURS SUITES

---

Ces événements de mai-juin 1968, au fur et à mesure qu'ils se déroulent, s'accompagnent d'un divorce croissant entre la contestation étudiante et la grève ouvrière ; avec cette dernière, on prend aussi la mesure des limites du rapprochement unitaire intervenu deux ans plus tôt sur le plan syndical entre la CGT et la CFDT.

Par ailleurs, le décalage entre l'ampleur de ce mouvement et la minceur des résultats finalement obtenus révèle également les limites d'un mouvement social, aussi large et aussi radical soit-il, en l'absence de perspectives politiques lui assurant un débouché.

On ne peut toutefois pas s'en tenir à ces constats, qui s'imposent à tous quelles que soient les conclusions qu'on en tire. Les grèves de mai-juin 1968 ne sont pas seulement un facteur de clarification, elles contribuent aussi à figer le débat qui s'était amorcé dans les années précédentes, à durcir les positions des uns et des autres, quitte à perdre de vue les attentes et les aspirations concrètes et diversifiées des principaux intéressés, les ouvriers.

### **a) Le décalage entre les interprétations du mouvement et les attentes des ouvriers.**

En ce qui concerne les attentes des ouvriers, le mouvement social de mai-juin présente l'avantage d'avoir été encadré, en amont et en aval, par une série de scrutins accompagnés de sondages qui nous renseignent sur les comportements et les attentes politiques des ouvriers pendant cette période.

Les élections législatives de mars 1967 sont l'occasion de fournir un état des lieux sur la relation que la classe ouvrière entretient avec les différentes forces prétendant la représenter politiquement, un peu plus d'un an avant 1968.

A la veille du premier tour de ces élections, sur 100 personnes dont le chef de famille est ouvrier, 31 déclaraient avoir l'intention de voter pour un candidat communiste, 22 pour un candidat de la FGDS, 30 pour un candidat gaulliste. En composition, l'électorat communiste apparaît nettement comme le plus ouvrier (près d'un électeur sur deux, 49%), loin devant celui de la FGDS (33%, 16 points d'écart), l'électorat gaulliste n'étant pas très éloigné du précédent (28% d'ouvriers), le Centre démocrate étant le moins ouvrier, malgré sa filiation démocrate-chrétienne (25%)<sup>37</sup>.

Le choix a apparemment été plus difficile à faire dans les milieux ouvriers que dans les autres groupes sociaux : à 15 jours du scrutin, 56% d'entre eux n'étaient toujours pas décidés (contre 48% pour

l'ensemble des Français) <sup>38</sup>. Il semble que les électeurs n'aient guère été satisfaits par la campagne. Cela est vrai des électeurs gaullistes, malgré la décision de Jacques Baumel de faire "moderne" en recourant aux prestations de *Services et Méthodes*, une officine qui avait conçu la campagne de Jean Lecanuet en 1965. Cela est également le cas des électeurs de gauche. La campagne du PCF est loin de faire l'unanimité chez ses propres électeurs : 60% seulement des personnes ayant l'intention de voter communiste l'approuvent ; 50% seulement de celles qui déclarent qu'elles vont voter pour un candidat de la FGDS approuvent la campagne de cette dernière <sup>39</sup>.

Il est vrai que les forces de gauche ont de plus en plus centré leur campagne sur les institutions - la dénonciation du pouvoir personnel étant un plus petit commun dénominateur au regard de questions comme les nationalisations ou l'Europe - au détriment des programmes économiques <sup>40</sup>. L'offre d'emploi est devenue déficitaire depuis deux ans pourtant, avec le retour des rapatriés d'Algérie, l'arrivée sur le marché du travail des premières générations du *baby boom* et celle des femmes. Le Vème Plan introduit des "clignotants" en matière d'emploi. L'ANPE est créée en juillet 1967 <sup>41</sup>. On comprend, dans ces conditions, qu'une partie importante de la classe ouvrière soit, déjà à l'époque, peu satisfaite de sa représentation politique.

Du point de vue toujours des attentes électorales de la majorité des ouvriers, les résultats des élections législatives qui soldent les événements de mai-juin 1968 - sur fond de slogan "Élections = pièges à cons" mis en avant par les gauchistes - ne vont pas arranger les choses. Au premier tour de scrutin, le pouvoir en place voit son assise électorale progresser en voix de 8 points par rapport à ce qu'il avait obtenu quinze mois plus tôt, "un phénomène sans précédent dans l'histoire des élections françaises" comme le relève François Goguel <sup>42</sup>. La gauche s'effondre, mais en conservant les structures géographiques et socio-professionnelles classiques de son électorat. L'électorat communiste est, comme en 1967, composé à 49% d'électeurs ou d'électrices dont le chef de ménage est ouvrier <sup>43</sup>.

Curieusement, si les analyses de la contestation étudiante et ouvrière se multiplient dans les semaines et les mois qui suivent, ces élections législatives de 1968 n'ont guère été étudiées. En revanche, l'année suivante, avec le départ du Général de Gaulle et l'élection de Georges Pompidou, nous disposons

---

<sup>37</sup> Labrousse (Jeanne), "l'opinion publique", dans *Les élections législatives de mars 1967, op. cit.*, p. 308-309.

<sup>38</sup> Sondage IFOP réalisé du 17 au 21 février 1967. *Ibid.*, p. 307.

<sup>39</sup> Labrousse (Jeanne), *ibid.*, p. 303.

<sup>40</sup> Cayrol (Roland), "La campagne de la gauche", dans *Les élections législatives de mars 1967, op.cit.*, p. 221-252. François Platone et Jean Ranger voient dans cette dénonciation, constante au PCF entre 1958 et 1969, "un alibi commode (...) pour expliquer ses difficultés" et manquer le tournant que prend la Vème République avec le départ du Général de Gaulle. Voir Platone (François), Ranger (Jean), "L'échec électoral du Parti communiste", dans Lancelot (Alain) (Études réunies par), *1981 : les élections de l'alternance*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986, p. 99.

<sup>41</sup> Voir Mouriaux (Marie-Françoise), *L'emploi en France depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1972, p. 59-62.

<sup>42</sup> Goguel (François), "Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968", *RFSP*, (XVIII), 5, octobre 1968, p. 837-858.

<sup>43</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vè République. Données d'enquêtes*, Paris, CEVIPOF-FNSP-CNRS, 1991, p. 44.



du sondage ayant donné lieu à *L'ouvrier français en 1970* <sup>44</sup>, qui nous permet de confronter les grandes interprétations des événements données à chaud, avec les opinions et les attentes des ouvriers face à ces mêmes événements, telles qu'on peut les reconstituer à partir de cette enquête.

Un premier constat d'abord : l'existence chez les ouvriers d'un fort décalage entre leur sympathie partisane exprimée et la reconstitution de leur comportement électoral au premier tour de l'élection présidentielle, intervenu le 1er juin 1969, quelques semaines avant l'administration de l'enquête sur le terrain.

Cette élection présidentielle fournit un exemple caricatural du décalage qui peut exister, à un moment donné, entre l'offre politique et les attentes des électeurs :

<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 1969 : (en %)</b>	<b>Parti dont vous vous sentez habituellement le plus proche (en %)</b>
Krivine .....1	PCF..... 19
Duclos .....21	Gauche non communiste (SFIO, PSU)... 17
Rocard .....3	Gauche, "parti des ouvriers" ..... 4
Defferre .....4	
<b>Total gauche ..... 29</b>	<b>Total gauche .....40</b>
Ducatel .....1	Droite (CNI), extrême-droite ..... 4
Poher .....14	Gaullistes, UNR, RI ..... 14
Pompidou .....22	Radicaux, centre, MRP ..... 11
<b>Total droite ..... 37</b>	<b>Total droite .....29</b>
S. r., abstention .....35	S. r. .... 31

Chez les ouvriers interrogés, la gauche est minoritaire dans les urnes alors qu'elle est majoritaire en termes d'affinités partisans. Associé à la tentative de troisième force autour du projet de "grande fédération", Gaston Defferre a servi de repoussoir sans que Michel Rocard et le PSU ou Alain Krivine parviennent à ramasser la mise. Mais Jacques Duclos ne tire pas davantage profit de cette situation, il limite tout au plus les dégâts. S'appuyant sur une analyse géographique des résultats, Jean Ranger évalue à 500.000 le nombre d'électeurs ayant voté antérieurement pour le Parti communiste et s'étant reportés sur Alain Poher <sup>45</sup>.

Le désir d'en finir avec un pouvoir en place depuis plus de dix ans commence à l'emporter, chez une partie des sympathisants communistes, sur les espoirs dans l'avènement à moyen terme d'une "démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme", mis en avant par le parti. Pour revenir à ce que nous disions plus haut, chez une partie des électeurs communistes, le vote utile commence à l'emporter, dès le premier tour d'un scrutin, sur le vote de classe.

<sup>44</sup> Adam (Gérard), Bon (Frédéric), Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), *L'ouvrier français en 1970*, Paris, Presses de Sciences Po, 1970, 267 p.

<sup>45</sup> "Ces cinq cent mille électeurs communistes dans la coalition centriste sont le prix payé par le PC d'un antigauillisme qui l'a souvent emporté depuis dix ans sur toute autre considération (...) On peut s'étonner que ce mouvement intervienne au moment où le PC est engagé dans une politique d'unité de la gauche et qu'il dénonce le centrisme avec véhémence : chez certains électeurs l'espoir d'une 'démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme' n'a sans doute pas encore remplacé le désir d'une simple 'restauration de la démocratie'" Ranger (Jean), "L'électorat communiste dans l'élection présidentielle de 1969", *RFSP*, (XX), 2, avril 1970, p. 299.

L'enquête sur *L'ouvrier français* montre que les OS et les OP ont voté dans des proportions très voisines pour Jacques Duclos (respectivement 22 et 24%) et pour Georges Pompidou (22 et 19 %). Les OS se sont moins reportés sur Alain Poher que les OP (13 et 17%). Enfin les agents de maîtrise et les techniciens se détachent des uns et des autres en déclarant, pour un tiers d'entre eux, avoir voté pour Georges Pompidou.

Si l'on considère la composition de l'électorat de Jacques Duclos, les OS et les OP sont très légèrement sur-représentés au détriment des manoeuvres d'une part, des agents de maîtrise et des techniciens de l'autre. En termes de branches industrielles, c'est la métallurgie qui est sur-représentée. Sont enfin sur-représentés ceux qui ont le sentiment d'exercer une profession en déclin (17% contre 10% pour l'ensemble de l'échantillon), et, plus encore - on pouvait s'en douter - ceux qui sont adhérents à la CGT (49% contre 20% seulement pour l'ensemble).

Une des questions de l'enquête portait sur la gestion souhaitée pour son entreprise. En mai-juin 1968, de nombreuses usines sont occupées et ornées de banderoles réclamant "le pouvoir aux travailleurs", paraissant ainsi confirmer les prédictions des théoriciens de la "nouvelle classe ouvrière". Que reste-t-il de cette revendication un an après ? Avec le recul, les résultats laissent rêveurs :

*Pensez-vous que pour vous, personnellement, il vaudrait mieux que l'entreprise où vous travaillez soit dirigée.*

Par l'Etat .....	16%
Par les organisations syndicales .....	11%
Par tout le personnel .....	21%
<b>Comme elle l'est actuellement</b> .....	<b>46%</b>
Sans réponse .....	5%

Nous sommes bien sûr un peu en face du verre à moitié vide ou à moitié plein. D'une part, les choix en faveur du *statu quo* viennent très largement en tête. D'autre part, si l'on cumule les choix qui supposent un changement profond dans la direction des entreprises, ces choix devancent très légèrement l'option en faveur du *statu quo*. Les manoeuvres d'un côté, les agents de maîtrise et les techniciens de l'autre se rejoignent et se démarquent des OS et des OP : ils sont sensiblement plus favorables que ces derniers au maintien de la gestion actuelle et nettement plus hostiles à une gestion étatique. Au total, ces résultats traduisent plus l'ampleur du malaise qui existe dans les entreprises en milieu ouvrier, qu'une aspiration à un changement véritablement révolutionnaire.

Cette relativisation du poids des attentes révolutionnaires est confirmée par les réponses à d'autres questions. Les ouvriers sondés étaient invités à désigner ce sur quoi devrait porter prioritairement un éventuel "élargissement du pouvoir ouvrier dans les entreprises"<sup>46</sup>. Les salaires viennent très largement en tête des choix des interviewés (67%, sur un total supérieur à 100% en raison des réponses multiples), suivis bien

<sup>46</sup> "En supposant qu'il y ait, dans les années à venir, un élargissement du pouvoir ouvrier dans les entreprises, sous une forme ou une autre, quelles sont parmi ces questions, les trois principales qui devraient être prises en charge en priorité par les ouvriers ?" Une liste était présentée où les interviewés étaient invités à désigner leur premier, leur second et leur troisième choix : *Embauche. Licenciements. Organisation de la production. Promotion. Investissements, gestion financière. Nomination*

après par la durée du travail (48%, 19 points d'écart), la répartition des bénéfiques (38%) et l'embauche (31%). On est ici plus proche du modèle d'"instrumentalisation du travail" décrit par John Goldthorpe que de la "nouvelle classe ouvrière" de Serge Mallet.

L'examen des profils sociologiques et démographiques des interviewés révèle peu de clivages dans la distribution de ces opinions.

Les salaires sont un peu plus sur-représentés chez les femmes, chez les 16-24 ans, chez les manoeuvres, toutes catégories dont on sait par ailleurs qu'elles sont particulièrement défavorisées en matière de salaires.

A l'autre pôle de la hiérarchie salariale, les agents de maîtrise et les techniciens sont sensiblement plus nombreux à désigner "l'organisation de la production" (29% contre 18% en moyenne), "l'organisation des postes de travail" (30% contre 23% en moyenne), "l'investissement et la gestion financière" (21% contre 10% pour l'ensemble); le salaire n'en vient pas moins en premier chez eux aussi. Ce témoignage d'une aspiration mesurée au changement chez les contremaîtres et les techniciens peut s'inscrire dans la stratégie des tenants de "la nouvelle classe ouvrière", mais il peut aussi nourrir une démarche de réformes participationnistes visant à une meilleure intégration des cadres et des techniciens, sans remettre en cause les équilibres économiques et politiques existants <sup>47</sup>.

Nous disions plus haut qu'un des apports les moins discutés des événements de mai-juin 1968 avait été de montrer les limites des mouvements sociaux, dès lors qu'ils ne disposent pas de relais politiques. Ici aussi, les ouvriers interrogés en 1969 expriment une opinion qui n'est pas sans rappeler ce qu'observaient déjà John Goldthorpe et son équipe à Luton <sup>48</sup>.

Une majorité des interviewés estime que "*Les ouvriers ne devraient plus suivre les organisations syndicales parce qu'elles s'occupent trop de politique et pas assez de la défense professionnelle des travailleurs*". Cette condamnation est bien entendu moins répandue chez ceux qui disent s'intéresser beaucoup à la politique (43%), chez les sympathisants de la CGT et du PCF (38% seulement dans les deux cas) - que chez ceux de la CFDT (46%) et ceux de FO (63%). Moins répandue aussi chez les ouvriers professionnels (49%).

Cette condamnation doit être relativisée. Dans le même temps en effet, une majorité plus nette encore (60 %) pense que "*Les syndicats devraient se mettre d'accord avec les partis politiques sur un programme d'action commun*". Un souhait partagé par 73% des sympathisants cégétistes, par 61% - ce qui est plus étonnant - des cédétistes, par 57% des sympathisants de FO et par 52% des non syndiqués. Les agents de maîtrise et les techniciens sont le seul groupe où cette opinion est minoritaire (44%), les manoeuvres, les OS et les OP s'y ralliant au contraire dans des proportions très proches (60 à 63%).

---

*de votre chef direct. Répartition des bénéfiques. Organisation des postes de travail. Discipline intérieure. Salaires. Durée du travail.*

<sup>47</sup> Voir Adam (Gérard), "Introduction à un débat sur la nouvelle classe ouvrière", *RFSP*, (XXII), 3, juin 1972, p. 528.

<sup>48</sup> "Une certaine proportion de ceux qui voudraient voir disparaître les liens politiques de leurs syndicats sont néanmoins opposés à voir diminuer le rôle joué par ceux-ci dans le pays, point de vue qui est naturellement très conforme à l'idée d'un 'collectivisme instrumental'", traduction française, *op. cit.*, p. 173.

Faut-il y voir une attente implicite pour une relation - que ce soit de type léniniste ou de type social-démocrate - entre un parti en particulier et un syndicat donné <sup>49</sup> ? 34% seulement de l'ensemble des ouvriers interrogés sont favorables à une relation privilégiée entre un parti et un syndicat, les agents de maîtrise et les techniciens étant cette fois encore les plus réservés. Du point de vue des proximités syndicales, les sympathisants cégétistes sont 45% à souhaiter une telle relation, suivis par ceux de FO (40%), les cédétistes venant cette fois loin derrière, près des non syndiqués (respectivement 31 et 26%).

Un an après les événements de mai-juin 1968, on retrouve ainsi cette ambivalence du rapport au politique dégagée par l'approche qualitative de Guy Michelat et Michel Simon un an avant ces événements <sup>50</sup>. Même dans cet après 68 caractérisé par une politisation intense, la politique est déjà, chez les ouvriers, au pire un facteur de division, au mieux un mal nécessaire. Les rivalités syndicales et politiques - politiciennes ? - apparues pendant la grève générale et qui culminent lorsque les manifestants se scindent en deux cortèges ou à l'occasion du meeting de Charléty renvoient à des clivages stratégiques de fond <sup>51</sup>, mais elles n'ont vraisemblablement pas contribué à réconcilier les ouvriers les plus réticents avec la politique.

Ce rappel d'un certain nombre de relevés d'opinions réalisés en 1969 permet de prendre la mesure des ambiguïtés et des malentendus politiques qui vont hypothéquer les débats dans les années soixante-dix. Un nouveau clivage va en effet se développer, entre ceux qui entendent poursuivre les potentialités révolutionnaires qu'ils ont cru déceler dans ces événements, et ceux qui entendent privilégier une démarche électorale, préalable nécessaire selon eux à toute transformation révolutionnaire.

### **b) Désunion dans les luttes, union dans les urnes ?**

Déjà dans les deux années qui précèdent mai-juin 1968 et malgré leur accord d'unité d'action, des tensions opposaient de plus en plus, à la base, les militants cégétistes aux militants cédétistes, ces derniers reprochant aux premiers de démobiliser la combativité ouvrière en multipliant les journées nationales d'action "sans lendemain".

---

<sup>49</sup> Êtes-vous "plutôt d'accord" ou "plutôt pas d'accord" avec l'opinion suivante : "Chaque organisation syndicale devrait avoir, parmi les partis politiques, un parti avec lequel elle s'entendrait plus particulièrement".

<sup>50</sup> "En réalité, c'est une forte implication politique qui très souvent s'exprime dans la dénégation, parfois véhémence, de tout intérêt pour la politique. Ceci s'exprime par l'extrême ambivalence qui marque l'attitude des enquêtés par rapport à cette dernière (...). La politique est dangereuse parce qu'elle implique division, lutte, potentiellement violence : on cherche à l'éviter tout en la sachant inévitable" Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion et comportement politique, op. cit.*, p. 76.

<sup>51</sup> La CGT prend l'initiative, le 21 mai, de proposer une concertation entre le PCF, la FGDS, la CFDT, FO et elle-même, mais elle exclut le PSU de cette rencontre. La FGDS donne son accord mais les cédétistes et FO refusent. En retour la CGT ne participe pas à la manifestation qui se déroule avec la présence de P. Mendès France au stade Charléty et organise seule le 29 mai une démonstration massive dans Paris. Voir Groux (Guy), Mouriaux (René), *La CFDT*, Paris, Economica, 1989, p. 126.

A partir de la rentrée sociale de septembre 1968, ce débat va s'élargir et se durcir à travers l'intervention croissante de groupes gauchistes qui, rapprochant dans une même opprobre le PCF et la CGT, leur reprochent d'avoir cassé les potentialités révolutionnaires des journées de mai, en s'opposant à une convergence des luttes étudiantes et ouvrières et en rabattant un mouvement politique radical sur des objectifs revendicatifs traditionnels. Nous venons de rappeler que la réalité des aspirations des ouvriers n'était effectivement, pour la majorité d'entre eux, pas aussi radicales. Pourtant, dans la conscience sociale de l'époque, dans les médias et chez la plupart des observateurs qui ne relèvent pas de la mouvance communiste, ces thèses gauchistes, avec toutes leurs variantes, rencontrent un écho qui dépasse largement les seuls groupuscules qui prétendent se situer à gauche du Parti communiste.

Il faut dire aussi que le gauchisme est d'une certaine façon conforté, au yeux de certains militants ouvriers, par une partie du patronat qui préfère ostensiblement négocier avec des cégétistes responsables, plutôt qu'avec des éléments dont on ne sait pas toujours qui ils engagent et ce qu'ils veulent. Le gauchisme est aussi légitimé auprès des travailleurs par la pratique d'une CGT qui, largement majoritaire dans les entreprises, colle aux positions du PCF, entendant subordonner les luttes immédiates à la conclusion - avec la FGDS, puis avec le nouveau Parti socialiste né à Epinay en 1971 - d'un programme commun de gouvernement. Ce faisant, les communistes répondent à une aspiration populaire au changement dont nous avons vu qu'elle était déjà présente à travers les voix de gauche qui se sont portées sur Alain Poher. Mais ils nourrissent en même temps les accusations de ceux qui leur reprochent "de ne plus être capables de lire la réalité. De ne plus reconnaître les luttes là où elles se produisent, parfois hors la direction du parti et de la CGT, dans des formes imprévues, avec des protagonistes qui ne sont pas toujours 'ouvriers' et sur des enjeux peut-être 'ambigus'" 52.

Ce débat qui, au sein de l'extrême gauche, oppose gauchistes et communistes est d'autant plus virulent qu'il s'inscrit dans un climat politique et intellectuel caractérisé par "une emphase idéologique" 53. La révolution tout de suite, dans les luttes, pour contrer dès aujourd'hui les conséquences les plus insupportables du capitalisme, ou le rassemblement derrière un programme d'hypothétique rupture avec le capitalisme, à travers l'extension du secteur nationalisé ? Le choix n'est pas simple. Il va laisser des meurtrissures durables à la base, et dans certains cas déchirer jusqu'aux individus eux-mêmes.

Ce débat est d'autant plus âpre aussi qu'il renvoie à un enjeu de taille sur l'échiquier syndical : l'évolution quantitative et qualitative de la CFDT, sa prétention à disputer à la CGT le monopole de la représentation syndicale de la classe ouvrière, sur des bases différentes mais qui se veulent toutes aussi révolutionnaires.

---

52 Lavau (Georges), *op. cit.*, p. 332.

53 "Il y eut incontestablement une emphase idéologique, produit d'un climat politique et intellectuel, qu'il faut saisir pour comprendre la nature du débat des années soixante-dix. L'idée de 'rupture avec le capitalisme', qui, dans le fond, fut le mot clé de cette période, n'est pas compréhensible sans cela" Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 416.

Quantitativement. Alors que les effectifs de la CFDT passent de 666.000 cotisants réguliers en 1969 à 776.986 en 1973 <sup>54</sup>, ceux de la CGT régressent légèrement dans le même temps - de 2.060.202 en 1968 à 2.043.173 en 1973 <sup>55</sup>.

Qualitativement. Après une certaine confusion face au projet de "nouvelle société" défendu par Jacques Chaban-Delmas sur les conseils de Jacques Delors, issu de ses rangs, la CFDT reconnaît officiellement, en mai 1970, à l'occasion de son XXXVème congrès, la lutte des classes et entend désormais œuvrer pour la réalisation d'un "socialisme autogestionnaire". En décembre de la même année, un nouvel accord d'unité d'action est conclu avec la CGT, sur la base d'une plateforme revendicative traditionnelle.

Après avoir décliné en 1969 et 1970, la conflictualité repart effectivement à partir de 1971 : 1.742.200 journées de grève en 1970, 4.387.800 en 1971 <sup>56</sup>. Ni l'explosion sociale de mai-juin 68 ni le départ du Général de Gaulle n'ont apparemment servi d'exutoire au malaise politique et social qui caractérise la société française depuis le milieu des années soixante.

Non seulement la conflictualité repart globalement, mais les grèves violentes, longues, accompagnées d'occupations et de séquestrations se multiplient, "fournissant l'occasion d'exalter les vertus de l'action directe et de stigmatiser la modération et l'électoratisme de la CGT" <sup>57</sup>. La signature en 1972 d'un programme commun de gouvernement par les états-majors du PCF et du PS, loin de recoller les morceaux, aggrave au contraire les oppositions à la base sans enrayer le recul de la CGT, tant en termes d'adhérents, qu'en termes de suffrages aux élections professionnelles <sup>58</sup>. Les manifestations "unitaires" sont de plus en plus divisées. Au "une seule solution, le programme commun" des uns, répond le "une seule solution, la révolution" des autres. Dans ces conditions, la recherche, par les deux confédérations, d'une clarification de leurs divergences <sup>59</sup> ne pouvait aboutir qu'à une impasse.

Ce rebond de la conflictualité s'accompagne de la création de nombreux syndicats et sections syndicales sans qu'on enregistre pour autant une progression corrélative des adhésions <sup>60</sup>. C'est une des conséquences de la reconnaissance du syndicalisme dans l'entreprise, et des facilités qui vont être accordées aux syndicats, dans le secteur public - notamment aux PTT - , dans le cadre de la "nouvelle société"

---

<sup>54</sup> Groux (Guy), Mouriaux (René), *La CFDT, op. cit.*, p. 295.

<sup>55</sup> Groux (Guy), Mouriaux (René), *La CGT. Crises et alternatives*, Paris, Economica, 1992, p. 113.

<sup>56</sup> Mouriaux (René), *Les syndicats dans la société française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983, p. 155.

<sup>57</sup> Groux (Guy), Mouriaux (René), *La CGT, op. cit.*, p. 63.

<sup>58</sup> 47,9% des suffrages exprimés en 1968, 46,0% en 1970, 44,1% en 1972, 42,7% en 1974, voir Groux (Guy), Mouriaux (René), *ibid.*, p. 100.

<sup>59</sup> La CGT rend public en mars 1971 un document *Thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats*, auquel la CFDT répond en octobre par une contribution *Pour un socialisme démocratique*.

<sup>60</sup> "Les grandes grèves de mai 1968, et les années fortement conflictuelles qui ont suivi, ne font guère monter le taux de syndicalisation, contrairement à ce que laissent entendre les 'précédents' de 1920 ou 1936. Pourtant, les archives montrent que de nombreuses sections et syndicats nouveaux apparaissent effectivement à cette époque (...). Les établissements dotés d'un CE, qui étaient 9.000 en 1966-67, passent, dix ans plus tard, à 24.000", Labbé (Dominique), *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 81-82.

promue par Jacques Chaban-Delmas. Le rôle traditionnel du "collecteur" tend à s'effacer et les appareils syndicaux vont se couper progressivement de leur base.

Dans cette évolution politique et syndicale, la CFDT occupe une place centrale. Il est significatif qu'en 1998, des politologues qui ont eu dans le passé des engagements très différents, pour les uns à l'extrême gauche ou au PCF, pour les autres au PS, soient aujourd'hui d'accord pour reconnaître l'importance du rôle tenu par la CFDT au début des années soixante-dix <sup>61</sup>. La CFDT apparaît alors comme un acteur à part entière du mouvement ouvrier. Elle y introduit des thèses qui, avant 1968, étaient l'apanage des nouvelles couches moyennes salariées militant dans les clubs, en même temps qu'elle les légitime en assumant l'héritage de 1968, à la fois sur le plan doctrinal et dans sa pratique. Sur le plan doctrinal, en opposant son projet autogestionnaire aux tenants des nationalisations, suspectés d'étatisme. Dans sa pratique, à travers une présence phare dans la plupart des conflits durs, à travers un basisme affiché dans leur conduite, à travers une aptitude à reprendre à son compte les revendications nouvelles qui émergent autour, par exemple, des conditions de travail ou des augmentations non hiérarchisées, enfin à travers sa capacité à mobiliser des catégories jusque-là en marge des luttes ouvrières : les OS d'origine rurale, les immigrés, les femmes. Pourtant, aussi spectaculaires et médiatisées soient-elles, ces luttes relèvent plus souvent de l'explosion de colère sans lendemain, que d'une prise de conscience révolutionnaire <sup>62</sup>.

A côté - ou plutôt en face, dans le contexte de l'époque - la CGT nourrit cette surenchère cédétiste en collant aux positions du PCF, en opposant les nationalisations à l'autogestion, en donnant l'impression de freiner tout mouvement susceptible d'effrayer les électeurs et de compromettre un succès électoral de la gauche. Il faut dire à sa décharge qu'au premier tour des élections législatives de mars 1973, qui suivent la signature par le PCF, le PS et le MRG, en juillet 1972, d'un "Programme commun de gouvernement", "la gauche est à son plus haut niveau depuis 1956" <sup>63</sup>. Si il y a une renaissance électorale de la gauche non communiste, elle se fait essentiellement au détriment de la droite, notamment du centrisme d'opposition. Ainsi le PS, stagnant dans ses zones de force et progressant dans ses zones de faiblesses, apparaît pour l'essentiel moins en rival potentiel qu'en allié complémentaire du PCF <sup>64</sup>. Que l'on retienne les sondages

---

<sup>61</sup> "Sur le plan idéologique et revendicatif, cette période reste encore marquée par le rôle particulièrement novateur que joue la CFDT en la matière. La planification démocratique, le contre-plan, les revendications de pouvoir, la section syndicale d'entreprise, l'autogestion forment autant de thèmes qui structurent le discours et les pratiques de la centrale ; mais désormais, ils constituent aussi, pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, un héritage incontournable", Groux (Guy), Mouriaux (René), *op. cit.*, p. 129. "Le tryptique défini par elle en 1970 - 'nationalisation, planification, autogestion' - a nourri la vulgate socialiste. Seulement, la CFDT a constamment revendiqué pour le syndicalisme la mise en oeuvre d'un projet de société autonome", Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *op. cit.*, p. 371.

<sup>62</sup> Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elisabeth), Lorant (Guy), *La grève du Joint français. Les incidences politiques d'un conflit social*, Paris, Presses de Sciences Po, 1975, 165 p.

<sup>63</sup> Lancelot (Alain), *Les élections sous la Vè République*, Paris, PUF, 1983, p. 67.

<sup>64</sup> Bon (Frédéric), *Les élections en France*, *op. cit.*, p. 161-163.

post ou pré-électorales, un électeur - ou une électrice - communiste sur deux appartient toujours à un ménage dont le chef est ouvrier <sup>65</sup>.

La disparition prématurée de Georges Pompidou accélère les recompositions politiques et syndicales. La campagne électorale de l'élection présidentielle est brève : les distinguos subtiles pour savoir si François Mitterrand est le candidat "unique" ou le candidat "commun" de la gauche ne dépassent guère les cercles militants. Le meeting tenu le 25 avril à Paris, Porte de Versailles, par le PCF, le PS et le MRG réunit une foule immense. Le PCF s'est opposé à ce que le PSU y participe. En avril toujours, le Conseil national de la CFDT se prononce à une très large majorité en faveur du soutien à un candidat unique de la gauche.

Au vu des sondages accessibles, il apparaît que 68 à 73% des ouvriers ayant voté se sont ralliés à François Mitterrand au second tour du scrutin de 1974. Au premier, les votes "protestataires" sont résiduels : Jean-Marie Le Pen n'a obtenu en métropole que 189.304 voix (0,76% des exprimés) et Arlette Laguiller 591.339 (2,36%). Le piège du vote utile s'est refermé sur le PCF, dans un climat d'euphorie unitaire chez les électeurs de gauche qui relègue au second plan les arrière-pensées des uns et des autres.

Avec le recul, il apparaît ainsi que, de mai-juin 1968 à mai 1974, la classe ouvrière est soumise à des tendances véritablement schizo-phrènes, entre d'une part son aspiration profonde à l'unité et d'autre part l'âpreté des divisions - nous avons suffisamment insisté sur ce dernier point - qui traversent sa représentation syndicale et politique. La responsabilité d'un certain nombre de dirigeants syndicaux et politiques de gauche et d'extrême gauche apparaît, *a posteriori*, écrasante et partagée.

Cette suspicion des partenaires ne se limite pas aux états-majors politiques et syndicaux, ni aux seuls cercles des militants. Elle se répercute chez les sympathisants, beaucoup plus fortement d'ailleurs chez les socialistes que chez les communistes. Elle s'atténue, dans des proportions identiques chez les sympathisants des deux partis, à l'occasion de chaque échéance électorale, et se renforce ensuite <sup>66</sup>.

Ces déchirements dans les luttes et cette ambivalence des aspirations unitaires doivent être pris en compte si l'on veut comprendre la relative indifférence avec laquelle les Français en général et les ouvriers en particulier vont suivre les péripéties de la rupture de l'union de la gauche et l'accession de cette dernière au pouvoir en 1981.

---

<sup>65</sup> Platone (François), *Les électorsats sous la Vème République*, op. cit., p. 50 et 53.

<sup>66</sup> "La perception du Parti communiste par les socialistes et du Parti socialiste par les communistes répond tellement à la dialectique de l'alliance conflictuelle que les temps forts de l'union et de la désunion entraînent des progressions identiques et des détériorations analogues", Parodi (Jean-Luc), "L'union et la différence : les perceptions de la gauche après la crise de



### III- L'ENTRÉE DANS LA CRISE ET LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE .

---

Le premier choc pétrolier provoque une rupture des équilibres économiques existants, particulièrement sévère pour l'ensemble des pays qui consomment du pétrole sans en produire. Cette rupture n'est toutefois qu'un révélateur et un accélérateur d'une évolution économique profonde dont les premières manifestations apparaissent, en France comme dans les principaux pays capitalistes développés, dans la seconde moitié des années soixante, avec la montée en puissance du Japon et des nouveaux pays industriels <sup>67</sup>.

*A posteriori* pourtant, s'il est clair, à partir de 1975-1976, que l'on va vers une rupture de l'union de la gauche, il ne semble pas en revanche que nos responsables politiques, à gauche comme à droite, aient conscience dès 1973-1974 que l'économie est confrontée à une crise structurelle durable <sup>68</sup>. A droite, par conviction ou par opportunité, on maintiendra longtemps un discours minimisant la portée de la crise. A gauche, entre le PCF et la CGT, la CFDT et ses tendances, le PS et ses courants, il faudra plus de dix ans et l'exercice du pouvoir pour arriver à une analyse partagée de l'importance de cette crise. Une autre chose étant de s'entendre sur les réponses souhaitables et possibles.

La rupture de l'union de la gauche va prendre comme prétexte l'"actualisation" du Programme commun. Inconscience ou préoccupation tactique ? En tout cas, quand on sait l'importance des mutations économiques et sociales qui s'annoncent très vite, dès 1974, c'est faire preuve d'une étrange légèreté que de réduire le débat à l'actualisation d'un programme élaboré après 1968, dans un contexte d'exceptionnelle croissance.

#### **a) L'entrée dans la crise.**

Le quadruplement du prix du pétrole, à l'automne 1973, provoque une rupture brutale des équilibres économiques existants et va accélérer la mutation profonde de notre système productif qui avait commencé une dizaine d'années auparavant.

Lorsqu'intervient ce premier choc pétrolier, les Français sont inquiets quant à l'avenir de l'emploi mais l'inflation les préoccupe plus encore. Celle-ci n'est certes pas nouvelle. On enregistre une hausse des prix annuelle de 3,8% entre 1963 et 1969 et de 5,9% entre 1970 et 1973 <sup>69</sup>, mais l'inflation fait un bond spectaculaire et atteint 15,2% pour la seule année 1974.

---

septembre 1977", dans SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Paris, Presses de Sciences Po, 1978, p. 69. Voir également les graphiques p. 77 et 78.

<sup>67</sup> Capdevielle (Jacques), "Les Français face à la crise : 1975(?) - 1980", dans *Crise et radicalisation politique. Années 30 années 80, Cahiers du CEVIPOF*, 4, juin 1989, p. 11-45.

<sup>68</sup> Les communistes constituent un cas à part, mais leur perception de la crise relève plus, à l'époque, de la conviction incantatoire que d'une analyse réelle des manifestations concrètes de cette crise.

<sup>69</sup> Dubois (Paul), "La rupture de 1974", *Economie et Statistique*, N° 124, août 1980, p. 5.

Nous avons déjà évoqué le renversement du marché du travail, qui devient déficitaire à partir du milieu des années soixante. On assiste à une lente montée du chômage qui double entre 1964 et 1973. Malgré la relance consécutive aux accords de Grenelle et à la dévaluation d'août 1969, si les créations d'emplois augmentent, le chômage aussi, un chômage largement frictionnel, lié aux mutations technologiques et sectorielles : en 1973, on compte 600.000 chômeurs.

À partir de 1974, la progression du chômage fait également un bond en avant : en 1976 on recense un million de chômeurs. Pour l'ensemble de la population active, le taux de chômage s'élève de 2,7% en 1973 à 5% fin 1975. En même temps, la durée moyenne du chômage s'allonge régulièrement d'année en année. Les plus exposés sont les moins diplômés, les femmes, les jeunes, c'est-à-dire, dans l'ordre croissant : les ouvrières, les employées, les ouvriers, les employés, les femmes cadres et les techniciennes <sup>70</sup>.

L'emploi industriel, qui culmine en 1974 - 5.281.000 personnes travaillent alors dans l'industrie <sup>71</sup> - commence ensuite à décroître régulièrement. A l'intérieur de cet emploi industriel, la part des ouvriers qualifiés va se maintenir, voire augmenter très légèrement - 44,5% en 1969, 45,5% en 1980 - tandis que la crise accélère la réduction déjà amorcée des ouvriers non qualifiés, qui passent de 33,2% en 1969 à 32% en 1974 et 26,9% en 1980. À travers ce recul du nombre d'ouvriers non qualifiés, ce sont - on a tendance à l'oublier en se focalisant sur les ouvriers professionnels - aussi bien l'OS militant cégétiste français ou algérien de chez Renault, que l'OS militant cédétiste marocain de Penarroya ou français d'Utchinson à Châtelleraut qui sont touchés, voire définitivement exclus du monde du travail pour les plus âgés, définitivement perdus pour l'action syndicale.

Devant cette rupture, plusieurs questions se posent alors. S'agit-il d'une crise passagère ou d'une crise durable ? Quelle est sa nature ? S'agit-il d'une crise internationale dont la France serait en partie épargnée ? S'agit-il d'une crise du système capitaliste dont les pays communistes seraient indemnes ? D'une crise qui serait autant - sinon plus - culturelle qu'économique, prolongeant les critiques apparues en 1968 qui condamnaient la société de consommation ?

Face à ces questions, l'opinion est sollicitée à partir de trois types de discours <sup>72</sup>.

Le premier, lénifiant, tenu par les responsables au pouvoir, minimise la portée de la crise et cherche à en valoriser les conséquences possibles, à terme.

Le second émane du PCF, du PS et de la CGT. Ce discours présente le choc pétrolier comme un alibi pour les difficultés structurelles auxquelles le capitalisme est confronté. Il propose une solution : l'application du Programme commun, c'est-à-dire une substitution du rôle de l'Etat aux défaillances du marché, à travers l'élargissement du secteur nationalisé.

---

<sup>70</sup> Voir Thélot (Claude), "Les traits majeurs du chômage depuis 20 ans", *Economie et Statistique*, 183, décembre 1985, p. 37-59.

<sup>71</sup> Holcblat (Norbert), Husson (Michel), *L'industrie française*, Paris, La Découverte, 1990, p. 65-67.

<sup>72</sup> Dupoirier (Elisabeth), "La crise des années soixante-dix : perception des responsabilités", dans *Crise et radicalisation politique, années 30, années 80, op. cit.*, p. 61-65.

Enfin le troisième est celui du PSU et d'une partie de la CFDT : cette crise serait autant culturelle qu'économique et appelle, à terme, le choix d'un autre modèle de développement.

Dès le 24 janvier 1974, Georges Pompidou, dans un discours prononcé à la mairie de Poitiers, souhaite "qu'au travers des vicissitudes momentanées, on aille vers un objectif qui tienne compte de ce que la croissance n'est pas une fin en soi (...) Oui, nous pouvons trouver dans tout cela, en dépit de difficultés momentanées, des éléments de départ pour un avenir meilleur et peut-être mieux perçu, mieux équilibré"<sup>73</sup>.

Au même moment, en février 1974, les Français ne partagent pas totalement cet optimisme présidentiel. Une minorité seulement de l'ensemble des Français comme des personnes appartenant à un ménage ouvrier (15% dans l'un et l'autre cas) minimise vraiment la portée de la crise, estimant que "*c'est une crise de croissance dont il ne faut pas exagérer l'importance*". Les personnes dont le chef de ménage est ouvrier sont, au regard de toutes les autres c.s.p., déjà un peu plus inquiètes quant aux conséquences éventuellement durables du retournement de la conjoncture. 53% des Français mais 44% seulement des ménages ouvriers pensent que "*c'est une crise sérieuse, on trouvera des solutions si l'on sait éviter les erreurs du passé*". En revanche, 28% des personnes dont le chef de ménage est ouvrier jugent que "*c'est une crise irréversible et la fin de la croissance, il faudra s'habituer à un autre mode de vie*" (contre 22% pour l'ensemble des Français)<sup>74</sup>.

En octobre, on ne peut pas dire que l'élection de Valéry Giscard d'Estaing ait rassuré les Français quant à leur avenir : 90% des sympathisants communistes, 91% des sympathisants socialistes mais aussi 75% des sympathisants de la majorité pensent que "*les difficultés actuelles risquent de durer très longtemps*"<sup>75</sup>. Le climat a, en quelques mois, profondément changé. Invités à désigner, face aux difficultés économiques que connaît le pays, la formule gouvernementale qui leur paraîtrait la plus efficace, "*une coalition de tous les partis y compris le Parti communiste*" est retenue par 51% des sympathisants communistes et par 53% des sympathisants socialistes, mais aussi par 45% des sympathisants des partis de droite. Une majorité des sympathisants du PS mais aussi du PCF préféreraient ainsi, à l'automne 1974, un gouvernement d'union nationale à un gouvernement d'union de la gauche. En quelques mois, la prise de conscience de l'ampleur des difficultés économiques n'a pas remis en cause la bi-polarisation de l'opinion manifestée à l'occasion de l'élection présidentielle, mais elle l'a d'une certaine façon relativisée face à l'ampleur du retournement de la conjoncture économique.

En novembre, l'écart entre les ménages ouvriers et les ménages appartenant à d'autres catégories sociales continue de se creuser. Ce sont les ménages ouvriers qui envisagent avec le plus de pessimisme l'année qui s'annonce : 21% seulement pensent que "*l'année 1975 se présente très bien ou assez bien pour eux-*

---

<sup>73</sup> Pompidou (Georges), *Entretiens et discours. 1968-1974*, Paris, Flammarion, 1984, p. 294-296.

<sup>74</sup> Sondage SOFRES effectué entre le 8 et le 14 février 1974, pour *Elle*.

<sup>75</sup> Sondage SOFRES effectué entre le 16 et le 21 octobre, pour *Le Nouvel Observateur*.

*mêmes et leur famille*" (29% pour l'ensemble des Français), 52 % que 1975 se présente "*assez mal*" (51% pour l'ensemble) et 22% "*très mal*" (14% pour l'ensemble). Ils sont aussi les plus enclins à estimer que "*le nombre des chômeurs en France va augmenter beaucoup*" (53% contre 44% en moyenne).<sup>76</sup>.

Sur cette perception de l'évolution du chômage, les cadres supérieurs, les industriels et les professions libérales interrogés dans cette enquête rejoignent le pessimisme des ouvriers. Ils s'en séparent nettement, en revanche, lorsqu'il s'agit d'envisager non plus le marché du travail en général, mais leur propre avenir professionnel : 80% des premiers pensent que pour eux, personnellement, il n'y a pas "*un risque sérieux de perdre leur emploi en 1975*" contre 67% seulement des seconds. Même si ils ne sont pas encore massivement inquiets, les ménages ouvriers sont ceux qui se sentent le plus menacés par le chômage.

Objectivement plus exposés et plus sensibles au risque de chômage que l'ensemble des familles françaises, ce n'est pourtant pas leur première préoccupation. En 1974, ils redoutent encore plus les conséquences de la hausse des prix. Les ménages ouvriers sont, à l'instar de l'ensemble des Français mais dans des proportions plus fortes encore, inquiets par une inflation à deux chiffres qui leur paraît menacer leur pouvoir d'achat : en novembre 1974, 66% d'entre eux pensent qu'en 1975, leurs augmentations salariales seront inférieures à la hausse des prix ; une crainte partagée par 76% des sympathisants communistes.

Dans les turbulences que traverse l'économie mondiale, où en est le mirage soviétique ? Une question de ce sondage soumettait une liste de pays aux interviewés, leur demandant de dire, pour chacun d'eux, si ils avaient le sentiment que ces pays étaient plus ou moins touchés que la France. S'agissant des "*pays de l'Est*"<sup>77</sup>, le mirage perdure apparemment plus chez les cadres supérieurs, les professions libérales et les industriels (54% pensent qu'ils sont plutôt moins atteints) que chez les ouvriers (40%). Un résultat inattendu, peut-être parce que les premiers réduisent la crise à une dimension strictement énergétique ? Quelles que soient les raisons de ce décalage, cette question est intéressante parce qu'elle montre par ailleurs la césure qui existe vis-à-vis des pays "socialistes" et dès l'entrée dans la crise, entre l'ensemble des ouvriers et les seuls sympathisants communistes. Alors que les ménages ouvriers sont, après les agriculteurs, les plus sceptiques, 64% des sympathisants communistes estiment au contraire que les pays de l'Est sont plutôt moins atteints par la crise.

Dès 1974 donc, qu'il s'agisse de l'évolution de leur pouvoir d'achat ou de celle de leur emploi, les membres des familles ouvrières sont le groupe socio-professionnel le plus inquiet quant à l'avenir. Ont-ils pour autant conscience de l'ampleur des mutations à venir ? Il ne le semble pas. Dans cette même enquête, les interviewés étaient invités à choisir entre deux opinions vis-à-vis d'un accord paritaire signé par le patronat et l'ensemble des organisations syndicales, le 14 octobre, prévoyant une indemnisation à 90% de leur salaire pour les chômeurs victimes d'un licenciement collectif. Les personnes appartenant à un ménage ouvrier sont un peu plus nombreuses (74% contre 67% pour l'ensemble des personnes interrogées) à

---

<sup>76</sup> Sondage SOFRES, effectué entre le 12 et le 16 novembre 1974, pour *L'Express*.

<sup>77</sup> La question est ainsi formulée : "*A propos des difficultés actuelles, les pays de l'Est sont-ils plutôt plus atteints ou moins atteints que la France ?*".

penser que "ce n'est pas une mesure fondamentale, parce que l'essentiel n'est pas d'indemniser les chômeurs mais de garantir l'emploi", 19% seulement (contre 25% pour l'ensemble) pensant au contraire que "c'est une mesure fondamentale parce que les chômeurs pourront chercher un emploi et s'y préparer facilement dans de bonnes conditions".

"Le plein emploi est possible", "on peut garantir l'emploi", "une autre politique est possible" répètent inlassablement les dirigeants communistes et socialistes. Parviennent-ils à convaincre l'opinion ? En partie, apparemment oui, mais de toute façon, encore une fois, l'emploi occupe en 1974 une place secondaire dans les craintes des Français, au regard de l'inflation.

Dans les préoccupations de l'ensemble des Français comme dans celles des ouvriers, cette priorité accordée à la hausse des prix par rapport au chômage se renverse en avril 1977. Précisons que, si l'on retient la préférence partisane plutôt que la csp du chef de famille, ce renversement dans l'ordre des préoccupations intervient un peu plus tôt chez les sympathisants communistes et socialistes, dès le mois de janvier <sup>78</sup>.

En 1975, la hausse des prix à la consommation amorce une décrue. Ils n'augmentent que de 11,1%, tandis que les salaires nominaux progressent dans le même temps de 16,2%. Les salariés bénéficient ainsi d'une poursuite de la progression de leur pouvoir d'achat, mais les entreprises doivent recourir à un endettement accru ; on enregistre un ralentissement de l'investissement <sup>79</sup>. La tentative de relance néo-keynésienne par le gouvernement de Jacques Chirac en septembre 1975 va se traduire par un déséquilibre accentué de notre balance commerciale sans que le chômage recule véritablement. En 1976, Valéry Giscard d'Estaing écrit, en se référant aux "enseignements de Keynes et Beveridge", que "la suppression durable du chômage est (...) à la portée d'une économie pluraliste comme la nôtre" <sup>80</sup>.

En mars 1976 pourtant, le franc est contraint de sortir du serpent monétaire européen, tandis que les élections cantonales - après les élections législatives partielles de l'automne 1974, sur lesquelles nous reviendrons plus loin - font prendre réellement conscience à la classe politique que "la majorité est devenue minoritaire" dans le pays <sup>81</sup>. Jacques Chirac démissionne, Raymond Barre le remplace, prenant en même temps le portefeuille de ministre de l'Economie et des Finances. Face à cette désignation, les ouvriers se partagent approximativement en trois tiers : 36% estiment que c'est "*plutôt un bon choix*" (48% pour l'ensemble des Français), 32% que c'est "*plutôt un mauvais choix*" (22% pour l'ensemble), tandis que 33% ne se prononcent pas (30%) <sup>82</sup>.

---

<sup>78</sup> Lindon (Denis), "L'évolution des indicateurs du climat politique, de l'automne 1976 à l'automne 1977", dans *SOFRES, L'opinion Française en 1977*, op. cit., p. 22.

<sup>79</sup> L'évolution de l'investissement industriel, en particulier, devient négative : - 2,4% par an en moyenne de 1973 à 1979, au lieu de + 6,4% de 1963 à 1973. Voir Fayolle (Jacky), "Le comportement d'investissement depuis 1974", *Economie et Statistique*, 127, novembre 1980, p. 22.

<sup>80</sup> Giscard d'Estaing (Valéry), *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976, p. 121.

<sup>81</sup> Bon (Frédéric), *Les élections en France*, op. cit., p. 166.

<sup>82</sup> Sondage Publitérie, effectué entre le 3 et le 6 septembre 1976, voir Muraz (Roland), *La parole aux Français. Cinq ans de sondages*, Paris, Dunod, 1977, p. 183. Il est vrai que peu d'ouvriers ont suivi l'enseignement de l'homme que Valéry Giscard d'Estaing intronise comme le "meilleur économiste de France".

Raymond Barre sous-estime apparemment lui aussi l'ampleur des ruptures qui affectent l'économie mondiale et il va appliquer une politique libérale classique. Il privilégie la lutte contre l'inflation en appliquant une politique de franc fort, de restriction du crédit et de blocage des prix, qui va certes aboutir à un rééquilibrage de notre déficit extérieur, mais au détriment de l'emploi. Après avoir marqué un pallier en 1976, la progression de la hausse du chômage repart ; il atteint près de 7% de la population active en 1980. Le pouvoir n'en continue pas moins d'afficher une belle sérénité. Souvenons-nous du climat d'une époque où le Premier ministre conseillait aux chômeurs de créer leur propre entreprise plutôt que de manifester...

En même temps, les emplois "atypiques" commencent à se développer. Les offres d'emplois durables à plein temps reculent de 76 à 64,3% en 1978. Dans le même temps, les offres d'emplois durables à temps partiel progressent, de 3,2 à 4,9% ; les offres d'emplois saisonniers ou temporaires de 16,1 à 24,0% ; les offres d'emplois de très courte durée de 4,7 à 6,8%<sup>83</sup>.

En mars 1978, le second choc pétrolier - moins brutal que le premier, + 125% de hausse au lieu d'un quadruplement, mais qui va avoir des conséquences récessionnistes plus durables - n'est pas encore intervenu. Pourtant, au lendemain des élections législatives qui reconduisent la majorité sortante, 15% seulement des Français minimisent la portée de la crise économique, n'y voyant qu'une "*simple crise de croissance*" ; 21% pensent que c'est "*une crise sérieuse qui peut être résolue par le capitalisme*" ; mais 47% pensent que c'est "*une crise profonde qui ne peut être résolue complètement par le capitalisme*"<sup>84</sup>.

Les électeurs de gauche - identifiés à partir des déclarations de vote au premier tour - sont plus enclins que les électeurs de droite à penser que la crise menace les fondements mêmes du capitalisme. Mais, quel que soit l'électorat considéré, ce ne sont jamais les ouvriers qui sont maintenant les plus nombreux à dramatiser la crise, à penser qu'elle ne pourra trouver de solution définitive qu'au prix d'une sortie du capitalisme :

---

<sup>83</sup> En pourcentage des offres de l'emploi proposé, telles qu'elles sont enregistrées annuellement par l'ANPE. Voir Rosanvallon (Pierre), "Crise et décomposition de la classe ouvrière", dans *Crise et avenir de la classe ouvrière*, Paris, Seuil, coll. "Points", 1979, p. 25.

<sup>84</sup> Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard), Schweisguth (Etienne), Ysmal (Colette), *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de Sciences Po, 1981, p. 266-277.

	Estiment qu'il s'agit d'une "crise profonde qui ne peut être résolue par le capitalisme" et déclarent avoir voté en 1978 pour :				
	PSU, extrême Gauche	PCF	PS, MRG	RPR	UDF
Ensemble de chaque électorat	68%	63%	54%	36%	35%
Employés	61%	62%	50%	42%	43%
Ouvriers, contremaîtres	<b>58%</b>	<b>57%</b>	<b>47%</b>	<b>34%</b>	<b>35%</b>

Le climat d'inquiétude, qui apparaît dès la fin 1974 s'est donc considérablement renforcée, plus encore chez l'ensemble des Français que chez les seuls ouvriers. Les pronostics avancés, déjà au lendemain du choc pétrolier <sup>85</sup>, qui estimaient que cette crise se traduirait à terme par un affaiblissement du système capitaliste, semblent confirmés. L'échec des tentatives de relance keynésienne par des gouvernements de droite comme de gauche dans différents pays et le tournant monétariste des années Reagan, vont pourtant aboutir au résultat inverse. Ils vont légitimer une hégémonie sans précédent de l'idéologie libérale et installer un capitalisme triomphant, avant même l'implosion des pays du "socialisme réel".

#### **b) Les raisons officielles de la rupture de l'union de la gauche : une querelle de notaires.**

Dès la conclusion du Programme commun, François Mitterrand avait déclaré à Vienne, le 27 juin 1972, devant les participants au XIIème congrès de l'Internationale socialiste : "Notre objectif fondamental est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste afin de faire la démonstration que, sur cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste". Ce calcul n'était un secret pour personne ; la presse française avait rendu compte de cette déclaration.

Le bureau politique du PCF n'en rend pas moins hommage, le lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 1974, à la "grande et belle campagne" de François Mitterrand. Au début de l'été, le PCF annonce la tenue d'un congrès extraordinaire en octobre et soumet aux débats des militants un projet de résolution dans lequel rien n'indique un regain de tensions avec le partenaire socialiste.

Six élections législatives partielles interviennent les 29 septembre et 6 octobre de cette même année 1974, qui confirment une forte progression électorale du Parti socialiste et un léger recul du PCF <sup>86</sup>. Le 7 octobre, le bureau politique du PCF publie une déclaration condamnant "la nécessité d'un prétendu rééquilibrage de la gauche" <sup>87</sup> mise en avant par un certain nombre de responsables socialistes.

<sup>85</sup> *Le Monde*, daté du 24 décembre 1974, fait précéder son supplément économique d'une encadré titré "Oui, la crise", dans lequel il conclue : "La question que chacun se pose, au terme d'une année d'anémie dans la fièvre, est de savoir en quel état le capitalisme sortira de la crise. Revigoré ou affaibli ? Nul ne le sait, puisque les recettes d'antan n'ont plus cours et pas davantage les pronostics classiques. Epruvé par la stagflation, le système aura-t-il secrété des anticorps ou contracté quelque langueur ? On risque peu à le prévoir différent : moins sûr de lui et plus fragile, dans un monde sceptique sur ses capacités".

<sup>86</sup> Les communistes n'ont pas encore pu lire, il est vrai, l'analyse de Pierre Martin, qui relativise ce recul. Voir "Les élections législatives partielles en France de 1973 à 1980 : mécanismes et enseignements", *RFSP*, (31), 3, juin 1981, p. 539-542.

<sup>87</sup> "Les candidats communistes ont perdu des voix dans cinq circonscriptions sur six. Les communistes, les travailleurs s'en inquiètent. Ils ont raison. Les hommes du grand capital se fixent comme objectif prioritaire d'affaiblir le PCF. (...) Dans ces

Le 13 octobre se tiennent la tenue des "Assises pour le socialisme", où une partie du PSU conduite par Michel Rocard et une partie de la CFDT rejoignent le PS. Roland Leroy dénonce dans *L'Humanité* du même jour "une attitude qui vise à affaiblir les positions du PCF et qui réjouit ainsi, il faut le constater, les hommes du grand capital" <sup>88</sup>. Le PCF y voit-il une concurrence nouvelle dans les milieux populaires ? En fait, les adhésions enregistrées dans la foulée de ces Assises correspondent à un recrutement moins populaire - y compris au CERES - que l'image qui en est donnée à l'époque <sup>89</sup>. Plus de dix ans après, l'étude d'Henri Rey et de Françoise Subileau confirme la faiblesse de l'implantation du PS chez les ouvriers, ainsi que les difficultés persistantes d'intégration de ces derniers, y compris à la base, dans les sections, notamment autour de la prise de parole face à un univers dominé par les enseignants <sup>90</sup>.

Le 13 novembre, le bureau exécutif du PS publie une déclaration dans laquelle il "s'interdit de nourrir la polémique engagée par le Parti communiste et nuisible à l'Union de la gauche". Il confie à Lionel Jospin l'animation d'un groupe de travail chargé de suivre la controverse.

La polémique se poursuit à l'occasion du congrès du PS à Pau, en 1975, lorsque le CERES quitte la majorité du parti. Elle rebondit avec l'évolution de la "révolution des oeillets" au Portugal. Elle demeure pourtant en partie contenue jusqu'à l'été 1977 : "les élections cantonales de 1976 et surtout les municipales de 1977 constituaient des enjeux trop importants pour être sacrifiés par une rupture prématurée" <sup>91</sup>.

De fait, en mars 1977, l'union entre le PCF, le PS et le MRG s'applique dans 204 des 221 villes de plus de 30.000 habitants. Les listes d'Union de la gauche à direction socialiste conquièrent 37 nouvelles mairies et les listes d'Union à direction communiste 19. Les listes à direction communiste réalisent des performances moins bonnes que celles qui sont dirigées par le PS, mais c'est une victoire indiscutable pour l'ensemble de la gauche qui administre désormais 63% des communes de 9.000 habitants et plus. Par rapport aux précédentes municipales de 1971, les gains de la gauche - là du moins où les listes étaient dirigées par des socialistes - sont nettement plus forts dans les villes en augmentation démographique rapide que dans les communes stables ou en régression <sup>92</sup>.

Pourtant, les villes conquises par la gauche à l'issue du scrutin de 1977 ne sont pas beaucoup plus nombreuses que celles qui ont donné la majorité à François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1974 <sup>93</sup>. C'est la traduction au niveau local du double processus de poussée de la gauche et de bi-polarisation gauche/droite observé à l'occasion du scrutin de 1974.

---

conditions le mot d'ordre sur la nécessité d'un prétendu rééquilibrage de la gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux", cité dans Verdier (Robert), *PS-PC, une lutte pour l'entente*, Paris, Seghers, 1976, p. 285.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>89</sup> Les nouveaux venus se heurtent très vite à des appareils qui restent souvent contrôlés par les anciens Conventionnels. Voir Derville (Jacques), "La fédération socialiste de l'Isère depuis 1969. Contribution à l'étude de l'évolution du parti socialiste", *RFSP*, (26), 3, juin 1976, p. 585-591.

<sup>90</sup> Rey (Henri), Subileau (Françoise), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991, p. 82-87.

<sup>91</sup> Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *op. cit.*, p. 333.

<sup>92</sup> Dupoirier (Elisabeth) Grunberg (Gérard), "Qui gouverne la France urbaine ?", *RFSP*, (28), 1, février 1978, p. 47.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 50.



Le piège du vote utile se renforce en s'enracinant dans la vie politique locale, au détriment des communistes. Cherchant à en sortir, ces derniers contraignent leurs partenaires à une "réactualisation" du Programme commun, pensant prendre l'opinion à témoin de leur glissement à droite. Les négociations - qui commencent le 17 mai - vont durer tout l'été et achopper sur le nombre des filiales à intégrer, dans le cadre des entreprises dont les signataires du programme avait prévu la nationalisation en 1972. Focaliser le débat sur les nationalisations et pousser à la rupture pouvait alors sembler opportun. Face à la hausse du chômage qui est maintenant leur première préoccupation, les Français sont, en effet, de plus en plus favorables aux nationalisations <sup>94</sup>.

La situation des responsables socialistes n'est pas facile mais celle des communistes est plus difficile encore, dans la mesure où leurs sympathisants sont nettement plus attachés à l'union que les sympathisants socialistes. Envisageant début août les échéances législatives qui doivent intervenir en mars 1978, 89% des sympathisants communistes se déclarent favorables à un gouvernement d'union de la gauche contre 52% seulement des sympathisants socialistes <sup>95</sup>.

Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, Robert Fabre prend l'initiative de la rupture des négociations.

Nos concitoyens ont-ils "suivi avec intérêt les discussions sur le Programme commun à la télévision, à la radio ou dans la presse" ? Oui, pour 61% de l'ensemble des Français, mais les interviewés des seuls ménages ouvriers ne sont que 55% à répondre par l'affirmative. Ces derniers sont pour 16% d'entre eux seulement "plutôt plus tentés de voter pour un candidat socialiste", tandis que 22% déclarent que cela renforce leur intention de voter pour un candidat communiste ; le plus grand nombre déclare toutefois que cet échec n'induit aucun changement par rapport à leurs intentions de vote initiales <sup>96</sup>.

La rupture de l'Union de la gauche ne se traduit donc pas par un bouleversement important des allégeances électorales. Elle se traduit en revanche par un accroissement important de la défiance réciproque nourrie par les sympathisants socialistes et communistes <sup>97</sup>.

Le PCF ne va pas tirer les bénéfices qu'il escompte d'une négociation qui s'apparentait plus à un inventaire notarié des filiales à inclure dans le champ des entreprises nationalisables, qu'à un débat de fond sur un réexamen des réponses à apporter face à la crise économique. "Était-il sincèrement désireux de parvenir à un accord ?" Début octobre, 39% des membres des ménages ouvriers le pensent (35% pour l'ensemble des

---

<sup>94</sup> Que l'on retienne les sondages de l'IFOP ou ceux de la SOFRES, tous concordent pour enregistrer cette progression de l'opinion en faveur des nationalisations. Voir Gilbert Mathieu, "Qu'en pensent les Français ?", *Le dossier des nationalisations*, supplément aux dossiers et documents du *Monde*, novembre 1977, p. 84.

<sup>95</sup> Sondage Louis Harris, réalisé les 6 et 9 août 1977 pour *Le Matin*.

<sup>96</sup> Sondage Louis Harris, réalisé les 26 et 27 septembre pour *L'Express*.

<sup>97</sup> Parodi (Jean-Luc), *L'Opinion française en 1977 op. cit.*, graphique III, p. 79.

Français), mais 13% sont d'un avis contraire (18%) et 48% (près d'une personne appartenant à un ménage ouvrier sur deux) avouent ne pas pouvoir se prononcer <sup>98</sup>.

Le Parti sort-il "affaibli" ou "renforcé" de l'épreuve ? On observe à nouveau vis-à-vis de cette question un chassé-croisé, selon que l'on considère la c.s.p. du chef de ménage ou la préférence partisane : 42% des membres des familles ouvrières pensent qu'il en sort "affaibli", 18% "renforcé", 21% "ni l'un ni l'autre", et 19% sont sans opinion, alors que 40% des sympathisants communistes estiment au contraire qu'il en sort "renforcé" (25% "affaibli", 20% "ni l'un ni l'autre", 20% sans opinion) <sup>99</sup>.

À ce décalage entre l'ensemble de la classe ouvrière et les ouvriers qui sont proches de lui, s'ajoute une autre difficulté pour le Parti : les sympathisants communistes sont en même temps et toujours les plus "résolument partisans de l'accession de leur formation aux responsabilités gouvernementales" <sup>100</sup>.

La voie est libre pour que François Mitterrand fasse "un nouveau pari" : "tenir seul la ligne et le langage de l'union, et contraindre le PCF à y revenir par la continuité du discours socialiste et l'arbitrage de l'électorat de gauche en faveur du Parti socialiste" <sup>101</sup>. Le pari est moins risqué que ne le suggèrent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg. Les Français ne sont pas dupes des motifs qui ont conduit à la rupture. Quelques semaines avant les échéances électorales de 1978, 53% d'entre eux pensent en effet que la rupture de l'Union de la gauche tient plus à des "rivalités électorales" qu'à un désaccord politique de fond entre les deux partis <sup>102</sup>.

Dans l'immédiat, il est vrai pourtant qu'aux élections législatives de mars 1978, "ce retour brutal en arrière est la chance de la majorité conduite par Raymond Barre" <sup>103</sup>, elle-même divisée entre l'UDF - créée pour la circonstance - et le RPR.

Par rapport au premier tour des élections de 1973, le PSU et l'extrême gauche, bien que présents dans beaucoup plus de circonscriptions, ne tirent pas bénéfice de la querelle des signataires du Programme commun ; ils régressent globalement et leur électorat comporte proportionnellement un peu moins de représentants de foyers ouvriers <sup>104</sup>.

Le PCF subit également un léger recul, de 21,28% des suffrages exprimés à 20,61%. En composition, les personnes appartenant à un ménage ouvrier représentent une part légèrement plus importante de son électorat en 1978 qu'en 1973 (54 contre 49%). Les OS et les manoeuvres y sont aussi

---

<sup>98</sup> Sondage SOFRES réalisé du 4 au 8 octobre pour *La Dépêche du Midi*, *Le Midi Libre*, *Les dernières nouvelles d'Alsace* et le groupe *Paris-Normandie*.

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Cayrol (Roland), "Les attitudes des électeurs de gauche : changement social, liberté, alliances politiques", dans *L'opinion Française en 1977*, *op. cit.*, p. 56 et histogramme p. 68.

<sup>101</sup> Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *op. cit.*, p. 335.

<sup>102</sup> Sondage SOFRES réalisé du 14 au 17 février pour *Le Nouvel Observateur*.

<sup>103</sup> Lancelot (Alain), *Les élections sous la Vè République*, *op. cit.*, p. 77.

présents que les ouvriers qualifiés <sup>105</sup>. Géographiquement, le PCF obtient ses meilleurs résultats dans ses bastions traditionnels.

L'ensemble PS-MRG, avec 25,18% des suffrages exprimés, poursuit sa progression par rapport à 1973 et devance nettement le PCF. Cette progression est plus accentuée dans les bastions traditionnels de la droite et dans la région parisienne. La géographie électorale du PS n'a plus rien à voir avec celle de la SFIO en 1956. Elle s'est "nationalisée", "le niveau de départ du PS structure à la fois sa poussée et son reflux" <sup>106</sup>. Mais il faut relever qu'en composition, cette progression et cette "nationalisation" ne se sont pas faites au prix d'une réduction de sa base ouvrière : 36% des électeurs ou des électrices socialistes appartiennent à un ménage ouvrier en 1973, 39% en 1978.

L'extrême droite - divisée entre Front national et Parti des Forces nouvelles - est présente dans près de deux cents circonscriptions mais ne recueille que 138.231 voix (0,49% des suffrages exprimés).

La comparaison des résultats des élections législatives de 1973 et de 1978 <sup>107</sup> est de ce point de vue instructive : les premières ont lieu en pleine euphorie unitaire, après la signature du Programme commun ; les secondes interviennent après la rupture de l'Union.

	Elections législatives de 1973			Elections législatives de 1978		
	Résultats du 1er tour			Résultats du 1er tour		
	Extr. gauche	PCF	PS	Extr. Gauche	PCF	PS, MRG
Sur 100 pers. dont le chef de ménage est ouvrier, % de ceux qui votent	4	37	27	4	36	27
Sur 100 électeurs de chaque parti, % de ceux dont le chef de ménage est ouvrier	33	49	36	29	54	39

Après la rupture de l'Union de la gauche, les élections de mars 1978 ratifient en définitive le "rééquilibrage" qui s'est manifesté en 1974-1976 et qui est à l'origine de cette rupture. Si le "grand parti de la classe ouvrière" limite finalement les dégâts, c'est au prix d'un enfermement dans son *bunker* géographique et sociologique, sans pour autant que son rival apparaisse avec netteté comme déporté à droite, tant dans le discours de ses dirigeants que dans la sociologie de ses électeurs.

<sup>104</sup> Denis (Nicolas), "Les élections législatives de mars 1978 en métropole", *RFSP*, (28), 6, décembre 1978, p. 977-1005, et Platone (François), *op. cit.*, p. 49 et 75.

<sup>105</sup> *France de gauche, vote à droite, op. cit.*, p. 245.

<sup>106</sup> Voir sur ce point la mise en regard des résultats d'un certain nombre de circonscriptions en 1978, avec les résultats des circonscriptions correspondantes en 1973, et les résultats des cantons correspondants aux élections cantonales de 1976. Jaffré (Jérôme), Parodi (Jean-Luc), "La poussée et le reflux de la gauche (1973-1978). Importance du niveau d'origine et effet de domination", *RFSP*, (28), 6, décembre 1978, p. 1006-1017.

<sup>107</sup> Voir Platone (François), *Les électors sous la Vème République, op. cit.*, p. 68 et 80.

Ce repli ouvriériste se retrouve dans la composition des membres du Parti : les ouvriers - actifs ou retraités - représentent, en 1979, 36% des adhérents, une grande partie (30% des adhérents ouvriers actifs) travaillant dans la métallurgie <sup>108</sup>. Il s'accompagne d'un retour à une ligne sectaire. Dès décembre 1978, Georges Marchais souligne, devant quatre cents intellectuels réunis à Vitry, "le bilan globalement positif des pays de l'Est". Le 11 janvier 1979, le bureau politique du PCF accuse la direction de la fédération de Paris d'"opportunisme". Henri Fiszbin, son premier secrétaire - qui à 2.000 voix près, avait failli devancer Jacques Chirac aux élections municipales de 1977 - est contraint de démissionner. En janvier toujours, le Parti cautionne l'intervention soviétique en Afghanistan <sup>109</sup>.

Indépendamment des conséquences de ce retour au sectarisme - qui entraîne de nouveaux départs de militants ouvriers découragés, au PCF mais aussi au PS, notamment au CERES - cette rupture et l'échec électoral ont par ailleurs laissé des séquelles chez les électeurs communistes et socialistes, que la discipline des désistements au second tour ne suffit pas à effacer. Les électeurs communistes sont toujours, au lendemain du scrutin, "tout à fait favorables à un élargissement du secteur nationalisé" (41%) et à "un gouvernement d'union de la gauche" (72%). Les électeurs socialistes sont en revanche désormais tout aussi réservés vis-à-vis des nationalisations (16% seulement de "tout à fait favorables") que vis-à-vis d'un gouvernement d'union de la gauche (23%) <sup>110</sup>.

Aux élections européennes de juin 1979, les personnes dont le chef de ménage est ouvrier représentent 37% des abstentionnistes. Les membres des familles ouvrières qui ont voté constituent 47% des voix qui se sont portées sur la liste présentée par Georges Marchais, et 27% de celles qui ont préféré la liste conduite par François Mitterrand <sup>111</sup>. Ces élections, à la proportionnelle et sans enjeu intérieur immédiat, pouvaient être l'occasion, pour la classe ouvrière, de sanctionner l'un ou l'autre de ses représentants. Elle se réfugie surtout dans l'abstention.

Les conséquences de la rupture et de la défaite ne concernent pas seulement la sphère politique. On les retrouve dans le champ syndical. Entre 1978 et 1980, sous les coups de la crise mais plus encore des divisions politiques et de l'échec électoral - ressenti d'autant plus brutalement que, quelques semaines avant le scrutin, les sondages donnaient la gauche gagnante -, les effectifs des syndicats s'effondrent, alors qu'ils étaient restés relativement stables entre 1959 et 1977 <sup>112</sup>.

Au total, la façon dont la rupture de l'union de la gauche a été perçue - notamment par leur assise électorale respective - aboutit à restreindre encore plus la marge de manoeuvre de la direction du Parti

---

<sup>108</sup> Platone (François), "Les adhérents de l'apogée. La composition du P.C.F. en 1979", *Communisme*, 7, 1985.

<sup>109</sup> Voir Marcou (Lilly), "Les rendez-vous manqués du Parti communiste français", dans Meny (Yves) (études réunies par), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 217-226.

<sup>110</sup> *France de gauche, vote à droite, op. cit.*, p. 266 et suiv.

<sup>111</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République, op. cit.*, p. 85-86.

<sup>112</sup> "La division de la gauche, son échec aux législatives de mars 1978 sonneront le glas de bien des illusions qui fondaient l'engagement syndical. Commence alors une décennie 'noire' au cours de laquelle toutes les organisations, tous les milieux professionnels, sans exception, vont connaître la 'désyndicalisation'", Labbé (Dominique), *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945, op. cit.*, p. 16.

communiste tout en élargissant celle de François Mitterrand. La tentation est grande pour les dirigeants communistes de revenir à la stratégie des années cinquante, de ménager l'appareil pour jouer le long terme, en attendant que, à travers ses contradictions internes et le rayonnement du modèle soviétique, le capitalisme tombe comme un fruit mûr. Cette porte de sortie n'est envisageable qu'à condition d'oublier les séquelles qu'ont laissées, dans et en dehors du Parti, chez les intellectuels mais aussi chez de nombreux ouvriers, l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, et les révélations sur le *goulag* de Soljenitsine.

Au lendemain de l'échec électoral de 1978, toutes les conditions sont réunies pour que la dialectique de l'opportunisme et du sectarisme, que Jean-Pierre Chevènement entendait briser au début des années soixante-dix, prospère.

#### IV- LA CRISE DE L'EMPLOI, SUR FOND DE BROUILLAGE MITTERRANDIEN ET COHABITATIONNISTE, ET D'IMPLOSION DES PAYS DE L'EST.

---

Les décennies quatre-vingt et quatre vingt-dix se caractérisent, pour les ouvriers, par une nouvelle série d'épreuves.

Épreuves objectives d'abord : nous avons vu que, jusque-là, les restructurations industrielles touchaient surtout les ouvriers les moins qualifiés. Désormais, l'emploi des ouvriers les plus qualifiés n'est plus épargné par le chômage. En même temps, à l'intérieur des nouvelles créations d'emploi, la part des emplois précaires, sous toutes leurs formes, augmente continûment.

Épreuves subjectives ensuite, non moins douloureuses pour ceux d'entre eux, nombreux, qui, dans l'après soixante-huit, aspiraient à l'unité - sinon organique, du moins dans l'action et derrière un projet partagé - de leurs représentants politiques et syndicaux, et qui vont subir de plein fouet, à partir de 1983, une politique de désinflation compétitive et de Franc fort introduite par un pouvoir de gauche, et maintenue quelle que soit la couleur politique des gouvernements successifs.

Il reste bien sûr "le grand parti de la classe ouvrière". Mais entre le ralliement du PCF à une perspective autogestionnaire que lui et la CGT ont si longtemps condamnée, sa participation gouvernementale en 1981 et son attitude pendant la crise polonaise, le brouillage n'est pas moins grand et la thèse du "retard pris en 1956" vient assurément trop tard. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'URSS achèvent de plonger "dans le désarroi des militants qui avaient misé leur vie sur elle", à la CGT <sup>113</sup> et pas seulement au PCF.

En janvier 1992, la revue *Autrement* peut intituler un numéro spécial de sa série "Mutations", consacré à la classe ouvrière : "Ouvriers, ouvrières, un continent morcelé et silencieux".

##### **a) Un continent réduit et morcelé.**

De mars 1981 à mars 1982, l'inflation reste à un taux élevé (14,1%), et l'écart se creuse avec nos voisins. Après une première dévaluation en octobre 1981, deux autres dévaluations s'imposent en juin 1982 et mars 1983. En même temps, le chômage poursuit sa progression : 1.657.000 chômeurs début 1981, plus de deux millions un an plus tard.

De 1974 à 1984, le taux de chômage pour l'ensemble de la population active passe de 3 à 10%, puis redescend à 9% en 1990 avec le contre-choc pétrolier de 1985, mais remonte à partir de 1990, pour

---

<sup>113</sup> Bérout (Sophie), Mouriaux (René), "L'incroyable survie de la CGT", *Regards sur l'actualité*, 244, septembre-octobre 1998, p. 14.

dépasser les 12% <sup>114</sup>, soit près de 7 millions de chômeurs et de chômeuses. En 20 ans, on est passé d'un chômage frictionnel à un chômage de masse. Dans le même temps, l'ancienneté moyenne au chômage double de 1974 à 1986 - de 8 à 17 mois - puis se réduit un peu à partir de 1987 pour se stabiliser à 15 mois <sup>115</sup>.

L'emploi industriel - et plus particulièrement l'emploi ouvrier non qualifié <sup>116</sup> - est le plus touché par la récession mondiale qui suit le second choc pétrolier. Les effectifs ouvriers atteignent leur sommet en 1973-1974 : 8.207.000 ouvriers et contremaîtres pour une population active totale de 21.775.000 (soit 37% des actifs) ; en mars 1998, ils ne sont plus que 7.634.000 alors que la population active totale est passée à 25.755.000 personnes (29%) <sup>117</sup>. La forte croissance des années 1954-1975 s'était accompagnée de la création d'un million d'emplois dans l'industrie manufacturière, cette évolution se renverse désormais <sup>118</sup>.

Entre 1983 et 1988, le nombre de robots utilisés chez Renault double. Les effectifs totaux de l'automobile se réduisent, de 538.000 personnes en 1976 à 377.000 en 1988, avec des gains de productivité de l'ordre de 6% par an <sup>119</sup>.

Entre 1980 et 1988, les effectifs de la sidérurgie chutent de 43% tandis que la productivité augmente de moitié <sup>120</sup>.

Dans le secteur de la machine-outil, un plan d'aide au financement est lancé par la gauche en 1982, mais il ne peut compenser l'effondrement des investissements pris en charge par les entreprises. Le blocage des aides publiques par Alain Madelin en 1986 achève de liquider cette filière.

Particulièrement exposés à la concurrence étrangère, le textile et l'habillement ont, en 1988, une production inférieure de 8,6% par rapport au niveau qu'ils avaient atteint en 1980. <sup>121</sup>

L'élimination de pans entiers de l'industrie française explique que, depuis 1974, les ouvriers constituent le groupe socio-professionnel où le taux de chômage reste le plus élevé : 4,3% en 1975, 8,8% en 1982, 12,2% en 1989, 14,3% en 1993, 15,3% en 1996 et 14,7% en 1998 <sup>122</sup>. Les ouvriers qualifiés ne

---

<sup>114</sup> Castel (Robert), Fitoussi (Jean-Paul), Freyssinet (Jacques), Guaino (Henri), *Chômage : le cas français*, Paris, La Documentation française, mai 1997, p. 53.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>116</sup> Entre 1974 et 1987, près de 60% des suppressions d'emplois concernent des postes d'ouvriers non qualifiés.

<sup>117</sup> INSEE, *Données sociales. Edition 1978*, p. 48 et INSEE, *France, portrait social. 1998-1999*, Paris, INSEE, octobre 1998, p. 145 et 147.

<sup>118</sup> Sur une base 100 en 1970, l'emploi dans l'industrie manufacturière passe à 105,2 en 1973, puis régresse ensuite : 103,3 en 1975, 96,2 en 1980, 85,9 en 1984 et 77,6 en 1988. Source : INSEE, cité dans Holcblat (Norbert), Husson (Michel), *op. cit.*, p. 11.

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>121</sup> Voir Capdevielle (Jacques), Meynaud (Hélène Y.), Mouriaux (René), *Petits boulots et grand marché européen. Le travail démobilité*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 13.

<sup>122</sup> Demazière (Didier), *La sociologie du chômage*, Paris, La Découverte, 1995, p. 40.

sont plus épargnés : leur accroissement se renverse nettement à partir de la fin des années soixante-dix <sup>123</sup>.

La crainte du chômage est omni-présente dans ces années quatre-vingt-quatre-vingt-dix. On observe certes une embellie entre 1984 et 1990 (83% des Français pensent en 1984 que "*le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années*", ils ne sont plus que 54% en 1989), mais elle est fait place à un retour de l'angoisse à partir de 1990, ce jugement étant partagé par environ 80% de la population entre 1990 et 1996. Les ouvriers sont, avec les employés, les plus pessimistes <sup>124</sup>.

Le 14 juillet 1993, François Mitterrand déclare : "Pour ce qui est de la lutte contre le chômage, on a tout essayé". Invités à se prononcer sur "*l'efficacité des nombreuses mesures mises en oeuvre par les pouvoirs publics pour lutter contre le chômage*", la part des enquêtés les jugeant "*assez efficaces*" culmine en 1990 (27%) et décroît ensuite : ils ne sont plus que 10% en 1996 <sup>125</sup>. Notons que les ouvriers et les chômeurs ne sont ni plus ni moins sceptiques que l'ensemble des actifs occupés.

Les inégalités d'exposition au risque de chômage, qui apparaissaient déjà au lendemain du premier choc pétrolier, se sont toutefois accentuées. Les femmes sont les plus exposées <sup>126</sup>, avec les sans diplômés <sup>127</sup>, et les jeunes de 15 à 24 ans.

Les pouvoirs publics vont multiplier les dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes sans parvenir à résoudre le problème. En province surtout, dans les années d'expansion, pendant des décennies, on était ouvrier de père en fils dans la même entreprise. Ce "rêve français" est terminé. Sa fin est d'autant plus mal vécue que les fils et les filles d'ouvriers sont les plus exposés au chômage. L'angoisse de ces parents quant au devenir de leur progéniture est directement à l'origine de conflits particulièrement longs et durs, comme celui qui a touché l'ensemble des verreries du groupe BSN en février et mars 1987, un groupe pourtant renommé pour sa politique sociale et salariale.

Un discours sur "la fin du travail ouvrier" et sur l'avènement - tant annoncé depuis les années soixante - de la "société post-industrielle" accompagne ces restructurations industrielles. Il faudra attendre la grève des "salariés modèles" de Peugeot, à l'automne 1989, pour que les médias redécouvrent l'existence d'un monde - sinon d'une "classe" - ouvrier. Effectivement, à l'intérieur de l'ensemble de la population active, le poids des emplois ouvriers est, à la fin des années quatre-vingt-dix, sans commune mesure avec

---

<sup>123</sup> On compte - 3,1% par an, en moyenne, d'ouvriers qualifiés, entre 1980 et 1983, Choffel (Philippe), Kramarz (Francis), "Évolution des structures professionnelles dans l'industrie depuis 1969", *Economie et Statistique*, 213, septembre 1988, p.6.

<sup>124</sup> Capdevielle (Jacques), Faugères (Arlette), "L'opinion des Français face au chômage dans les années 80-90", *Document d'études de la DARES*, 18, janvier 1998, graphique p. 6.

<sup>125</sup> *Ibid.*, graphique p. 10.

<sup>126</sup> En 1992, le taux de chômage des ouvrières est de 19,9% contre 11,0% seulement chez les ouvriers, DARES, "Les chiffres-clés du travail féminin", *Premières Informations*, Hors-série, 2-3, septembre 1994, p. 52.

<sup>127</sup> En 1977, 52% des jeunes sortis un à quatre ans plus tôt du système scolaire sans diplôme, ou avec un seul certificat d'études, sont encore au chômage. *France, portrait social. 1998-1999, op. cit.*, p. 157.



ce qu'il était il y a une quarantaine d'années, une évolution anticipée dès 1969 par François Mitterrand <sup>128</sup>. Pourtant, en valeur absolue, les emplois ouvriers maintiennent, pour l'essentiel, leurs effectifs. Il est vrai à l'inverse que, numériquement, le groupe ouvrier est désormais devancé par celui des employés, mais ce constat d'une "tertiarisation" de la société doit être relativisé par l'observation d'une interpénétration simultanée et croissante entre l'industrie et le tertiaire <sup>129</sup>.

Il est beaucoup question aussi, dans ces années quatre-vingt, de "sortie du taylorisme". Entre 1978 et 1984, la proportion d'ouvriers travaillant à la chaîne - essentiellement, et de plus en plus souvent, des femmes <sup>130</sup> - n'a pourtant baissé que de 7,6 à 7,1% <sup>131</sup>. Le travail à la chaîne se poursuit mais son organisation a évolué avec l'exacerbation de la concurrence et la segmentation des marchés : les chaînes fonctionnent désormais à flux tendus, avec "zéro stock" et "zéro défaut".

Cette réorganisation du travail à la chaîne tend à court-circuiter "le rapport qui s'était établi, au fil du temps, entre les 'vieux' agents de maîtrise (d'origine ouvrière, partageant une grande partie de la culture d'atelier, etc.) et les délégués" <sup>132</sup>. Cette réorganisation peut ainsi engendrer un clivage générationnel, entre les "anciens", formés sur le tas, et les "jeunes", titulaires d'un BTS, d'un bac pro ou d'un DUT, qui se substituent aux agents de maîtrise traditionnels pour faire le "sale boulot" : "le travail de mobilisation, de harcèlement auprès des OS de chaîne pour maintenir les rythmes de travail, tenir les cadences, limiter l'absentéisme" <sup>133</sup>.

De leur côté, ces jeunes ouvriers surqualifiés ont de plus en plus le sentiment d'être sous-payés - compte tenu de leur niveau de formation et de celui des compétences exigées par les entreprises - et d'être manipulés, tout en étant dépourvus de toute perspective de carrière <sup>134</sup>. L'ampleur que prennent dans toute la France les manifestations contre le projet de CIP (contrat d'insertion professionnelle), en mars 1994, donne la mesure de ce malaise : à travers ces décrets instituant le CIP, ce sont ces futurs techniciens et ouvriers hautement qualifiés qui se sentent agressés, ceux qui sont scolarisés dans des IUT et des STS - sections de techniciens supérieurs des lycées, passées de 22.000 élèves au début des années quatre-vingt à 68.000 en 1994.

---

<sup>128</sup> Mitterrand (François), *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p. 147.

<sup>129</sup> Braibant (Michel), "Le tertiaire insaisissable ?", *Economie et Statistique*, 146, juillet-août 1982, p. 3-17.

<sup>130</sup> Volkoff (Serge), "Les conditions de travail : une évolution contrastée", *Données sociales 1990*, p. 109-111.

<sup>131</sup> Capdevielle (Jacques), Meynaud (Hélène Y.), Mouriaux (René), *op. cit.*, p. 71.

<sup>132</sup> Voir "Le nouveau groupe de travail", dans Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Ouvriers de Sochaux : l'affaiblissement d'un groupe. Hantise de l'exclusion et rêve de formation*, Paris, Laboratoire de sciences sociales (ENS) et Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture (EHESS), rapport de recherche pour la MIRE, avril 1993, tome I, p. 71 et suiv.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Linhart (Danièle), *La modernisation des entreprises*, Paris, La Découverte, 1994, p. 45-47. Le niveau de qualification du premier emploi, y compris chez les ouvriers, n'a cessé de s'élever au fil des générations. Voir aussi Goux (Dominique), "Coup de frein sur les carrières", *Economie et Statistique*, 249, décembre 1991, p. 76.

Aux clivages qui divisent ainsi le groupe ouvrier à la suite de cette réorganisation du travail s'ajoutent ceux qui sont engendrés d'une part par une décentralisation des négociations salariales au niveau de l'entreprise ou de l'établissement, d'autre part par une individualisation croissante des rémunérations.

Un des objectifs des lois Auroux, en 1982, est non seulement la promotion des négociations d'entreprise mais aussi la relance des négociations de branche. Ces dernières vont néanmoins continuer de stagner jusqu'à ce que les pouvoirs publics prennent l'initiative de les relancer avec la Commission nationale de la négociation collective de 1990. En 1985, plus de 80% des principales branches ont un salaire minima conventionnel inférieur au Smic ; fin 1993, les écarts au sein de l'éventail des salaires ouvriers se sont réduits, au détriment des perspectives de carrière salariales <sup>135</sup>.

On observe un décrochage croissant entre les *minima* négociés dans le cadre des branches et ceux qui sont effectivement retenus dans les politiques salariales des entreprises. L'obligation annuelle - inscrite dans les lois Auroux - de négocier sur les salaires a entraîné une très forte augmentation des accords d'entreprises <sup>136</sup>. Les salaires occupent une place variable dans les accords finalement conclus, le thème de l'emploi ayant, en revanche, tendance à augmenter, en liaison, pour la période récente, avec l'aménagement du temps de travail. Il faut dire que dès juin 1982, le gouvernement socialiste a bloqué les prix et les salaires, et mis fin, en 1983, dans le cadre de sa politique de "désinflation compétitive", à près de quarante ans d'indexation des salaires sur les prix.

Par ailleurs, le pourcentage des augmentations générales de salaires combinées avec une part d'augmentation individualisée progresse. Depuis 1991, plus d'un accord salarial sur trois enregistrés par les directions départementales du Travail comprend des augmentations individualisées <sup>137</sup>.

En décembre 1988-janvier 1989 comme en mars 1995, le salaire est une préoccupation prioritaire chez les ouvriers, qui vient juste après la crainte du chômage et bien avant les conditions de travail, l'intérêt de ce travail ou le problème des horaires <sup>138</sup>. Mais il faut relever que ces fortes attentes salariales ne s'accompagnent pas d'un rejet des augmentations individualisées, bien au contraire. Invités en décembre 1988-janvier 1989 à désigner "*l'élément qui devrait d'abord être pris en considération dans la progression du salaire*" <sup>139</sup>, 27% des ouvriers retiennent prioritairement "*les résultats personnels*", avant "*l'ancienneté*" (19%) ou "*les responsabilités exercées*" (14%).

Ce choix en faveur de la prise en compte des résultats personnels progresse au fur et à mesure que ces ouvriers se situent plus à droite sur l'échelle gauche-droite (de 24 à 37%) et culmine à 41% chez les sympathisants du Front national. Il est plus répandu chez les ouvrières que chez les ouvriers,

---

<sup>135</sup> Barrat (Olivier), Coutrot (Thomas), Mabile (Sylvie), "La négociation salariale en France : des marges de manoeuvre réduites au début des années quatre-vingt-dix", *Données sociales, 1996*, p. 199-208.

<sup>136</sup> Ils passent de 2.000 en 1983 à 6.500 en 1990, et décollent véritablement à partir de 1994, pour arriver à 11.797 accords en 1997, *France, portrait social, 1998-1999, op. cit.*, p. 40.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 207.

<sup>138</sup> Capdevielle (Jacques), Meynaud (Hélène Y.), Mouriaux (René), *op. cit.*, p. 119 et suiv., et La Chaise (Guillaume), *op. cit.*, p. 91 et suiv.

<sup>139</sup> "Sur cette liste figurent un certain nombre d'éléments qui peuvent être pris en compte et intervenir dans la progression du salaire. Parmi ceux-ci, quel est, selon vous, celui qui devrait d'abord être pris en considération ? L'ancienneté. Les résultats

vraisemblablement parce qu'elles y voient une réponse possible aux discriminations salariales dont elles sont victimes. Ce choix est comme on pouvait s'y attendre plus fréquent chez les ouvriers ne faisant "plutôt pas" ou "pas du tout" confiance aux syndicats (30 et 31%).

Notons enfin qu'invités à désigner, à l'inverse, ce qui ne devrait intervenir en aucun cas en matière de progression salariale, les résultats personnels n'occupent qu'une place résiduelle (5% des ouvriers interrogés).

La prise en compte de l'ancienneté reste malgré tout, dans les entreprises, un facteur déterminant dans l'explication des différences salariales, plus fortement encore chez les ouvriers que chez les ouvrières<sup>140</sup>. Les ouvriers y sont d'autant plus attachés qu'ils sont plus âgés (29% des 36-50 ans) et moins diplômés (24% de ceux qui n'ont aucun diplôme, 5% seulement des titulaires d'un brevet ou d'un bac professionnel). Globalement, les attitudes vis-à-vis de l'ancienneté sont moins consensuelles que celles qu'on observe vis-à-vis des résultats personnels : 19% en font un critère prioritaire mais 13% estiment que l'ancienneté est "l'élément qui devrait le moins intervenir".

Cette prédominance d'attentes que certains qualifient d'individualistes, en matière salariale, ne signifie pas pour autant que les ouvriers se rallient désormais aux valeurs de l'entreprise et aux nécessités de "la guerre économique". La prise en compte du dévouement à l'entreprise ou celle de ses bénéfices n'interviennent que marginalement, que ce soit pour les privilégier (respectivement 7 et 8%) ou pour les rejeter (8% dans les deux cas). En revanche, "la situation économique du pays" est le dernier critère retenu positivement (2%) et le plus fréquemment choisi d'un point de vue négatif : 27% de l'ensemble des ouvriers le désignent comme "l'élément qui devrait le moins intervenir". Un refus qui culmine chez les moins de 20 ans (42%) ; un refus qui est plus fréquent, paradoxalement, chez les sympathisants socialistes (31%) que chez les sympathisants de l'extrême gauche et du PCF (23%).

Fin octobre 1988, André Fontaine, dans un éditorial du *Monde*, invite ses concitoyens à modérer leurs revendications, sous peine de ruiner la "boutique France"<sup>141</sup>. Depuis la fin des années soixante-dix et jusqu'aux années récentes, la plupart des observateurs, l'ensemble du patronat et une grande partie de la classe politique mettent en avant l'exemple du compromis social passé en Allemagne, où la modération revendicative et le sens des responsabilités des syndicats auraient permis de maintenir la compétitivité de l'industrie, face à une concurrence internationale exacerbée. Dès 1987 pourtant, une étude de l'IPECODE, un organisme de recherche dépendant du CNPF, conclut que les coûts salariaux allemands - en incluant les charges fiscales et parafiscales - sont supérieurs de 12% aux coûts français. Les études économiques se multiplient, qui remettent en question l'efficacité de la "compétitivité prix". Fin 1988, la politique de désinflation compétitive convainc de moins en moins, et les plus sceptiques, chez les ouvriers, sont les sympathisants socialistes. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point en abordant *Le vote sanction* de mars 1993.

---

personnels. Les diplômes ou la formation acquise. Le dévouement à l'entreprise. Les responsabilités exercées. La situation économique du pays. Les bénéfices de l'entreprise. Le sens de l'initiative. Le caractère pénible du travail."

<sup>140</sup> 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise se traduisent aujourd'hui par un bonus de 11% pour les ouvriers et de 10% pour les ouvrières, 30 ans d'ancienneté par un bonus de 25% pour les premiers et de 18% pour les secondes. Bayet (Alain), "L'éventail des salaires et ses déterminants", *Données sociales 1996*, p. 192.

Cette acceptation d'une plus grande prise en compte des résultats du travail dans le calcul de sa rémunération nous reporte trente ans en arrière, avec le constat que faisaient déjà John Goldthorpe et ses collègues à propos de *L'ouvrier de l'abondance*. Elle ne signifie pas une adhésion inconditionnelle aux valeurs de l'entreprise et au libéralisme. Elle traduit toutefois une évolution importante des ouvriers dans la perception qu'ils ont d'une évaluation équitable de leur travail. Cette évolution suppose à son tour une adaptation corrélative du syndicalisme si celui-ci veut rester présent dans les négociations salariales. Cela implique que le syndicalisme ne se réduise plus à une orientation contestataire globale, mais qu'il devienne aussi "un syndicalisme de propositions". Cette "révision stratégique" est amorcée par la CFDT dès décembre 1977, en privilégiant une politique de resyndicalisation <sup>142</sup>, mais la CGT ne s'y rallie que dans la toute dernière période.

La multiplication des formes d'emplois précaires contribue aussi fortement à l'éclatement du monde ouvrier. Combinée avec l'individualisation des salaires, elle vise à obtenir une flexibilité accrue de la main-d'oeuvre. Ces emplois "atypiques" ont quadruplé entre 1983 et 1998, alors que l'emploi salarié total n'augmentait dans le même temps que de 9% <sup>143</sup>.

En mars 1998, 1.724.000 salariés - 9% de l'ensemble des salariés - travaillent sous une forme particulière d'emploi : intérim, contrats à durée déterminée, stages et contrats aidés. Comme pour le chômage, les femmes, les jeunes et les moins qualifiés sont encore les plus concernés.

Quand on pense intérim, on pense souvent à un emploi de secrétariat ou d'employée de commerce, ou d'ouvrier du bâtiment. En fait, l'intérim a considérablement progressé dans l'industrie : 81% des intérimaires sont en 1998 des ouvriers, en majorité non qualifiés. Le recours régulier à des ouvriers intérimaires prédomine dans nombre d'industries et plus dans le seul bâtiment <sup>144</sup>. Les ouvrières sont, ici aussi, plus mal loties que les ouvriers : pour les emplois faiblement qualifiés et fortement féminisés, montage ou cablage simple par exemple, l'intérim ne se pratique qu'occasionnellement et pour des missions courtes ; en revanche, pour les emplois qualifiés, généralement confiés à des hommes, le recours au travail temporaire est habituel et pour des missions longues <sup>145</sup>.

A la fin des années quatre-vingt, les contrats à durée déterminée représentent les trois quarts des embauches des établissements de plus de 50 salariés. Ils augmentent de 20% par an entre 1985 et 1987

---

<sup>141</sup> *Le Monde*, 25 octobre 1988.

<sup>142</sup> Groux (Guy), Mouriaux (René), *La CFDT, op. cit.*, p. 206 et suiv.

<sup>143</sup> Bloch (Laurence), Estrade (Marc-Antoine), "Les formes particulières d'emploi en France : un marche-pied vers les emplois stables ?", *France, portrait social. 1998-1999, op. cit.*, p. 123-139.

<sup>144</sup> Dans l'automobile, il atteint par exemple aujourd'hui 8,7% des effectif, *Ibid.* p. 128.

<sup>145</sup> Rérat (Françoise), "Un rapport du Centre d'études de l'emploi. Rôles de l'intérim dans l'industrie", *Economie et Statistique*, N° 110, avril 1979, p. 10.

146. Leur progression s'est infléchie depuis, mais dans leur cas également, le secteur tertiaire n'est pas le seul concerné : en mars 1998, 39% de l'ensemble des emplois à durée déterminée correspondent à des postes de travail ouvrier.

Pour favoriser l'insertion des jeunes sans qualification ou la réinsertion des chômeurs de longue durée, les gouvernements successifs ont multiplié des dispositifs de stages et d'emplois aidés : contrats d'adaptation ou de qualification, Contrats de retour à l'emploi (CRE), Contrats initiative emploi (CIE), Contrats emploi solidarité (CES), Travaux d'utilité collective (TUC). Le quart de ces stages ou de ces emplois aidés concernent aujourd'hui des postes de travail ouvriers.

Les emplois précaires étaient traditionnellement associés à des activités tertiaires, généralement à caractère saisonnier ou occasionnel. Aujourd'hui, si l'on additionne ces différentes formes d'emplois atypiques, 47% d'entre eux sont occupés par des ouvriers.

Le travail à temps partiel se développe par ailleurs de façon très sensible dans les années quatre-vingt. Pour l'ensemble de la population active, la proportion d'actifs occupés à temps partiel passe de 7,7% en 1982 - 16,4% chez les femmes - à 12,6% en 1992 - 24,5% chez les femmes. La population ouvrière reproduit, pour l'essentiel, ce mouvement : 16,2% des ouvrières sont déjà occupées à temps partiel en 1982 (contre 1,7% seulement des ouvriers) ; elles sont 22,9% - près d'une ouvrière sur quatre - dix ans plus tard 147.

Cette extension du travail à temps partiel s'accompagne, pour les ouvrières comme pour l'ensemble des femmes actives, d'un glissement, d'une logique "de travail à temps réduit" - les femmes obtenant un aménagement volontaire et réversible de leurs horaires de travail - à une logique "d'emploi partiel", plus imposée que demandée et destinée à développer la flexibilité des entreprises 148.

A ces différents facteurs d'éclatement du monde ouvrier s'ajoute enfin le développement de la sous-traitance, y compris dans les activités de production. Les grandes entreprises industrielles se recentrent de plus en plus sur leur métier de base, externalisant un certain nombre de tâches complexes et spécialisées, qu'elles confient à un réseau de PME. Cette organisation suscite des rivalités et des tensions entre les ouvriers de l'entreprise donneuse d'ordre et ceux des entreprises prestataires, les uns et les autres pouvant être conduits à cohabiter au sein d'un même collectif de travail. Généralement plus syndiqués, mieux payés et plus protégés que les seconds, les premiers ont en revanche souvent le sentiment d'être, à terme, dépossédés de leur savoir-faire. C'est, par exemple, le cas avec le développement de la sous-traitance dans les centrales électro-nucléaires 149. Les prestataires ne se réduisent pas - et se réduisent de moins en

---

146 Jacquier (Joëlle), "La diversification des formes d'emploi en France", *Données sociales 1990*, p. 58.

147 *Les chiffres-clés du travail féminin*, op. cit., p. 69.

148 Maruani (Margaret), Reynaud (Emmanuèle), *Sociologie de l'emploi*, Paris, La Découverte, 1993, p. 68-69.

149 Doniol-Shaw (Ghislaine), Huez (Dominique), Sandret (Nicolas), *Les intermittents du nucléaire. Enquête STED sur le travail en sous-traitance dans la maintenance des centrales nucléaires*, Toulouse, OCTARES, 1995, 250 p.

moins - aux "techniciens de surface". Robert Castel va même jusqu'à envisager que "l'entreprise devienne une sorte d'espace virtuel où il y aurait des échanges de services entre des prestataires" 150.

L'homogénéité de la classe ouvrière a toujours été discutée. Ainsi, en 1945, à l'occasion de la mise en place des comités d'entreprise, les contremaîtres sont regroupés avec les employés et les techniciens dans un collège "ETAM" (employés, techniciens, agents de maîtrise). En revanche, lorsque sont élaborées les catégories socio-professionnelles retenues pour le recensement de 1954, les statisticiens distinguent les ouvriers qualifiés qui "exercent un métier", les OS "qui occupent un poste d'emploi" et les manoeuvres qui "font un travail", et ils finissent par rattacher les contremaîtres - qui remplissent une "fonction" - au groupe ouvrier, non sans hésitations 151. Nous avons suffisamment évoqué les débats des années soixante sur la "nouvelle classe ouvrière" pour y revenir.

A partir de la seconde moitié des années soixante-dix et plus encore dans les années quatre-vingt-quatre-vingt-dix, ce n'est plus seulement le contenu du travail qui clive le groupe ouvrier, c'est plus encore la diversification des statuts de l'emploi. L'unité du monde ouvrier - autrefois sanctionnée par les conventions collectives de branches - fait place à un univers de plus en plus éclaté. Les ouvriers sont ainsi atomisés, devenus "individualistes" "par défaut de cadres et non par excès d'investissements subjectifs" 152.

Peut-on encore parler de classe ouvrière ? En tout cas, au regard des autres catégories d'actifs, les ouvriers sont toujours les plus objectivement exposés - directement ou, indirectement, à travers leurs enfants - aux risques du chômage et de la précarité, les plus confrontés aussi à l'absence de toute perspective de carrière. C'est vrai des ouvriers, ça l'est davantage encore des ouvrières. Il faut se méfier de formules-choc qui ne rendent pas toujours compte de la réalité. Si le chômage et la précarité tendent à opposer ceux qui sont sur le marché du travail (les "in") à ceux qui en sont exclus (les "out"), il y a toujours un "haut" et un "bas", une hiérarchie salariale dans laquelle la probabilité d'être "out" est nettement plus élevée chez ceux qui occupent les échelons inférieurs 153.

---

150 Voir son interview, "Un socle collectif est nécessaire...", dans *Libération*, 14 décembre 1998.

151 Un des auteurs de cette nomenclature définissait à l'époque les contremaîtres comme des gens "qui ont de gros bras et qui sifflent", Desrosières (Alain), "Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles", INSEE, *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Imprimerie nationale, tome 1, (s. d.), note 44, p. 227.

152 Castel (Robert), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 468.

153 Voir CERC, "Précarité et risque d'exclusion en France", *Documents du Centre d'Étude des Revenus et des Coûts*, 109, 3<sup>e</sup> trimestre 1993, p. 19.

### **b) Un continent d'abord plus déstabilisé que déçu.**

Le premier tour de l'élection présidentielle de 1981 intervient dans un climat doublement morose. D'une part, le deuxième choc pétrolier est en train de produire ses effets, notamment en matière de chômage comme nous venons de le voir. D'autre part, la droite et la gauche affichent des divisions dans lesquelles les rivalités personnelles ou organisationnelles l'emportent à l'évidence, à l'intérieur de chaque camp, sur les divergences programmatiques <sup>154</sup>.

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos avait recueilli 21,5% des suffrages exprimés ; Georges Marchais n'en recueille que 15,5% au premier tour de 1981, un "événement majeur, dans la chronologie électorale du Parti communiste français et peut-être bien dans l'histoire et le destin du communisme occidental" <sup>155</sup>.

Analysant cette défaite de Georges Marchais et celle du Parti aux élections législatives qui suivent, François Platone et Jean Ranger en rappellent les causes multiples, qui renvoient à toute l'histoire du PCF depuis les années trente. Les institutions de la Vème République ont condamné le PCF à une pratique de l'alliance avec les autres partis de gauche, dans laquelle vont alterner tournants sectaires et tournants opportunistes. Dans le même temps, la référence encombrante au mirage soviétique, bien reçue - nous l'avons vu - chez les ouvriers, dans le contexte de la guerre froide, devient un handicap au fur et à mesure des tensions qui secouent le camp socialiste ou sa périphérie <sup>156</sup>, au fur et à mesure aussi des révélations sur la nature du régime soviétique.

Par ailleurs et paradoxalement, ce parti qui s'est toujours réclamé du marxisme et pendant longtemps du léninisme est totalement réfractaire à la dialectique. On a longtemps reproché aux communistes français d'entretenir une conception léniniste des rapports partis-syndicats. Dans les faits, la CGT n'a jamais été la "courroie de transmission" du PCF. La CGT était plutôt l'exact décalque syndical du Parti, un Parti-bis, plutôt qu'une organisation de masse traduisant en revendications économiques immédiates les objectifs politiques du Parti. C'est vrai pendant la "guerre froide", lorsque les syndicats cégétistes appellent à manifester contre "Ridgway la peste". Cela l'est toujours dans les années soixante-dix, lorsque la CGT oppose la solution électorale du Programme commun aux grévistes qui redécouvrent l'action directe à Saint-Brieuc, à Besançon ou ailleurs. Réciproquement, le Parti s'est plus souvent fait le porte-parole de revendications économiques immédiates que l'initiateur d'une démarche politique programmatique. L'élaboration du Programme commun ne peut, de ce point de vue, faire illusion : les débats sur le contre-plan, sur la planification démocratique, sur les revendications en termes de contrôle,

---

<sup>154</sup> Comme l'a relevé Alain Lancelot, il faut, à gauche, remonter aux municipales de 1977 pour "retrouver la dernière manifestation de la dynamique unitaire enthousiaste et conquérante". Quant à la droite, la candidature de Jacques Chirac, "concevable dans une élection proportionnelle sans enjeu de pouvoir devient suicidaire dans une élection majoritaire à deux tours où se joue, avec la présidence de la République, la totalité du pouvoir d'Etat", Lancelot (Alain) (*Études réunies par*), *1981 : les élections de l'alternance*, op. cit., p. 16-17.

<sup>155</sup> Platone (François), Ranger (Jean), "L'échec électoral du Parti communiste", *contribution citée*, p. 69-133.

etc., se sont tous déroulés en dehors du couple PCF-CGT. Que signifie la discussion d'un projet d'extension du secteur nationalisé, dès lors qu'elle ne s'accompagne pas d'un débat sur les politiques industrielles qui seront mises en oeuvre ? Dès lors que ne sont pas discutés les priorités et les arbitrages rendus particulièrement nécessaires avec la crise ?

Cette redondance des pratiques de l'organisation politique et de l'organisation syndicale explique qu'au recul électoral du PCF corresponde, simultanément, un recul de l'audience de la CGT. Celle-ci enregistre une baisse de 5 points entre les élections prud'hommales de 1979 et celles de 1982, la CFDT et FO maintenant en revanche leurs positions, dans un contexte, il est vrai, d'augmentation du corps électoral et de recul global de la participation <sup>157</sup>.

Le 26 avril 1981, François Mitterrand n'offre pas seulement à son parti le score le plus élevé de son histoire (37,7% des suffrages exprimés, 20,9% des inscrits) <sup>158</sup>. D'après les différents sondages disponibles, il égalise ou devance aussi très légèrement Georges Marchais dans les ménages ouvriers : 30% disent avoir voté pour lui au premier tour, 28% pour le secrétaire général du PCF. En ne rassemblant sur son nom que 15,5% des suffrages exprimés (12,4% des inscrits), ce dernier arrive en quatrième position, derrière Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac. Le repli électoral du PCF sur sa base sociale ouvrière et, géographiquement, "dans les vieux fiefs populaires et urbains de la SFIO" <sup>159</sup>, déjà relevés en 1978, se poursuit. Les personnes dont le chef de ménage est ouvrier représentent 54% des électeurs de Georges Marchais <sup>160</sup>. Le vote communiste subit un fort recul dans Paris et la banlieue ; son développement amorcé à l'occasion des scrutins antérieurs dans le Sud-Ouest s'arrête ou se renverse.

La totalité des suffrages qui manquent à Georges Marchais ne se sont pas tous reportés sur la candidature de François Mitterrand. François Platone et Jean Ranger évaluent à un tiers environ ceux d'entre eux qui se sont reportés sur les candidats de droite, témoignant peut-être ainsi de "l'amorce d'une dérive de milieux populaires vers l'autoritarisme et la xénophobie, dont le PC avait occasionnellement tenté d'exploiter la présence latente" <sup>161</sup>.

Lorsque les premiers résultats sont connus, le soir du 26 avril, Georges Marchais dénonce les "combines" dont il aurait été victime et le "numéro douteux de duettistes" de François Mitterrand avec le président sortant. Deux jours plus tard, le 28, le Comité central du PCF appelle à "voter au second tour

---

<sup>156</sup> Gérard Le Gall date la "disgrâce" de Georges Marchais dans l'opinion, de sa prestation télévisée à Moscou, le 11 janvier 1980, retransmise par TF1, dans laquelle il légitime l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Voir Le Gall (Gérard), "Le déclin du Parti communiste", dans *SOFRES. Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986, p. 51.

<sup>157</sup> Dans le même temps, le corps électoral a augmenté, de 12.720.973 à 13.547.411 inscrits, mais les pourcentages de votants et d'exprimés ont reculé. Voir dans Mouriaux (René), *Syndicalisme et politique*, Paris, Edit. ouvrières, 1985, le tableau 68, p. 199.

<sup>158</sup> Grunberg (Gérard), "Causes et fragilités de la victoire socialiste de 1981", dans *1981 : les élections de l'alternance*, op. cit., tableau 1, p. 25.

<sup>159</sup> Voir Platone (François), Ranger (Jean), "L'échec électoral du Parti communiste", *contribution citée*, p. 92-93.

<sup>160</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 91-95.

<sup>161</sup> Platone (François), Ranger (Jean), *contribution citée*, p. 113. Le 24 décembre 1980, le maire communiste de Vitry-sur-Seine fait en effet intervenir un bulldozer contre un foyer de travailleurs immigrés maliens. Le 7 février 1981, le maire communiste de Montigny-lès-Cormeille conduit une manifestation contre la drogue sous les fenêtres d'une famille marocaine accusée de trafic.



pour le candidat socialiste". Entre les deux tours, les responsables communistes multiplient à nouveau les critiques contre celui-ci. Le 5 mai, Georges Séguéy donne, en tant que secrétaire général de la CGT, une interview à *Sud-Ouest* dans laquelle il regrette "un certain nombre de flous et même d'équivoques" dans les positions de François Mitterrand, qui ne sont pas "de nature à cultiver parmi les travailleurs que nous influençons un climat de confiance et d'enthousiasme" <sup>162</sup>. Cette succession de prises de position contradictoires n'est pas davantage de nature à susciter l'enthousiasme vis-à-vis du parti, ni à recrédibiliser son image.

En dépit de ces tensions, si l'on s'en tient aux sondages, les électeurs de Georges Marchais au premier tour ne se sont abstenus que pour 6% d'entre eux au second, 92% votant pour François Mitterrand <sup>163</sup>. Deux tiers des personnes appartenant à un ménage ouvrier (ou 72% des ouvriers) déclarent avoir voté pour François Mitterrand, un tiers pour Valéry Giscard d'Estaing (28% des ouvriers). En termes de composition, sur 100 personnes disant avoir voté pour François Mitterrand, 37 appartiennent à une famille ouvrière <sup>164</sup>.

Tout en refusant de s'engager quant à une éventuelle présence de ministres communistes dans son gouvernement, François Mitterrand a mené, pour le premier comme pour le second tour, une campagne de gauche. Ainsi, face aux propositions de Valéry Giscard d'Estaing de s'attaquer au chômage en créant 700.000 emplois à temps partiel, son challenger socialiste dénonce par exemple, devant ses auditoires féminins, "une conception qui est beaucoup plus l'organisation du chômage partiel que du travail partiel" <sup>165</sup>.

Le 14 juin 1981, au premier tour des élections législatives qui suivent la dissolution de l'Assemblée nationale par le nouveau président, les candidats socialistes recueillent 35,7% des suffrages exprimés (24,3% au premier tour de 1978) et les candidats du PCF 16,1% (20,6% en 1978). Ces derniers ont, cette fois encore, mieux résisté là où ils bénéficiaient d'une bonne implantation locale. Les socialistes profitent de l'affaiblissement de tous les autres partis, de celui des partis de droite plus encore que de celui du PCF. Enfin, les abstentions et les bulletins blancs ou nuls atteignent un niveau particulièrement élevé (30% en 1981, 18% en 1978) <sup>166</sup>.

Sur 100 personnes déclarant avoir voté et appartenant à un ménage ouvrier, 44 disent avoir voté pour un candidat du PS ou du MRG, 24 seulement pour un candidat communiste <sup>167</sup> ; une très large

---

<sup>162</sup> Cité dans Robrieux (Philippe), *Histoire intérieure du Parti communiste*, Paris, Fayard, tome 4, 1984, p. 885.

<sup>163</sup> Une évaluation confirmée par Françoise Subileau et Marie-France Toinet qui montrent que l'abstention entre les deux tours de l'élection présidentielle est plus élevée dans les bureaux de vote à dominante communiste ou RPR, voir "Le jeu de l'abstention dans les variations électorales", dans *1981 : les élections de l'alternance*, op. cit., p. 250-256.

<sup>164</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 97-102.

<sup>165</sup> Sur l'inventaire, parmi les "110 propositions du candidat Mitterrand", de celles qui sont plus particulièrement destinées aux électrices, voir Jenson (Jane), Sineau (Marianne), *Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 133-136.

<sup>166</sup> Grunberg (Gérard), "Causes et fragilités de la victoire socialiste de 1981", *contribution citée*, p. 30-31.

<sup>167</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 104.

majorité de personnes appartenant à un foyer ouvrier ont choisi de voter utile, dès le premier tour, pour un candidat socialiste.

Contraint à un accord de désistement au second tour, le PCF ne conserve que 41 sièges (45 de moins que dans l'Assemblée sortante), le PS et ses alliés du MRG en conquièrent 285 (168 de plus), obtenant la majorité absolue. C'est donc dans le cas de figure le plus défavorable pour lui <sup>168</sup> que le PCF, craignant d'être marginalisé, accepte de participer au nouveau pouvoir. Le 23 juin, quatre ministres communistes - dont l'un a rang de ministre d'État - entrent dans le second gouvernement de Pierre Mauroy <sup>169</sup>.

Sans plus tarder, le nouveau gouvernement met en oeuvre le "changement" auquel s'est engagé François Mitterrand pendant sa campagne. Trois axes forts, au coeur de ce changement, peuvent avoir une résonance particulière auprès des ouvriers. Ce sont d'abord les nationalisations, qui ont été au centre de la rupture de l'union de la gauche. Ce sont ensuite les lois Auroux, qui visent à "promouvoir une démocratie économique fondée sur de nouvelles relations de travail, sur la restauration et l'élargissement des droits des travailleurs" <sup>170</sup>. C'est enfin la réduction de la durée du travail. Ces trains de réformes s'avèrent, à terme, davantage sources de déception que de satisfaction pour les ouvriers.

Après de longs débats de procédure au parlement, la loi du 11 février 1982 fait passer sous le contrôle de l'État neuf des plus grands groupes industriels français, trente-six banques qui s'étaient constituées depuis les nationalisations de 1945, et deux compagnies financières : Paribas et Suez. Avant 1982, le secteur public représentait 10% des effectifs employés dans l'industrie et 29% des investissements. Il représente, avec les nouvelles nationalisations, 16% des premiers et 36% des seconds <sup>171</sup>.

Deux objectifs commandent, pour les socialistes, ces nationalisations. Un objectif politique d'abord : s'assurer la participation des communistes au gouvernement et les mettre éventuellement en porte à faux, le jour où ils voudront reprendre leur liberté de critique. Un objectif économique ensuite : elles sont envisagées dans une optique de sortie de crise, l'État se substituant à une initiative privée défailante pour imposer une logique industrielle, pour relancer l'investissement et l'emploi et pour rétablir l'équilibre de notre balance commerciale.

Ce projet ambitieux et conforme à la logique keynésienne défendue par la gauche depuis 1974 contient pourtant, dès le départ, des ambiguïtés. Confier à l'État un rôle central d'animation en matière d'investissement suppose un rôle élargi du Plan. Or le Plan est confié à Michel Rocard, dont chacun sait le contentieux qui l'oppose ouvertement à François Mitterrand, depuis 1978 et, plus encore, depuis sa

---

<sup>168</sup> "34 ans après leur éviction en 1947 d'un gouvernement à direction socialiste, et après leur plus sévère défaite électorale", Becker (Jean-Jacques), *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1988 p. 169.

<sup>169</sup> Charles Fiterman est ministre d'État, ministre des Transports ; Anicet Le Pors, ministre délégué de la Fonction publique ; Jack Ralite, ministre de la Santé et Marcel Rigout, ministre de la Formation professionnelle.

<sup>170</sup> Comme l'indique le rapport remis par Jean Auroux, en septembre 1981, au président de la République et au Premier ministre, sur *Les droits des travailleurs*. Cité dans Coffineau (Michel), *Les lois Auroux, dix ans après, février 1993*, Rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation Française, 1993, p. 11.

candidature à la candidature le 19 octobre 1980. Ensuite, cette politique implique un renouvellement profond des dirigeants des entreprises nationalisées ; or c'est plus à un jeu de chaises musicales entre anciens élèves de l'ENA qu'on assiste, qu'à un véritable renouvellement<sup>172</sup>. Enfin, la coordination des investissements requis par le nouveau secteur public voudrait qu'on ne s'en remette pas au seul jeu du marché, et que l'on crée une instance financière propre. Cette dernière proposition, défendue par Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Industrie, est combattue par Jacques Delors, aux Finances, qui l'emporte.

Nous avons vu que ces velléités de politique industrielle dirigiste n'avait pas enrayé le recul de l'emploi industriel commencé en 1974. Très vite, le nouveau secteur public adopte une gestion qui ne se différencie guère du secteur privé. Dans les années quatre-vingt, Usinor-Sacilor diminue ses effectifs de moitié ; entre 1982 et 1991, Thomson passe de 88.900 salariés à 48.100, Renault de 163.000 à 108.000, Rhône-Poulenc de 52.600 à 39.600. Au total, 156.000 emplois sont perdus en France alors que ces groupes nationalisés voient leurs effectifs à l'étranger s'accroître de près de 100.000 unités<sup>173</sup>. En fait, à l'exception de la CGE et de Saint-Gobain, la nationalisation des ces groupes industriels va, pour l'essentiel, se traduire par des restructurations et par une socialisation des pertes financières qu'ils avaient accumulées dans les années antérieures. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les jugements positifs sur les nationalisations reculent, de 40% des sondés en avril 1980 à 34% en octobre 1983.<sup>174</sup>

Le décalage - déjà observé au moment de la rupture de l'union de la gauche - entre l'ensemble des personnes appartenant à un ménage ouvrier d'une part, et les sympathisants communistes d'autre part, se poursuit. Les premiers ne sont plus que 50% à juger positif le mot "*socialisme*" en octobre 1983 (contre 59% en avril 1980, soit un recul de 9 points). Dans le même temps, les seconds sont au contraire plus nombreux à connoter ce mot positivement (de 70 à 90%, soit une progression de 20 points). Quelle que soit l'ambiguïté des jugements ainsi recueillis, ils semblent bien confirmer que la participation des communistes au gouvernement affaiblit la position critique de leurs sympathisants de base, conformément à ce qu'en attendait François Mitterrand.

Les lois Auroux, adoptées le 4 août et le 13 novembre 1982, visent à faire des travailleurs "des citoyens à part entière dans l'entreprise" et à renouveler la négociation collective. Le CNPF leur est très hostile<sup>175</sup>. FO y voit un risque d'intégration des salariés. La CGT estime qu'elles vont dans le bon sens

---

<sup>171</sup> *Rapport du Haut Conseil du secteur public, année 1984*, Paris, La Documentation française, 1985.

<sup>172</sup> Jean-Yves Haberer en est un bon exemple : nommé directeur du Trésor par Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Mauroy, sur la recommandation de Jacques de Fouchier, le fait succéder à Pierre Moussa à la tête de Paribas. Les nominations de communistes, comme Gilbert Lasfargues à la tête de la banque Vernes ou Georges Valbon aux Charbonnages de France, restent des exceptions. Sur ces allers-retours entre énarques de droite et de gauche, voir VIRARD (Marie-Paule), *Comment Mitterrand a découvert l'économie*, Paris, Albin Michel, 1993, 264 p.

<sup>173</sup> Teulon (Frédéric), *L'État et le capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1992, p. 125.

<sup>174</sup> Duhamel (Alain), "La remontée de l'opposition", dans SOFRES, *Opinion publique. Enquêtes et commentaires. 1984*, Paris, Gallimard, 1984, p. 85.

<sup>175</sup> Yvon Chotard déclare au *Monde* du 9 février 1982 : "Le rapport Auroux est extrêmement grave. L'application des dispositions prévues transformerait profondément les relations sociales dans l'entreprise (...) Attention aux apprentis sorciers, car le mal fait sera irrémédiable", cité dans Coffineau (Michel), *op. cit.*, p. 16.

mais qu'elles n'accordent pas assez de moyens aux syndicats. Seule la CFDT, par la bouche d'Edmond Maire, les analyse comme une réforme "de grande portée" et "de nature à faire reculer la monarchie patronale et l'étatisme".

Leur bilan, établi dix ans après leur adoption, par Michel Coffineau, qui fut leur rapporteur à l'Assemblée nationale, est révélateur ici aussi des déceptions qui vont se développer, au sein d'une partie du monde du travail, vis-à-vis des mesures prises par le pouvoir socialiste.

Ces lois ont indiscutablement relancé la négociation dans l'entreprise mais au prix, nous l'avons vu, d'un affaiblissement des négociations de branches. Quant aux "groupes d'expression directe des salariés" prévus par la loi du 4 août, ils sont rapidement récupérés - là où ils fonctionnent - par un *management* participatif qui s'appuie sur eux, tout en marginalisant les délégués élus et les représentants syndicaux. Ils ont permis "de développer l'adhésion du salarié à la norme d'entreprise" <sup>176</sup>.

Ces lois sont destinées, chez leurs initiateurs et en toute bonne foi <sup>177</sup>, à renforcer les droits des travailleurs. On peut toutefois s'interroger sur l'opportunité des dispositifs préconisés, dans un contexte à la fois d'affaiblissement du syndicalisme depuis 1978-1980 et de montée du chômage et de la précarité.

La dernière mesure importante en direction des travailleurs - conforme aux engagements de François Mitterrand pendant sa campagne - est l'ordonnance du 16 janvier 1982. Ce texte entérine les trente-neuf heures et la cinquième semaine de congés, mais il assouplit la réglementation concernant les horaires et réserve la compensation salariale aux seuls smicards. Profitant des divisions syndicales et de l'échec de cette législation en matière de créations d'emplois, le CNPF reprend l'initiative pour obtenir la possibilité de modifier les aménagements du temps de travail au niveau de l'entreprise. En octobre 1983, Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, distingue le "temps partiel" (moins de 28 heures hebdomadaires), le "temps plein réduit" (de 28 à 32 heures) et le "temps plein normal" (à partir de 33 heures).

De fait, les accords d'entreprise sur l'aménagement du temps de travail se multiplient en 1984-1985, accélérant le morcellement, déjà abordé, de la condition ouvrière. En février 1986, l'ordonnance de 1982 est abrogée par une loi Delebarre. La modulation des horaires est assujettie à leur réduction dans le cadre d'accords de branches, mais les possibilités de modulation sont en revanche considérablement assouplies.

Le devenir des nationalisations et les effets pervers des lois Auroux et de la législation sur la réduction du temps de travail ne peuvent, à terme, que brouiller les repères qui structuraient les attentes de la majorité des ouvriers depuis le début des années soixante-dix.

Dans l'immédiat, les hésitations du pouvoir face à l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées ou face à la réduction du temps de travail - auxquelles s'ajoute le principe de non-

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>177</sup> Elu avec la vague rose de 1981, Michel Coffineau est un ancien technicien aux PTT. Il a été permanent à la CFDT où il était l'adjoint de Frédo Krumnow, un des leaders de la gauche syndicale, présent à Charléty.

compensation salariale retenu pour tous les travailleurs qui ne sont pas au Smic - compromettent très vite ce qu'on a abusivement appelé "l'état de grâce" <sup>178</sup>. Aux élections cantonales de mars 1982, la gauche recule de 7 points, par rapport aux cantonales de référence intervenues en 1976. A ces mêmes élections, l'extrême droite commence à faire quelques percées isolées mais non négligeables <sup>179</sup>.

Les attentes des ouvriers vont être soumises à plus rude épreuve encore, avec les tournants de la "rigueur socialiste" de juin 1982 et de mars 1983. L'objectif avoué est de réorienter le partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises, notamment en mettant fin à plus de trente ans d'indexation des salaires sur les prix. François Mitterrand s'attache, dans un premier temps, à présenter ce tournant comme "une parenthèse dans le changement", imposée par les contraintes extérieures.

Comment l'opinion des milieux ouvriers réagit-elle ? En décembre 1982, 53% des personnes appartenant à un ménage ouvrier (54% de l'ensemble des Français) souhaitent que les électeurs "*profitent*" des prochaines élections municipales "*pour manifester leur mécontentement à l'égard de la politique menée par la gauche*" <sup>180</sup>.

Néanmoins, au premier tour de ces élections municipales, le 6 mars 1983, une très nette majorité (62%) d'électeurs et d'électrices appartenant à des familles ouvrières et inscrits dans des villes de plus de 30.000 habitants déclarent avoir voté pour des listes de gauche (contre 45% seulement de l'ensemble des Français) <sup>181</sup>.

Les ménages ouvriers restent ainsi, et de loin, le groupe socio-professionnel le plus fidèle à la gauche, du moins quand ils sont inscrits sur les listes électorales et quand ils votent. Ce sont, en effet, les jeunes appartenant à une famille ouvrière qui présentent le plus faible taux d'inscription sur les listes électorales, à l'automne 1982 <sup>182</sup>. Ce sont aussi les membres des familles ouvrières qui sont les plus nombreux à déclarer s'être abstenus d'aller voter au premier tour de ce scrutin municipal (22% des ouvriers, alors qu'ils n'étaient que 14% en 1977 <sup>183</sup>).

Au total, la gauche perd 30 villes de plus de 30.000 habitants, dont Saint-Etienne, Roubaix, Brest. L'extrême droite obtient 9,6% des suffrages à Roubaix et Jean-Marie Le Pen 11,3% pour la liste qu'il conduit dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. À la suite de l'annulation de l'élection de Dreux, un nouveau scrutin a lieu dans cette ville fin 1983. Le Front national obtient 16,7% des voix au premier tour et une

---

<sup>178</sup> La cote de popularité de François Mitterrand, établie par l'IFOP, enregistre un premier décrochement de 6 points entre août et décembre 1981, voir Parodi (Jean-Luc), "Tout s'est joué trois ans plus tôt", dans Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard) (dir.), *Mars 1986 : le drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 26.

<sup>179</sup> "À Dreux-Ouest, Jean-Pierre Stirbois rassemble 12,62 % des suffrages, à Dreux-Est son épouse en attire 9,58%, dans l'Est lyonnais l'extrême droite atteint 10,34% à Pont-de-Cheruy, et, dans la banlieue de Dunkerque, 13,30% à Grande-Synthe", Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen*, op. cit., p. 32.

<sup>180</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 21 au 29 décembre 1982 pour *Le Parisien libéré*. Voir "Le recul de la gauche", dans *Opinion publique. Enquêtes et commentaires. 1984*, op. cit., p.121.

<sup>181</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 17 au 22 mars 1983, auprès d'un échantillon des villes de plus de 30.000 habitants, pour *Le Nouvel Observateur*, *ibid*, p. 127.

<sup>182</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 29 septembre au 8 octobre 1982, *ibid.*, p. 116.

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 129.

liste RPR-UDF-FN l'emporte au second tour <sup>184</sup>. En lui apportant un premier brevet de respectabilité, "la 'victoire' de Dreux a, sans conteste, libéré un espace politique pour l'extrême droite" <sup>185</sup>.

Jérôme Jaffré évalue à 5.800.000 personnes le nombre de Françaises et de Français qui, en juin 1983, se disent déçus par la politique de François Mitterrand, alors même qu'ils ont voté pour lui au second tour de l'élection présidentielle, deux ans plus tôt. Au premier rang de ces "déçus du socialisme" : les femmes, les jeunes. En revanche, les membres des familles ouvrières continuent, à une faible majorité (51%), d'adhérer au changement proposé par la gauche. Les plus acquis, quel que soit le critère retenu, se recrutent chez les personnes qui disent avoir voté pour Georges Marchais à l'élection présidentielle <sup>186</sup>.

Contrairement à sa base, le PCF devient de plus en plus critique - Georges Valbon démissionne par exemple de la présidence des Charbonnages de France en novembre 1983 -, mais aussi de moins en moins crédible, ses ministres cautionnant la politique suivie en restant au gouvernement.

### **c) Un continent silencieux ?**

Les élections européennes du 17 juin 1984 sont d'abord marquées par une abstention record (43,3% des inscrits), soit le niveau le plus élevé de toutes les élections récentes. Les abstentionnistes proviennent surtout des familles ouvrières (47%). Ils proviennent aussi plus souvent des électeurs de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle (40%) que de ceux de Valéry Giscard d'Estaing (25%) <sup>187</sup>.

La liste du Parti socialiste ne recueille que 20,8% des suffrages. Celle du PCF, avec 11, 2%, accuse un recul plus fort que prévu et est talonnée par la liste du Front national, à 60.000 voix près <sup>188</sup>.

Les personnes appartenant à un ménage ouvrier sont 18% à avoir voté pour la liste conduite par Georges Marchais (34% en 1979), 25% pour la liste de Lionel Jospin (28% en 1979), 32% pour la liste de Simone Veil et 10% pour la liste de Jean-Marie Le Pen (1% pour la liste conduite par Tixier-Vignancour en 1979) <sup>189</sup>.

L'effondrement du PCF est particulièrement accusé chez les jeunes, chez les enseignants et les professions intellectuelles, chez les chômeurs (où il recule de vingt points par rapport aux législatives de 1978) et chez les ouvriers (moins dix-sept points). Néanmoins, en composition, le PCF reste encore l'électorat le plus ouvrier : sur 100 électeurs de la liste de Georges Marchais, 45 appartiennent à un ménage

---

<sup>184</sup> Voir Gaspard (Françoise), *Une petite ville en France*, Paris, Gallimard, 1990, p. 83-145.

<sup>185</sup> Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen*, op. cit., p. 33.

<sup>186</sup> Jaffré (Jérôme), "Les déçus du socialisme", *SOFRES Opinion publique. 1984*, op. cit., p. 67-71.

<sup>187</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 19 au 21 juin 1984, pour le compte du *Figaro*. Voir "Les élections européennes", dans *SOFRES, Opinion publique. 1985*, Paris, Gallimard, 1985, p. 203.

<sup>188</sup> Sur les développements qui suivent, voir Dupoirier (Elisabeth), "L'électorat français le 17 juin 1984", *ibid.*, p. 207-230.

<sup>189</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 83.

ouvrier (47 aux élections européennes de 1979). La désaffection de son électorat ouvrier s'accomplit à un rythme moins rapide que celle des autres couches sociales, mais elle est aussi réelle. D'un côté, le repli du parti sur sa base ouvrière, amorcé au moment de la polémique avec les socialistes, se poursuit alors même qu'il participe maintenant à l'exercice du pouvoir avec eux. De l'autre, cette participation lui interdit d'exercer pleinement cette "fonction tribunitienne", analysée, il y a trente ans, par Georges Lavau<sup>190</sup>. Le champ est libre pour que d'autres s'y essaient éventuellement.

La grande surprise, au soir du 17 juin, est le score du Front national. Vote urbain, le vote d'extrême droite est aussi un "vote de radicalisation politique de certaines catégories parmi les plus favorables à la droite"<sup>191</sup> : industriels et gros commerçants, artisans et petits commerçants, employés de commerce. Les ouvriers dans l'ensemble n'ont guère été tentés, à l'exception toutefois des contremaîtres, dont on retrouve ici l'expression politique d'un malaise social déjà évoqué : 19% d'entre eux ont voté pour la liste de Jean-Marie Le Pen alors que 12% d'entre eux seulement ont voté communiste. La géographie des voix qui se sont portées sur la *Liste pour une Europe des patries* confirme la percée du Front national dans une France urbaine et populaire, frappée par la crise<sup>192</sup>.

Ces résultats électoraux - qu'il s'agisse du niveau particulièrement élevé de l'abstention ou du score du vote protestataire en faveur de Le Pen - confirment la dégradation de l'image de la classe politique dans l'opinion.

En 1977, 42% des Français pensaient que "*dans l'ensemble, les hommes politiques se préoccupent très peu ou pratiquement pas de ce que pensent les gens comme eux*"; ils sont 51% à partager cette opinion en décembre 1983. En avril 1979, les personnes appartenant à un foyer ouvrier étaient les plus enclines à estimer que la politique est une "*activité honorable*" (68%) ; en décembre 1983, elles ne sont plus que 52% (moins 16 points, un recul similaire à celui des agriculteurs, des artisans et des petits commerçants). Dans le même temps pourtant, l'intérêt pour la politique augmente<sup>193</sup>.

Tous les indicateurs confirment, à partir de la fin de l'année 1984 et pendant le premier semestre 1985, que François Mitterrand atteint un record d'impopularité<sup>194</sup>. Par ailleurs, le PCF est suffisamment affaibli en 1984 pour que les socialistes puissent se passer de leur solidarité gouvernementale. En juillet, Laurent Fabius remplace Pierre Mauroy à Matignon. Les ministres communistes quittent le gouvernement.

---

<sup>190</sup> "Notre suggestion est que, pour ce type de partis, le programme politique proposé et l'action politique menée ont moins d'importance par ce qu'ils valent et par leurs résultats nets que par ce qu'ils signifient aux yeux des masses plébéiennes représentées. Ils signifient pour ces plébéiens que leur colère est officiellement représentée par des mandataires qui leur ressemblent et parlent leur langage mais sous une forme politique articulée, que leur colère peut faire peur, et qu'elle peut paralyser efficacement le système politique." Lavau (Georges), "Le Parti communiste dans le système politique français", dans *Le Communisme en France, op. cit.*, p. 18.

<sup>191</sup> Dupoirier (Elisabeth), dans *SOFRES. Opinion publique. 1985, contribution citée*, p. 211.

<sup>192</sup> Voir Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen, op. cit.*, carte 5, p. 36.

<sup>193</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 7 au 12 décembre 1983, voir "Les Français jugent la politique", dans *SOFRES, Opinion publique. 1985, op. cit.*, p. 25-28. Voir aussi Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992, graphiques p. 144.

A la fin de l'année, les parlementaires communistes refusent de voter le budget. Pierre Bérégovoy succède, dans le gouvernement de Laurent Fabius, à Jacques Delors. Il remplit la fonction de ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Il va poursuivre, en l'accentuant, la politique de désinflation compétitive de son prédécesseur. Le thème de la "modernisation" remplace désormais celui de la "parenthèse dans le changement".

Cette officialisation d'un tournant par rapport à la politique mise en oeuvre en 1981 correspond-t-il à un tournant dans l'opinion ? Si cette dernière s'est progressivement éloignée "des séductions du socialisme d'opposition", elle ne s'est pas "jetée pour autant dans les bras du libéralisme sauvage" <sup>195</sup>.

De toutes les c.s.p., les membres des familles ouvrières sont, après les agriculteurs et dès octobre 1984, les plus réservés vis-à-vis du thème de la "modernisation". Pour eux, la modernisation se traduira avant tout par "*de grandes difficultés d'adaptation pour les gens qui n'ont pas un niveau d'étude élevé*" <sup>196</sup>.

On va beaucoup célébrer, dans ces années 1984-1986, la "réconciliation des Français avec l'entreprise". Cette fois encore, les ouvriers manifestent leur spécificité : s'ils ne sont pas révolutionnaires, c'est néanmoins chez eux que le mot "*méfiance*" est le plus souvent évoqué pour caractériser leurs sentiments à l'égard de leur entreprise (24% chez les ouvriers, 20% chez les employés, 15% chez la maîtrise et 6% seulement chez les cadres supérieurs) <sup>197</sup>.

---

<sup>194</sup> Voir Parodi (Jean-Luc), "Tout s'est joué trois ans plus tôt", dans *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., graphique 2, p. 26.

<sup>195</sup> Perrineau (Pascal), "Glissements progressifs de l'idéologie", dans *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., p. 33-49.

<sup>196</sup> Sondage SOFRES, réalisé du 4 au 10 octobre 1984 pour *CFDT-Magazine*, voir *SOFRES. Opinion publique 1985*, op. cit., tableaux 2 et 3, p. 65-66.

<sup>197</sup> "Les salariés et leur entreprise", dans *SOFRES, l'état de l'opinion. Clés pour 1987*, Paris, Seuil, 1987, tableau 2, p. 143.



Qu'est-ce que les ouvriers pensent que l'entreprise attend d'eux ? D'abord la "ponctualité" (70% chez les ouvriers, 56% pour l'ensemble des salariés), beaucoup moins souvent la "prise d'initiatives" (40% chez les premiers, 49% chez les seconds), et - ils sont réalistes quant au réalisme de leur direction - beaucoup moins souvent encore d'"avoir l'esprit maison" (24% contre 33 pour l'ensemble des salariés) 198.

On trouve par ailleurs la confirmation du malaise propre aux contremaîtres et aux agents de maîtrise. 63% de ceux-ci pensent que, dans leur entreprise, "leurs mérites et leurs efforts sont reconnus mais pas souvent récompensés" (48% seulement chez les ouvriers comme dans l'ensemble des salariés), tandis que les ouvriers estiment que "leurs mérites et leurs efforts ne sont pas vraiment reconnus et récompensés" (33% contre 8% seulement dans la maîtrise et 24% pour l'ensemble des salariés) 199.

Enfin, la crainte nourrie par la poursuite de la progression du chômage est omniprésente. 40% des ouvriers désireraient changer de poste de travail (45% des contremaîtres) mais 55% ne sont pas tentés. Et, surtout, 22% seulement des ouvriers seraient "contents de changer d'entreprise", 74% n'en ayant aucune envie. Au cas où ils perdraient leur emploi "dans les prochains mois", les ouvriers sont les plus nombreux à estimer qu'il ne leur serait "pas très facile" ou "pas facile du tout" d'en retrouver un 200.

Ils dissocient par ailleurs de plus en plus - on l'a déjà évoqué avec leurs attentes en matière de politique salariale - leur situation économique personnelle de celle de l'entreprise ou du pays. Fin 1988-début 1989, 21% de l'ensemble des ouvriers (10% seulement des ouvrières) pensent que "si la prospérité de leur entreprise augmente, leur propre niveau de vie s'élèvera", 55% pensent que "ça ne changera rien" et 24% ne se prononcent pas. En 1969, dans un contexte de forte contestation et de conflictualité, ces pourcentages étaient respectivement de 53, 41 et 6% 201.

Les ouvriers apparaissent ainsi moins "réconciliés" avec leur entreprise, que repliés sur elle, accrochés à leur emploi dans une conjoncture qui ne les incite guère à "aller voir ailleurs".

Les syndicats et les communistes sont-ils en mesure de donner une expression syndicale et politique à cette attitude de retrait sceptique et inquiet ?

La CGT a attendu l'adoption du plan sidérurgique, par le Conseil des ministres du 29 mars 1984, pour prendre enfin officiellement ses distances avec la solidarité gouvernementale qui lie le PCF au gouvernement 202. Cette prise de distance ne précède le départ des ministres communistes que de quelques mois. La CGT apparaît plus que jamais comme un "Parti-bis". Ses effectifs n'ont cessé de fondre depuis 1974, passant de 1.270.000 adhérents en 1981 à 990.000 en 1984, la chute se poursuivant d'années en années jusqu'en 1991, où elle n'en compte plus que 637.000.

---

198 *Ibid.*, tableau 5, p. 146.

199 *Ibid.*, tableau 6, p. 147.

200 *Ibid.*, tableau 12, p. 151.

201 Capdevielle (Jacques), Meynaud (Hélène Y.), Mouriaux (René), *op. cit.*, p. 39 et tableau p. 201.

202 Mouriaux (René), *Syndicalisme et politique, op. cit.*, p. 176-177.

Le recul enregistré par la CFDT a commencé plus tard que celui de la CGT, en 1978, mais il n'est proportionnellement guère moins fort : 667.000 adhérents en 1981, 537.000 en 1984 (soit une hémorragie de 14% d'adhérents, au lieu de 20% pour la CGT) <sup>203</sup>. Par ailleurs, cette confédération s'est beaucoup engagée dans les négociations d'entreprises, dans le cadre des lois Auroux. Pour d'autres raisons que la CGT, sa crédibilité et son indépendance sont compromises aux yeux de nombreux ouvriers.

Il reste le Parti communiste. En quittant le gouvernement, le PCF a certes retrouvé sa liberté de manoeuvre, mais, en y étant resté aussi longtemps, il a objectivement cautionné la "parenthèse du changement". Le PCF voit donc également sa crédibilité de plus en plus réduite, y compris dans son expression protestataire. La comparaison des cotes d'avenir de Georges Marchais et de Jean-Marie Le Pen tout au long de ces années 1984-1985 est particulièrement révélatrice de la situation de concurrence qui s'installe désormais entre eux, sur ce plan. Même si les sympathisants communistes qui prennent leurs distances avec le secrétaire général du PCF ne sont généralement pas les mêmes que ceux qui se rallient au leader du FN, leur désaffection politique libère, dans leur entourage - voisins et petits commerçants dans le quartier, collègues dans l'entreprise -, un espace dans lequel le leader du Front national peut désormais être écouté <sup>204</sup> :

---

<sup>203</sup> Labbé (Dominique), *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, op. cit., p. 132.

<sup>204</sup> Relevé établi à par la SOFRES pour le baromètre mensuel du *Figaro-Magazine*. Voir Duhamel (Alain), "L'image des présidentiables", dans *SOFRES. Opinion publique. 1986*, Paris, Gallimard, 1986, p. 33.

	<i>Souhaitent que les personnalités suivantes jouent un rôle important au cours des mois et des années à venir</i>	
	Georges Marchais	Jean-Marie Le Pen
Janvier 1984	14%	9%
Février	15%	12%
Mars	15%	16%
Avril	16%	15%
Mai	16%	14%
Juin	14%	14%
Juillet	11%	19%
Septembre	12%	19%
Octobre	12%	17%
Novembre	11%	16%
Décembre	10%	14%
Janvier 1985	10%	14%
Février	13%	19%
Mars	12%	16%
Avril	11%	13%
Mai	11%	12%
Juin	9%	12%
Juillet	9%	14%
Septembre	8%	14%
Octobre	9%	14%
Novembre	9%	18%

Les élections législatives du 16 mars 1986, pour lesquelles François Mitterrand et les socialistes ont fait adopter un scrutin à la proportionnelle intégrale, confirment la nouvelle structure électorale apparue aux élections européennes deux ans plus tôt <sup>205</sup>.

Le PCF, avec moins de 10% des suffrages exprimés, voit sa "progressive marginalisation" et son déclin électoral confirmés. Son incapacité à résister de façon significative dans ses anciens bastions donne la mesure de la désagrégation de ses réseaux traditionnels d'influence, en dehors des municipalités qu'il contrôle encore. Ce déclin électoral régulier correspond enfin à une dégradation toute aussi régulière de l'image du parti dans l'opinion <sup>206</sup>.

Plus inquiétant encore pour le PCF, si il reste toujours, dans la composition de son électorat, le parti le plus ouvrier (29% de ses électeurs selon la nomenclature INSEE de 1954, 26% selon la nomenclature de 1962), le FN commence à s'en rapprocher avec un électorat composé de 22% d'ouvriers selon la nomenclature de 1954 (16% selon la nomenclature de 1962) <sup>207</sup>.

<sup>205</sup> Dupoirier (Elisabeth), "Chassés-croisés électoraux", dans *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., p. 167-188.

<sup>206</sup> Platone (François), "Parti communiste : sombre dimanche, triste époque", *ibid.*, p. 189-210.

<sup>207</sup> Platone (François), *Les électorats sous la Vème République*, op. cit., p. 130.

La géographie des voix du Front national en mars 1986 ne recoupe pas celle du poujadisme en 1956 et ne recoupe que partiellement celle de l'extrême droite traditionnelle <sup>208</sup>. Son implantation reste faible dans les bastions de la droite classique. En revanche, dans les communes du bassin minier du Pas-de-Calais, on observe une relation entre les gains du FN et les pertes du PCF <sup>209</sup>. Dans la région parisienne, le FN ne gagne du terrain que dans sept villes communistes <sup>210</sup>.

Jérôme Jaffré montre par ailleurs que l'électorat du Front national ne présente pas la même sociologie que celle des partis conservateurs, tout en se démarquant aussi de la sociologie des partis de gauche.

Le poids des suffrages ouvriers dans l'électorat frontiste ne doit pas faire oublier que les ouvriers, lorsqu'ils votent, choisissent toujours, en 1986 et dans leur grande majorité, le PS (36%), la droite classique (26% pour le RPR et l'UDF) ou le PCF (20%) <sup>211</sup>. Mais ces limites de l'implantation du FN en milieu ouvrier ne doivent à leur tour pas conduire à sous-estimer l'audience de sa propagande dans cette population. Entre la fin 1985 et le début 1986, si 11% seulement des personnes appartenant à un ménage ouvrier déclarent qu'elles vont - ou qu'elles ont - voter FN, elles sont en revanche 17% à avoir une "bonne opinion" du Front national et 23% se disent "d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen" <sup>212</sup>.

Le vote pour le Front national apparaît donc, pour une partie de ses électeurs, comme un cri en provenance d'un électorat frappé de plein fouet par la crise économique. Un électorat par ailleurs sensibilisé aux thèmes sécuritaires, développés depuis plusieurs années, à partir du passage d'Alain Peyrefitte à la Justice. Un électorat enfin et surtout "déçu", ou "orphelin" des forces politiques qui l'encadraient syndicalement et politiquement, des forces qui se sont progressivement déconsidérées à ses yeux, déjà bien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ce sentiment d'abandon peut chercher à se faire entendre à travers le vote FN qui, le 16 mars 1986, au premier tour des élections législatives, devance dans la France métropolitaine le PCF de 37.842 voix.

Il peut aussi conduire à l'abstention. Le 16 mars, le taux d'abstention (21,7%) est supérieur de 5 points à celui du premier tour de mars 1978 (16,7%) <sup>213</sup>. D'autres ont renoncé à s'inscrire sur les listes

---

<sup>208</sup> Pour les développements qui suivent, voir Jaffré (Jérôme), "Front national : la relève protestataire", dans *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., p. 211-229.

<sup>209</sup> *Ibid*, tableau 8, p. 228.

<sup>210</sup> Ivry, Stains, Saint-Denis, Bobigny, Villejuif, Bagneux, Bagnolet, *ibid.*, p. 229.

<sup>211</sup> Sondage "sortie des urnes", réalisé par la SOFRES pour *L'Express*, Platone (François), *Les élections sous la Vème République*, op. cit., p. 125.

<sup>212</sup> Sondages SOFRES d'octobre 1985 et sondage "Isoleir-SOFRES" du 16 mars 1986. Voir Jaffré (Jérôme), "Front national : la relève protestataire", *contribution citée*, tableau 3, p. 219.

<sup>213</sup> On peut reprendre ici, en la transposant négativement, la définition qu'Alain Lancelot donne de la participation, dans sa thèse sur l'abstention : la situation la plus favorable à l'abstention se rencontre quand l'électeur est consulté sur les problèmes qui lui paraissent les moins importants et qu'il n'a pas la possibilité de choisir entre plusieurs solutions ou de déterminer un ordre de priorité ; c'est-à-dire, en définitive, quand il n'y a pas un système de forces significatives qui anime la compétition

électorales : des hommes, des chômeurs, des jeunes de 18-21 ans surtout, qui ont fait des études courtes - CEP, CAP, BEP, BEPC - et qui se classent sensiblement plus souvent à gauche qu'à droite <sup>214</sup>.

A l'issue de ces élections, la France découvre la cohabitation. Jacques Chirac remplace Laurent Fabius à Matignon. Édouard Balladur remplace Pierre Bérégovoy aux Finances, où il poursuit la politique de désinflation compétitive de son prédécesseur, complétée par un programme important de privatisations.

Les socialistes reviennent au pouvoir en 1988. Michel Rocard est appelé à Matignon. La politique de désinflation compétitive et de franc fort, mise en place par Pierre Bérégovoy dans le gouvernement de Laurent Fabius, poursuivie par Edouard Balladur comme ministre des Finances dans le gouvernement de Jacques Chirac de 1986 à 1988, est continuée par Pierre Bérégovoy, ministre des Finances dans les gouvernements successifs de Michel Rocard et d'Edith Cresson, avant d'être toujours appliquée par Pierre Bérégovoy, mais cette fois en tant que Premier ministre. Cette politique de désinflation compétitive et de franc fort est maintenue, pour l'essentiel, par Édouard Balladur devenu Premier ministre en 1993, puis par Alain Juppé, son successeur à Matignon à partir de 1995.

Ainsi une grande permanence des individualités et une quasi-continuité politique, pour l'essentiel, accompagnent une alternance de majorités, à l'issue de scrutins disputés au nom du clivage gauche-droite.

A ce premier effet de brouillage des repères politiques habituels, s'ajoute le fait qu'à partir de la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht <sup>215</sup> - mais ceci est la cause de cela - des clivages politiques de fond apparaissent au grand jour, qui traversent principalement le PS et le RPR.

Enfin, si certains ouvriers continuaient de rêver à un avenir radieux, la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, achève de détruire leurs dernières illusions. La chute du communisme entraîne effectivement, avec elle, celle de quatre grandes idées : "Le fiasco d'octobre 1917, le retournement du rêve et de l'utopie en un monstrueux système s'étouffant quasiment de lui-même atteignent en plein coeur l'idée de changement radical, la pulvérisent. Par voie de conséquence, la notion de progrès est entourée de suspicion. (...)L'ambition d'une action collective est fragilisée. Puisque la révolution cesse d'être un objectif, puisque l'amélioration du présent relève pour une grande part d'une illusion apportée par les Lumières, il reste à gérer modestement ce qui existe. (...) Enfin, la lutte des classes a disparu parce que la réalité des

---

ouverte pour la désignation et l'orientation du pouvoir politique, Lancelot (Alain), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, A. Colin, 1968, p. 150.

<sup>214</sup> Voir Percheron (Annick), "Les absents de la scène électorale", dans *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., tableaux 2 et 3, p. 142-143.

<sup>215</sup> Parmi les ouvriers qui vont voter, 61% des ouvriers qualifiés et 54% des ouvriers non qualifiés choisissent le Non, voir sondage BVA sortie des urnes auprès de 4.754 personnes, cité dans Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 199. Bernard Denni souligne "la mise à nu", à l'occasion de ce scrutin, "d'une fracture trop profonde pour ne pas être durable, trop inscrite dans les inégalités actuelles de la société française pour ne pas s'aggraver", Denni (Bernard), "Du référendum du 20 septembre 1992 sur l'élection présidentielle aux élections législatives de mars 1993", dans Habert (Philippe), Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, p. 109.

classes s'est effacée. (...) Les adieux aux prolétariats des années 1980 s'expriment avec l'assurance de l'évidence. Plus d'URSS, plus de PCF, plus de classe ouvrière" 216.

Mon propos n'est pas de retracer ici une nouvelle chronique électorale des "années Mitterrand". Il est, je le rappelle, de retracer la genèse des erreurs commises au sein du mouvement ouvrier, des déceptions, des malentendus, des ambiguïtés cultivées qui ont abouti à ce que des friches politiques se superposent aux friches industrielles, expliquant ainsi que Le Pen rassemble 27% des votes ouvriers au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, ou que l'électorat FN soit, en composition, le plus ouvrier au premier tour des dernières élections législatives, en 1997.

Face à ces friches politiques et syndicales, une partie des ouvriers peut décider de se renfermer dans le silence, occasionnellement, voir, beaucoup plus rarement, de façon permanente 217. Après les 21,5% d'abstentionnistes enregistrés au tour unique des élections législatives de 1986, on en recense 34,3% au premier tour des législatives de 1988, 51,2% aux élections européennes de 1989, 30,7% au premier tour des législatives de 1993 (et près de 4% de bulletins blancs et nuls) . Le 25 mai 1997, on compte 32% d'abstention au premier tour des élections législatives. Au second tour, les abstentionnistes sont plus de 12.600.000. Ils sont désormais "le premier parti de France".

Cette progression de l'abstention est particulièrement forte chez les ouvriers et chez les chômeurs 218:

	ensemble	ouvrier	chômeur
86 - 1 seul tour	21,5	<b>24</b>	27
1er tour 93	31	<b>36</b>	34
1er tour 97	31,5	<b>38</b>	40
écarts 86/97	+10	+14	+13

La propension à s'abstenir, en 1997, est par ailleurs d'autant plus élevée aussi, qu'on a le sentiment d'appartenir aux couches sociales les plus défavorisées et aux échelons inférieurs de la société 219.

François Héran évalue à 8% des inscrits - ce qui est loin d'être négligeable - l'ensemble des personnes qui s'abstiennent en 1995 comme en 1997 : plutôt des jeunes de 25-30 ans, peu diplômés, détenteurs d'un emploi précaire 220.

216 Mouriaux (René), *Crises du syndicalisme français*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 33-34.

217 Françoise Subileau et Marie-France Toinet évaluent à moins de 1% des inscrits, la proportion d'électeurs n'ayant, sur le long terme (quinze ans), jamais participé à une consultation électorale. Subileau (Françoise), Toinet (Marie-France), "La protestation des abstentionnistes", *Le Monde* du 18 août 1993.

218 Chiche (Jean), Dupoirier (Elisabeth), "L'abstention aux élections législatives de 1997", dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1er juin 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, tableau 2, p. 147. Un constat déjà relevé par Jean-Luc Parodi à l'occasion des élections municipales de 1989, voir Parodi (Jean-Luc), "Les mystères de l'abstentionnisme", *Autrement*, série "Mutations", 122, mai 1991, tableau 2, p. 21.

219 *Ibid.*, p. 250-251.

Les ouvriers peuvent de la même façon vouloir exprimer "un rejet ou un refus du système syndical" en choisissant paradoxalement de rejoindre la masse des abstentionnistes aux élections prud'homales <sup>221</sup>.

La désespérance ouvrière peut aussi sortir de son silence et crier.

Les ouvriers peuvent crier, nous l'avons vu, en déposant un bulletin Front national dans l'urne, car c'est bien d'un cri qu'il s'agit. A moins qu'ils ne choisissent de crier avec l'extrême gauche, ou qu'ils persévèrent dans l'expression communiste de leur vote protestataire, ou qu'ils espèrent encore une fois dans une véritable alternance politique.

Au premier tour de la dernière élection présidentielle, le 23 avril 1995, 30% des ouvriers et des ouvrières disent avoir voté pour Jean-Marie Le Pen, qui vient ainsi largement en tête dans cette catégorie sociale. 5% ont voté pour Arlette Laguiller, 8% pour Robert Hue, et 19% pour Jacques Chirac, qui talonne Lionel Jospin (21%) <sup>222</sup>.

Aux élections législatives de mai-juin 1977, "Les ouvriers sont proportionnellement plus nombreux que l'ensemble des électeurs à voter pour les candidats communistes. Mais ils ne le sont pas plus que les professions intermédiaires, et la proportion d'électeurs communistes parmi eux a été divisée par deux en vingt ans" <sup>223</sup>. L'électorat du Front national reste, rappelons le encore une fois, le plus ouvrier, en pourcentage, dans sa composition.

Les ouvriers n'ont pas que la scène électorale pour se faire entendre. Ils peuvent choisir de crier dans leur entreprise, à l'occasion de conflits imprévisibles - en tout cas rarement prévus, que ce soit par les organisations syndicales ou par les directions des entreprises <sup>224</sup> -, de conflits longs, durs, éventuellement accompagnés d'occupations de locaux, de séquestrations. Des conflits d'autant moins prévisibles qu'ils ne sont pas toujours déclenchés par la volonté de voir aboutir des revendications négociables précises. Des conflits engendrés de plus en plus fréquemment, en revanche, par l'exaspération face aux réductions constantes des effectifs et à une charge de travail accrue, face aux risques de dépossession du savoir-faire

---

<sup>220</sup> Héran (François), "Les intermittences du vote. Un bilan de la participation de 1995 à 1997", *INSEE Première*, 546, septembre 1997, 4 p.

<sup>221</sup> Blanchard (Michel), Bouhet (Bernard), Geoffroy (Marie), Mouriaux (René), Subileau (Françoise), *L'abstention aux élections prud'homales. Rapport final*, Paris, décembre 1996, multigraphié, p. 85.

<sup>222</sup> Sondage réalisé par la SOFRES, du 20 au 23 mai 1995, dans Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, *op. cit.*, p. 248. Jacques Chirac se rallie, semble-t-il, une proportion non négligeable de votes ouvriers à la suite de son meeting à Paris, Porte de Versailles, mi-février. Prenant la parole devant des milliers de sympathisants, il refuse alors d'opposer "la feuille de paie à l'emploi". Voir Capdevielle (Jacques), "Images virtuelles et enjeux réels dans la campagne de l'élection présidentielle", *French Politics and Society*, (13), 2, 1995, p. 46-48.

<sup>223</sup> Platone (François), "Le vote communiste : le verre à moitié plein", dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), *Le vote surprise*, *op. cit.*, p. 187.

<sup>224</sup> En 1988, deux mois avant que n'éclate la grève des "salariés modèles" de Peugeot, la direction du personnel de cette entreprise - que nous avons contactée pour l'éventuel cofinancement d'un sondage - nous disait ne pas être intéressée, compte-tenu du climat harmonieux qui régnait dans les usines du groupe.

qui accompagnent le recours croissant à la sous-traitance. Des conflits engendrés de plus en plus souvent aussi par la situation professionnelle qui attend leurs enfants, sur le marché du travail <sup>225</sup>.

Les plus vulnérables dans leur emploi préféreront crier dans la rue, protégés par l'anonymat engendré par la masse des manifestants, forts de l'unité provisoirement retrouvée, que symbolise le succès récurrent du slogan "tous ensemble !" <sup>226</sup>. Bien que, ces dernières années, les études consacrées aux manifestations de rue se soient beaucoup développées, on connaît mal les raisons pour lesquelles, à partir du mouvement de protestation contre le projet de CIP au printemps 1994, la province prend souvent le pas sur Paris quant à l'ampleur de mobilisations intervenant sur un enjeu national. De 1.000 à 5.000 personnes défilent ainsi dans les rues, le 3 mars 1994, à Auch, Tarbes, Montauban, Vannes, Angoulême, Montluçon, Vesoul, Bar-le-Duc, Vierzon, etc. <sup>227</sup>. En décembre 1995, plus de 100.000 manifestants défilent dans les rues de Marseille, un nombre qui n'avait jamais été atteint depuis les grandes grèves insurrectionnelles de novembre-décembre 1947 <sup>228</sup>.

Ils peuvent enfin crier, sans sortir de leur entreprise et sans quitter leur poste de travail, mais en se déclarant solidaires de ceux qui font grève ailleurs, malgré les conséquences que ces grèves peuvent avoir dans leur vie quotidienne. "Grèves par procuration" : l'expression a fait florès depuis la grève des cheminots de décembre 1986-janvier 1987 <sup>229</sup>.

Tout au long du mouvement de décembre 1995, un mouvement corporatiste par excellence et, qui plus est, du secteur public, les personnes appartenant à un ménage ouvrier sont les plus favorables aux grévistes : 70% du 1er au 2 décembre (56% pour l'ensemble des Français), 72% du 8 au 9 (60%), 65% du 15 au 16 (57%) et 66% le 20 décembre (54% pour l'ensemble). Du point de vue des affinités politiques, les sympathisants du Front national se démarquent, à cette occasion, très nettement de ceux du RPR ou de l'UDF : ils se situent à mi-chemin entre ces derniers et les sympathisants socialistes ou communistes <sup>230</sup>.

---

<sup>225</sup> 55% des ouvriers déclarent "soutenir" le mouvement lycéen en octobre 1998 (49% de l'ensemble des Français et 33% seulement des cadres supérieurs). Sondage, réalisé par CSA les 23 et 24 octobre 1998.

<sup>226</sup> Ironie de l'histoire, c'est dix ans, très exactement, après la publication du livre de François de Closets, *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicalité*, que les manifestants de novembre-décembre 1995 reprennent à leur compte, de façon assumée et offensive, le titre de son ouvrage.

<sup>227</sup> Voir la carte des manifestations publiée dans *L'Express* du 31 mars 1994, p. 57.

<sup>228</sup> Capdevielle (Jacques), Bérout (Sophie), "Des cheminots aux traminots, l'actualisation de la tradition marseillaise", dans Bérout (Sophie), Mouriaux (René), *Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1985. Continuités, singularités, portée*, Paris, Syllepse, 1997, p. 64-65.

<sup>229</sup> Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René) (dir.), "Approche politique de la grève en France (1966-1988)", *Cahiers du CEVIPOF*, 3, octobre 1988, p. 60-74.

<sup>230</sup> Duhamel (Olivier), Méchet (Philippe), "Une grève d'opinion", dans *SOFRES. L'état de l'opinion. 1996*, Paris, Seuil, 1996, tableau 12, p. 45.



## V- LES OPINIONS ET LES COMPORTEMENTS POLITIQUES DES OUVRIERS, DEMAIN ?

---

La prospective est un exercice périlleux. Peu d'observateurs s'attendaient, dans les années 1966-1967, à l'explosion sociale de mai-juin 1968.

Le vote protestataire a toujours été une composante importante du vote ouvrier, que ce soit, pendant longtemps, sous l'égide du PCF ou, plus récemment, sous celle du FN. Avec une différence importante toutefois. Dans le premier cas, les ouvriers qui accordaient leurs suffrages au PCF étaient intégrés dans une véritable "contre-communauté" <sup>231</sup> qui les fidélisait. Dans le second, ce sont au contraire des hommes ou des femmes le plus souvent marginalisés, atomisés dans un environnement déstructuré.

L'avenir de ce vote protestataire, son extension, à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, ou au contraire sa résorption dans le soutien aux partis de gouvernement, hypothèquent en grande partie le devenir des comportements électoraux des ouvriers.

La protestation politique ne se réduit pas, toutefois, à la scène électorale ou politicienne. Elle se joue aussi, plus encore en France que chez la plupart de nos voisins, sur la scène syndicale. Après tout, le changement de majorité et de gouvernement intervenu en juin 1997 est la conséquence directe du mouvement social de novembre-décembre 1995.

### **a) Le devenir des comportements protestataires.**

Il est encore trop tôt pour préjuger des conséquences, à terme, des conflits actuels au sein du Front national et de son éventuel éclatement.

Au premier tour de la dernière élection présidentielle, le 23 avril 1995, Jean-Marie Le Pen réunissait sur son nom 27% des votes ouvriers, Lionel Jospin 20% et Robert Hue 17 <sup>232</sup>. Au premier tour des élections législatives de mai-juin 1997, les candidats du Front national recueillaient 24% des voix ouvrières, soit une progression de 6 points par rapport au premier tour des législatives de 1993 <sup>233</sup>, mais un recul par rapport à la présidentielle. Alors que la rupture entre Jean-

---

<sup>231</sup> Voir sur cette "contre-société", l'approche "d'ethnographie politique" de Kriegel (Annie), *Les communistes français*, Paris, Seuil, 1970, 319 p.

<sup>232</sup> Platone (François), *Les électors sous la Vème République*, op. cit., p. 242.

<sup>233</sup> Perrineau (Pascal), "La lente ascension électorale du Front national", dans *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1er juin 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 259.

Marie Le Pen et Bruno Mégret semble consommée, les premiers sondages sur les intentions de vote aux prochaines élections européennes créditent une liste conduite par le président du FN de 15% des suffrages ouvriers <sup>234</sup>.

Bien que ces scrutins ne soient pas comparables, faut-il voir dans ce recul du vote FN chez les ouvriers, un renversement de la tendance qui, depuis une dizaine d'années, avait vu l'OPA réussie de Jean-Marie Le Pen sur la fonction tribunitienne, autrefois prise en charge par le PCF ? Analysant les motivations du vote FN aux dernières législatives, Nonna Mayer montre que ce vote "résulte d'une combinaison complexe de motivations où la défiance à l'égard du système politique et partisan pèse presque aussi lourd que la 'préférence nationale'" <sup>235</sup>. En déballant ses querelles sur la place publique, y compris avec le renfort d'huissiers, le Front national risque d'apparaître, auprès de ces électeurs, comme un parti guère différent des autres.

Sans préjuger non plus du devenir des tensions qui traversent la "gauche plurielle", le PCF, participant pour le moment au gouvernement, semble mal placé pour récupérer à nouveau à son profit l'expression de cette défiance vis-à-vis du système politique et partisan. Que l'on retienne la géographie de ses voix ou la composition de son électorat, le PCF éprouve les plus grandes difficultés "à représenter les catégories les plus durement frappées par la crise que sont les ouvriers et, plus encore, les chômeurs" <sup>236</sup>. La composition du vote communiste, au premier tour de ces législatives de 1997, confirme le lent déclin de l'influence de ce parti, y compris chez les ouvriers : sur 100 votes communistes, 18 seulement proviennent d'ouvriers, 45 sont des inactifs ou des retraités. La citadelle ouvrière est devenue une casemate.

Malgré leur ancrage à gauche, les Verts chassent sur d'autres terres <sup>237</sup> et ne sauraient capter à leur profit l'expression politique d'un vote protestataire ouvrier.

Il reste l'alliance de la carpe et du lapin, avec la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine à l'occasion des prochaines élections européennes. Une liste unique de l'extrême gauche peut séduire une fraction de l'électorat communiste, tout en ralliant 17% des électeurs qui se disent sans préférence partisane <sup>238</sup>. On voit mal toutefois, au-delà de l'échéance électorale, les suites politiques de cette alliance, compte-tenu des divergences de fond qui opposent les pratiques de LO à celles de la LCR.

Encore une fois, toute spéculation sur l'avenir des opinions et des comportements politiques des ouvriers est largement commandée par le devenir des comportements protestataires, mais ce devenir est

---

<sup>234</sup> Sondage réalisé par CSA Opinion, du 18 au 22 décembre 1998, pour *Libération*.

<sup>235</sup> Mayer (Nonna), "La perception de l'autre", dans *Le vote surprise, op. cit.*, p. 280.

<sup>236</sup> Platone (François), "Le vote communiste. Le verre à moitié plein", *ibid.*, p. 186-187.

<sup>237</sup> "L'électorat des Verts correspond étroitement à cette fraction des couches intellectuelles qui a toujours constitué le coeur de cible de l'écologie électorale : professions intermédiaires, enseignants, étudiants, niveaux d'études élevés, appartenance au secteur public plus qu'à l'univers du privé." Boy (Daniel), "L'écologie au pouvoir", *ibid.*, p. 215.

<sup>238</sup> Sondage CSA Opinion pour *Libération*, déjà cité.

lui-même incertain. Le PCF a donné une expression électorale à ces comportements pendant plusieurs décennies, avant d'être concurrencé puis relayé par le Front national. Il est impossible, aujourd'hui, de savoir si cette expression électorale restera ancrée à l'extrême droite ou si elle peut basculer à l'extrême gauche.

Ce vote protestataire peut enfin se résorber purement et simplement, à travers le jeu des alternances au pouvoir. La droite parlementaire, déstabilisée par sa défaite électorale, peut demain reprendre l'offensive, réactivant un clivage gauche-droite et, par voie de conséquence, le vote utile.

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers ne sont pas réductibles à des enjeux électoraux. La protestation peut emprunter d'autres modalités, on l'a déjà vu, que le vote, en recourant à la grève ou en occupant la rue.

Depuis trois ans, la scène syndicale est parcourue par des chassés-croisés entre les trois grandes confédérations ouvrières. En décembre 1995, l'opinion retient d'une part la poignée de mains médiatique qui rapproche Louis Viannet et Marc Blondel, d'autre part l'isolement de Nicole Notat. En 1998, c'est l'invitation de Bernard Thibault au congrès de la CFDT et ses retrouvailles avec Nicole Notat qui sont données à voir. Le jeu syndical reste-t-il pour autant aussi ouvert que le jeu politique partisan ?

Trois questions conditionnent en amont l'avenir syndical.

Où en est le potentiel de mobilisation, aujourd'hui, d'une classe ouvrière à la fois particulièrement exposée au chômage, et éclatée dans son unité avec la montée des emplois précaires qui la concerne au premier chef ?

Dans le contexte économique et social incertain qui est le nôtre, les ouvriers sont-ils plus isolés que jamais, ou peuvent-ils envisager de s'allier avec d'autres couches sociales ?

Enfin, avec la destruction des repères politiques et sociaux qui structuraient autrefois le monde du travail, les identités de métier ne sont-elles pas appelées à jouer un rôle nouveau face au brouillage généralisé actuel ?

## **b) L'incidence du chômage et de la précarité sur le potentiel de la mobilisation ouvrière.**

Analysant les opinions politiques d'une population de 951 chômeurs, constituée à partir des enquêtes de l'OIP de novembre 1987, Annick Percheron et Béatrice Roy relevaient trois constats les caractérisant. D'abord, une attitude de retrait et d'indétermination politiques, plus répandue chez les employés que chez les cadres et les ouvriers. Ensuite, un phénomène de radicalisation en faveur de la gauche, lui aussi particulièrement sensible chez les cadres <sup>239</sup>. Enfin, les effectifs des chômeurs ainsi sondés leur permettaient de distinguer les personnes au chômage depuis moins de 6 mois de celles qui étaient au chômage depuis plus de 24 mois. Dans le cas des ouvriers victimes d'un chômage de longue durée, Annick Percheron et Béatrice Roy relevaient "un mouvement unique de remobilisation et - fait peut-être plus intéressant encore - de réinsertion dans les cadres traditionnels de la politique" <sup>240</sup>, à savoir un intérêt plus fréquent pour la politique, un désir plus grand de militer dans un syndicat, une détermination plus forte des choix électoraux et une augmentation des préférences partisans pour le PCF (22% chez les ouvriers chômeurs de plus de 24 mois, 13% chez ceux qui sont au chômage depuis moins de 6 mois).

Huit ans plus tard, le chômage a poursuivi sa progression et s'est, en quelque sorte, banalisé. Dans l'enquête du CEVIPOF de mars 1995 <sup>241</sup>, les ouvriers étant ou ayant été confrontés au chômage - au moment de l'enquête ou dans le passé - sont majoritaires (54%).

La confrontation personnelle au chômage se traduit par une plus grande défiance vis-à-vis de l'action des syndicats en général.

Cette défiance des chômeurs vis-à-vis des organisations syndicales s'exerce particulièrement à l'encontre de la CFDT. Il faut dire qu'avant même que cette confédération ne se démarque ostensiblement du mouvement des chômeurs de l'hiver 1997, son action dans leur direction était quasiment inexistante, comparée à celle des associations AC ! ou des "comités de chômeurs" organisés par la CGT.

Par ailleurs, la confrontation au chômage conduit à dénoncer la responsabilité des "*hommes politiques qui ne proposent pas de solutions*", avant celle des "*chefs d'entreprise qui pensent trop à leurs profits*". Il semble ainsi que l'attitude de retrait, observée chez les ouvriers au chômage par Annick Percheron et Béatrice Roy en 1987, se double aujourd'hui d'une mise en accusation très forte de la classe politique.

Le fait de connaître ou d'avoir connu ou pas le chômage n'a en revanche guère d'incidences sur les attitudes vis-à-vis de l'efficacité de la grève ou de l'action collective. Il conduit toutefois à privilégier le "tous ensemble", "*les grèves générales ou concernant un secteur d'activité qui sont organisées au niveau national ou régional*", plutôt que celles qui sont "*décidées à la suite d'un problème spécifique à l'entreprise*".

---

<sup>239</sup> Percheron (Annick), Roy (Béatrice), "Chômage et politique", dans "L'élection présidentielle de 1988", *Cahiers du CEVIPOF*, 2, mars 1988, p. 33-52.

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>241</sup> La Chaise (Guillaume), *Crise de l'emploi et fractures politiques*, *op. cit.*

Sur 100 ouvriers sondés en mars 1995<sup>242</sup>

	Sont ou ont déjà été au chômage	N'ont jamais connu le chômage
<b>Ensemble des ouvriers (en %)</b>	<b>54</b>	<b>46</b>
Taille de l'entreprise		
- moins de 5 salariés	60	40
- de 5 à moins de 50 salariés	58	42
- de 50 à moins de 500 salariés	48	52
- 500 salariés et plus	49	51
Font très ou assez confiance aux syndicats	51	49
Ne font pas du tout confiance	64	36
Sont proches de la CGT	47	53
Sont proches de la CFDT	33	67
Au second tour de la présidentielle		
- Vont voter pour Jacques Chirac	54	46
- Vont voter pour Lionel Jospin	51	49
- Ne se prononcent pas	48	52
Ne s'intéressent pas à la politique	59	41
Les premiers responsables du chômage sont		
- les hommes politiques	60	40
- les chefs d'entreprise	46	54
La grève est un moyen d'action très efficace	52	48
Trouvent plus efficaces		
- les grèves spécifiques à une entreprise	51	49
- les grèves régionales ou nationales	60	40
Trouvent plus efficace		
- la négociation collective	53	47
- la discussion individuelle	54	45

Comparons maintenant ces résultats avec ceux que l'on observe, lorsqu'on distingue les ouvriers interrogés, selon, cette fois, qu'ils occupent un emploi stable ou un emploi précaire. La confrontation ou pas au chômage intervient relativement peu dans la structuration des opinions ouvrières; la confrontation à la précarité intervient encore moins :

<sup>242</sup> Je remercie Arlette Faugères qui a élaboré avec moi ces indicateurs et réalisé le traitement informatique.

**Sur 100 ouvriers sondés en mars 1995**

	Occupent un emploi stable	Occupent un emploi précaire
<b>Ensemble des ouvriers (en %)</b>	<b>76</b>	<b>24</b>
Taille de l'entreprise		
- moins de 5 salariés	76	24
- de 5 à moins de 50 salariés	72	28
- de 50 à moins de 500 salariés	77	23
- 500 salariés et plus	83	17
Font très ou assez confiance aux syndicats	77	23
Ne font pas du tout confiance	70	30
Sont proches de la CGT	81	19
Sont proches de la CFDT	85	15
Au second tour de la présidentielle		
- Vont voter pour Jacques Chirac	75	25
- Vont voter pour Lionel Jospin	80	20
- Ne se prononcent pas	78	22
Ne s'intéressent pas à la politique	73	27
Les premiers responsables du chômage sont		
- les hommes politiques	76	24
- les chefs d'entreprise	77	23
La grève est un moyen d'action très efficace	76	24
Trouvent plus efficaces		
- les grèves spécifiques à une entreprise	77	23
- les grèves régionales ou nationales	72	28
Trouvent plus efficace		
- la négociation collective	77	23
- la discussion individuelle	76	24

Ce rôle inégal du chômage et de la précarité, dans la structuration des opinions, renvoie en partie, lorsqu'on le relève, à un artefact qui est la taille de l'entreprise. La probabilité de connaître ou pas le chômage oppose, dans notre échantillon, les entreprises de moins de 50 salariés à celles de 50 salariés et plus. La probabilité d'occuper un emploi stable ou un emploi précaire oppose cette fois les entreprises de 500 salariés et plus à celles de moins de 500 salariés. Les ouvriers et les ouvrières de 16-34 ans sont un peu plus sur-représentés dans les entreprises de moins de 50 salariés ; les plus diplômés - bep, bac et plus, qui font par ailleurs davantage confiance aux syndicats - sont sur-représentés dans les entreprises de 500 salariés et plus.

Or la taille de l'entreprise exerce une influence décisive, dans la mesure où elle conditionne souvent l'existence ou pas d'une vie syndicale. Il est donc normal qu'elle soit fortement corrélée avec la confiance dans les organisations syndicales (25% des ouvriers travaillant dans des entreprises de moins de 5 salariés font confiance aux syndicats, 33% dans les entreprises de 5 à moins de 50, 39% dans les entreprises de 50 à moins de 500 et 49% dans les entreprises de 500 salariés et plus);

La taille de l'entreprise exerce aussi une influence sur le plan politique. Les ouvriers interviewés qui déclarent ne pas s'intéresser à la politique sont toujours très largement majoritaires, à l'exception des

entreprises de 500 salariés et plus, où ils font jeu égal avec ceux qui disent s'y intéresser "*beaucoup*" ou "*assez*".

55% des ouvriers et des ouvrières qui se situent à l'extrême gauche ou à gauche travaillent dans des entreprises de plus de 50 salariés, alors que 65% de ceux et celles qui se situent à droite sont employés dans des entreprises de moins de 50 salariés.

La propension à voter pour Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle de 1995 augmente régulièrement avec la taille de l'entreprise (de 34% dans les entreprises de moins de 5 salariés à 47% dans celle de 500 salariés et plus, 13 points d'écart).

On observe bien, au total, un "effet chômage" et un "effet précarité", d'ampleur limitée, qui se traduisent l'un et l'autre par une moindre confiance dans l'action syndicale. Ces effets sont toutefois d'autant plus forts qu'ils s'exercent le plus souvent auprès d'ouvriers isolés, travaillant dans des entreprises où la présence syndicale est faible ou inexistante.

En se banalisant chez les ouvriers, le chômage et la précarité ont relativement banalisé leurs conséquences sur leurs opinions. La mobilisation ouvrière est certes compromise aujourd'hui par la menace du chômage et par la précarité, mais elle l'est plus encore par la crise du syndicalisme. Bernard Thibault évoque à bon droit "ce 'désert syndical' qu'il est urgent de repeupler"<sup>243</sup>.

### **c) La question des alliances.**

Cette question n'est pas nouvelle et on a déjà eu l'occasion de l'aborder. Elle est au centre des débats concernant, dans les années soixante, la "nouvelle classe ouvrière". On la retrouve dans les années soixante-dix, lorsque le PCF met en avant les "ITC", ou encore lorsque le PS oppose le "front de classes" à "l'union du peuple de France".

Elle se pose pourtant en termes plus aigus encore aujourd'hui. On a vu en effet que le poids relatif des ouvriers, au sein de l'ensemble de la population active, diminue à partir de 1974. Cette tendance ne peut que se poursuivre sur le long terme.

La question des alliances se pose, pour les ouvriers, dans des termes non seulement quantitativement mais aussi qualitativement nouveaux.

Les ouvriers sont, depuis 1974, les plus exposés au chômage et à la précarité. Aujourd'hui pourtant, le malaise et les inquiétudes de l'encadrement - et pas seulement de la maîtrise - rejoignent, voire dépassent ceux des ouvriers, créant ainsi une situation totalement inédite par rapport à ce que nous enseigne toute l'histoire sociale française.

---

<sup>243</sup> Cité par Beuve-Méry (Alain), "Une étude de la CGT met en lumière le scepticisme des salariés", *Le Monde* des 27 et 28 décembre 1998.

L'évolution de la confiance à l'égard des syndicats est à cet égard significative : en 1997, les cadres et les professions intellectuelles sont 65% à juger "très" ou "assez positif" le mot "syndical", suivis par 59 % des professions intermédiaires, les uns et les autres devant les employés et les ouvriers (56 % dans les deux cas). Les plus enclins à émettre ce jugement favorable se recrutent par ailleurs chez les jeunes (62% des 18-24 ans), chez les personnes ayant suivi un enseignement supérieur court (68%) ou un enseignement supérieur long (63%). Une appréciation positive du syndicalisme qui n'en reste pas moins très fortement corrélée avec le clivage gauche-droite : 80% des sympathisants communistes, 73% des sympathisants du Mouvement des Citoyens, 72% des sympathisants socialistes, mais 39% seulement des proches de l'UDF et du RPR, et 36% des sympathisants du Front national <sup>244</sup>.

Ces observations confirment celles relevées deux ans plus tôt, dans le cadre d'une autre enquête conduite également par le CEVIPOF. 58% des cadres supérieurs et 54% des professions intermédiaires - 48% seulement des ouvriers - déclaraient alors "dans la période actuelle, pour la défense des salariés, faire confiance à la négociation collective dans l'entreprise" plutôt qu'à "la discussion individuelle avec la direction". <sup>245</sup>.

Ce développement d'un malaise propre aux cadres peut être daté. Il est récent : "en cas de menaces de licenciements dans une entreprise", 32% des cadres estiment, en 1992, qu'"il faut que les salariés de l'entreprise tentent de préserver leur emploi, notamment en acceptant de réduire leurs salaires" ; ce pourcentage décroît régulièrement ensuite, ils ne sont plus que 16% à partager cette opinion en 1996 (contre 49% des ouvriers) <sup>246</sup>.

En 1995, 54% des cadres acceptent, dans le cadre des 35 heures, qu'on leur applique "une réduction du salaire modulée en fonction du niveau de rémunération" ; en 1996, ils ne sont plus que 44%. Dans le même temps, le pourcentage de ceux qui refusent toute réduction de salaire s'élève de 16 à 24% <sup>247</sup>.

Ce malaise de l'encadrement éclaire le rapprochement auquel on assiste, depuis quelque temps, entre la CGT et la CFDT. Des arrières-pensées conjoncturelles sont bien évidemment présentes derrière ce rapprochement : pour la CGT, il s'agit d'obtenir l'aval de la CFDT dans sa démarche de demande d'adhésion à la Confédération européenne des syndicats, et pour Nicole Notat, de consolider son pouvoir, malmené par son opposition interne, en particulier depuis le mouvement de décembre 1995. Ce rapprochement correspond pourtant aussi à une nécessité moins contingente et plus durable. La CGT a une audience traditionnellement plus forte chez les ouvriers, alors que, depuis la fin des années quatre-vingt, la CFDT bénéficie d'une audience accrue chez les cadres. Ces deux organisations sont condamnées à s'entendre si elles veulent peser dans les négociations avec les gouvernements - quels qu'ils soient - et le patronat, notamment dans le cadre de la législation sur les 35 heures <sup>248</sup>.

---

<sup>244</sup> Enquête post-électorale SOFRES-CEVIPOF-Libération de mai 1997, voir tableau, dans Mouriaux (René), *Crises du syndicalisme français*, op. cit., p. 57-58.

<sup>245</sup> La Chaise (Guillaume), *Crise de l'emploi et fractures politiques*, op. cit., p. 326.

<sup>246</sup> Enquêtes réalisées de 1992 à 1996 par le CREDOC, voir Capdevielle (Jacques), Faugères (Arlette), "L'opinion des Français face au chômage dans les années 80-90", op. cit., p. 18-19.

<sup>247</sup> *Ibid.*, p. 22-23.

<sup>248</sup> "La loi sur les 35 heures a offert l'opportunité aux syndicats, qui ont su la saisir, de reprendre le chemin de la négociation à tous les échelons, branches et entreprises. Par la réduction du temps de travail, les organisations syndicales retrouvaient également les moyens de démontrer aux salariés que leur action pouvait être positive et porteuse de résultats concrets dans la



Leur rapprochement sera d'autant plus durable, et accepté par leurs bases respectives, y compris par leur base ouvrière, qu'il s'en tiendra à un terrain strictement syndical. Les ouvriers favorables au syndicalisme sont en effet loin de constituer une population homogène sur le plan politique.

Sur 100 ouvriers déclarant faire "très" ou "assez confiance à l'action des syndicats", 36 se positionnent à l'extrême gauche sur l'échelle gauche droite et 19 à gauche, mais 28 se positionnent au centre, à droite ou à l'extrême droite, 17 ne se prononçant pas.

A l'occasion de la dernière échéance présidentielle, les sympathisants ouvriers de la CGT et de la CFDT étaient partagés :

	Vote pour L. Jospin	Vote pour J. Chirac	Ne se prononcent pas
Sympathisants CGT	56	19	25
Sympathisants de la CFDT	59	31	10

L'hétérogénéité politique des sympathisants cégétistes est particulièrement accusée.

D'une part, ils sont les plus nombreux à s'intéresser à la politique (64%, contre 41% seulement des sympathisants de la CGT et de FO), les plus nombreux aussi à voter pour le candidat socialiste. Cet intérêt plus grand des cégétistes pour la politique renvoie à un niveau d'études en moyenne plus élevé <sup>249</sup>. De ce point de vue, on est loin des années cinquante-soixante, lorsque Richard Hamilton observait que l'engagement communiste s'accompagnait d'un fort intérêt pour la politique, notamment chez les OS, cet engagement idéologique et politique compensant, chez eux, un moindre capital scolaire.

D'autre part, près d'un cégétiste sur trois a l'intention de voter pour le candidat de droite qui dénonce la "fracture sociale". Les sympathisants cégétistes sont, pour ce qui les concerne, nettement plus nombreux à refuser de choisir entre Lionel Jospin et Jacques Chirac, néanmoins une minorité non négligeable (près d'un sur cinq) a l'intention, un mois avant le scrutin, de voter pour ce dernier.

Au delà du caractère circonstanciel de ces indications de vote, 22% des sympathisants cégétistes et 26% des cégétistes se situent au centre sur l'échelle gauche-droite. Mais surtout, 43% des premiers se situent à l'extrême gauche contre 18% seulement des seconds.

Ces différences de sensibilités politiques conditionnent le contenu des convergences possibles et des alliances envisageables, dans l'immédiat et à moyen terme. Au delà de son éclatement politique et de sa

---

vie quotidienne des entreprises", Forcari (Christophe), Nathan (Hervé), "1995-1998 : trois ans pour un dégel de raison. Les 35 heures ont favorisé la convergence entre CGT et CFDT", *Libération* du 10 décembre 1998.

<sup>249</sup> Chez les cégétistes interrogés prédomine une formation professionnelle courte (CAP), alors que chez les cégétistes, c'est une formation généraliste courte (BEPC).

fragmentation en formes d'emplois multiples, si le mouvement ouvrier veut reprendre l'offensive, ce ne sera pas seul, mais à partir de propositions revendicatives, suffisamment argumentées pour emporter l'adhésion d'un encadrement qui s'interroge de plus en plus sur les finalités de sa gestion.

#### **d) Le retour du métier.**

Dans cette même enquête du CEVIPOF, les personnes interrogées étaient invitées à désigner, sur une liste, "la caractéristique qu'ils mettent en avant en premier pour se caractériser aujourd'hui", puis dans un second temps, "celle qu'ils ne citent qu'en dernier, celle qui les définit le moins bien".

La référence au métier vient toujours en premier et le nom de l'entreprise en dernier lorsqu'il s'agit de se définir positivement. A l'inverse, lorsqu'il s'agit de désigner la caractéristique qui les implique le moins, le métier vient en dernier et c'est le nom de l'entreprise qui vient cette fois en premier. L'identité spatiale - le quartier, la commune de résidence ou la province d'origine - est prioritairement retenue par 33% des interviewés, mais 46% la rejettent tout aussi prioritairement.

#### **Ensemble des actifs interrogés désignant :**

	Ce qui les caractérise d'abord (en %)	Ce qui les caractérise le moins (en %)
Leur <b>métier</b>	47	4
Leur quartier ou leur commune de résidence	18	24
Leur province d'origine	15	22
Leur formation professionnelle ou leur diplôme	12	13
Le nom de l' <b>entreprise</b> où ils travaillent	4	27
Sans réponse	4	10

Ce consensus, pour valoriser le métier exercé au détriment de l'entreprise où il s'exerce, réactualise une conception corporatiste du syndicalisme organisée autour du métier <sup>250</sup>. Dans la dernière décennie, le métier a été au centre de la plupart des conflits sociaux, que ce soit dans le secteur public avec les cheminots ou les tramotins, ou dans le secteur privé avec les routiers, que ce soit dans le cadre de syndicats catégoriels avec les pilotes d'Air France, ou encore dans le cadre de coordinations court-circuitant les syndicats, avec l'exemple des infirmières.

Jusqu'à une période récente, le terme de métier était exclu du langage managérial moderne au profit de la notion de compétence, qui semblait plus adaptée aux objectifs de flexibilité recherchés dans l'entreprise. Cette situation est entrain de changer. Ainsi à la Sollac Dunkerque, du groupe Usinor, les postes de travail ont été réorganisés sur la base de "filères métier". Dans une industrie de pointe s'il en est,

comme l'électro-nucléaire, la référence au métier de base ("chaudronnier", "automaticien", "chimiste", "électricien", etc.) prime sur l'appartenance à EDF ou sur l'identification au nucléaire, y compris chez des ingénieurs de niveau bac + 5.

Dans l'enquête du CEVIPOF de 1995 <sup>251</sup>, ce sont effectivement les cadres supérieurs qui s'identifient le plus fréquemment au métier (65% d'entre eux, 44% des ouvriers). La prise en compte du niveau d'études conduit à distinguer, chez ces actifs qui s'identifient à leur métier, deux sous-populations. D'un côté, les titulaires d'un CAP ou d'un BEP, qui renvoient à l'imagerie traditionnelle du métier. De l'autre, des bacs + 2 ou, plus encore, des bac + 4, dotés d'un savoir d'expertise, mais qui sont de plus en plus contraints, avec la multiplication des procédures et la pression de la compétitivité, à développer un savoir-faire acquis sur le tas, à improviser un "bricolage" permanent, pour reprendre leurs propres termes.

Paradoxalement, c'est aujourd'hui dans les industries de *process* les plus avancées - alors même que le rapport au produit ou au service fini y est le plus abstrait - que réapparaissent les modalités d'un savoir-faire concret acquis sur le tas, que l'on croyait révolu, avec la disparition de l'ouvrier de métier traditionnel.

L'analyse de la crise du syndicalisme développée par Dominique Labbé, qu'avaient déjà avancée Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud <sup>252</sup>, prend ici toute sa place.

Face aux facilités accordées dans certaines grandes entreprises, notamment dans le secteur public, aux organisations syndicales, celles-ci ont privilégié leur audience électorale, dont dépendaient largement les avantages accordés en locaux, en matériel et en permanents. On parle toujours beaucoup, dans la littérature syndicale, des "élus", mais une figure essentielle du militantisme dans les années soixante, le "collecteur", a quasiment disparu. Ce faisant, les syndicats se sont progressivement coupés de leurs adhérents : "Si les adhérents ne posent plus de problème, la vie du responsable syndical n'en est pas facile pour autant. Dans son entreprise ou son administration, il doit représenter un métier dont il n'a pas suivi l'évolution et il doit parler au nom de salariés qu'il n'a plus guère le temps d'aller voir" <sup>253</sup>.

L'adoption d'un syndicalisme de "propositions", auquel semble se rallier une CGT qui a apparemment cessé d'être un PCF-bis, passe aussi par un retour à un syndicalisme qui redonne sa place au métier.

Il manque enfin à ce survol prospectif la dimension européenne. Son approche exigerait un autre long détour, comparatif. Remarquons simplement que dans ce cadre aussi, les premières "eurogrèves" de quelque importance se sont déroulées dans le cadre du métier, qu'il s'agisse du secteur privé avec les routiers, le 8 septembre 1998, ou du secteur public avec les cheminots, le 23 novembre.

---

## RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

---

<sup>250</sup> Voir Bérout (Sophie), Capdevielle (Jacques), "En finir avec une approche culpabilisée et culpabilisante du corporatisme", dans Leneveu (Claude), Vakaloulis (Michel), *Faire mouvement. Novembre-décembre 1995*, Paris, PUF, 1998, p. 71-101.

<sup>251</sup> La Chaise (Guillaume), *op. cit.*, p. 52-70.

<sup>252</sup> Adam (Gérard), Reynaud (Jean-Daniel), *Conflits du travail et changement social*, Paris, PUF, 1978, 389 p.

<sup>253</sup> Labbé (Dominique), *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, *op. cit.*, p. 105.

**Cahier n°1** (janvier 1988) & **Cahier n°2** (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

**Cahier n°3** (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

**Cahier n°4** (juin 1989) \*

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

**Cahier n°5** (novembre 1989) \*

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

**Numéro spécial** (septembre 1990)\*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

**Cahier n°6** (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

**Numéro spécial** (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électorsats sous la Ve république - données d'enquête.

**Cahier n°7** (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

**Cahier n°8** (décembre 1992) \*

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

**Pré-actes du colloque** tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

**Cahier n°9** (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

**Cahier n°10** (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

**Cahier n°11** (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

**Cahier n°12** (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

**Cahier n°13** (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

**Cahier n°14** (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

**Cahier n°15** (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique. Actes du colloque.

L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

**Cahier n°16** (mai 1997)

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

**Cahier n°17** (juin 1997)

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

**Cahier n°18** (novembre 1997)

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

**Cahier n°19** (mai 1998)

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

**Cahier n°20** (août 1998)

Le Racisme – le Multiculturalisme

\* Ces cahiers sont épuisés